Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Service de la Statistique et de la Prospective
Centre d'Études et de Prospective

Actif'Agri

Transformations des emplois et des activités en agriculture

La documentation Française

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Service de la Statistique et de la Prospective
Centre d'Études et de Prospective

Actif'Agri

Transformations des emplois et des activités en agriculture

La **documentation** Française

Pour citer cet ouvrage, merci d'utiliser la référence suivante :
Forget V., Depeyrot J.-N., Mahé M., Midler E., Hugonnet M., Beaujeu R., Grandjean A., Hérault B., 2019, *Actif'Agri. Transformations des emplois et des activités en agriculture*, Centre d'études et de prospective, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, la Documentation française, Paris.

Conception graphique : Clémence Passot
Illustrations : Équipe du Centre d'études et de prospective et Clémence Passot

ISBN 978-2-11-145920-5
© Direction de l'information légale et administrative, 2019

Actif'Agri

Transformations des emplois et des activités en agriculture

Coordinateurs

Vanina Forget (cheffe de projet), Jean-Noël Depeyrot, Muriel Mahé, Estelle Midler, Mickaël Hugonnet, Raphaël Beaujeu, Alexis Grandjean*, Bruno Hérault (Centre d'études et de prospective, SSP, MAA)

Auteurs

Raphaël Beaujeu, MAA-SSP-CEP
Thierry Bellec, chambres d'Agriculture de Bretagne
Florent Bidaud, MAA-SSP-CEP
Céline Bignebat, INRA SAD MOISA
Isabelle Burens, ANACT
Philippe Caillou, université Paris-Sud XI LRI
Benoît Dedieu, INRA SAD
Nicolas Deffontaines, université du Havre
Nathalie Delame, INRA UMR Économie Publique
Jean-Noël Depeyrot, MAA-SSP-CEP
Cécile Detang-Dessendre, INRA UMR CESAER
Charlotte Emlinger, CEPII
Vanina Forget, MAA-SSP-CEP
Gabrielle Gallic, MAA-SSP-SDSSR
Julia Gassie, MAA-SSP-CEP
Olivier Gloker, APECITA
Alexis Grandjean, MAA-SSP-CEP*
Jared Greenville, OCDE*
Julien Hardelin, MAA-SSP-CEP
Nathalie Hostiou, INRA SAD UMR Territoires
Mickaël Hugonnet, MAA-SSP-CEP
Armelle Huille, AgroParisTech
Dominique Jacques-Jouvenot, UBFC LASA
Marie-Agnès Jouanjean, OCDE
Diviyan Kalainathan, université Paris-Sud XI LRI
Catherine Laurent, INRA-AgroParisTech UMR SAD-APT
Bruno Legagneux, INP-ENSAT UMR AGIR
Axel Magnan, INRA-AgroParisTech UMR SAD-APT
Muriel Mahé, MAA-SSP-CEP
Dominique-Anne Michel, MAA-SAFSL
Estelle Midler, MAA-SSP-CEP
Geneviève Nguyen, INP-ENSAT UMR AGIR
Anne-Marie Nicot, ANACT
Daniel Perron, DP Conseil, université Paris 1
Christophe Perrot, IDELE
Laurent Piet, INRA UMR SMART-LERECO
Claire Quelin, ASP*
José Ramanantsoa, MAA-SSP-CEP

* au moment de la rédaction des chapitres

Cet ouvrage ne représente pas nécessairement les positions officielles du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Il n'engage que ses auteurs.

REMERCIEMENTS

Le Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation tient à remercier chaleureusement les membres du groupe de travail *Actif'Agri* pour leur contribution essentielle à cet ouvrage : Raphaël Beaujeu (CEP), Thierry Bellec (chambres d'agriculture de Bretagne), Céline Bignebat (INRA unité MOISA), Benoît Dedieu (INRA SAD), Patrick Dedinger (MAA-CGAAER), Nathalie Delame (INRA UMR Économie publique), Jean-Noël Depeyrot (CEP), Cécile Detang-Dessendre (INRA UMR CESAER), Pierre Dupraz (INRA UMR SMART-LERECO), Vanina Forget (CEP), Olivier Gloker (APECITA), François-Pierre Gitton (MAA-SSP-SDSSR), Alexis Grandjean (CEP*), Julien Hardelin (CEP), Bruno Hérault (CEP), Nathalie Hostiou (INRA SAD UMR Territoires), Mickaël Hugonnet (CEP), Dominique Jacques-Jouvenot (UBFC LASA), Catherine Laurent (INRA-AgroParisTech UMR SAD-APT), Bruno Legagneux (INP-ENSAT UMR AGIR), Axel Magnan (INRA-AgroParisTech UMR SAD-APT), Muriel Mahé (CEP), Dominique-Anne Michel (MAA-SAFSL), Estelle Midler (CEP), Monique Moine (MAA-SSP-SDSSR), Geneviève Nguyen (INP-ENSAT, UMR AGIR), Marc Parmentier (MSA), Christophe Perrot (IDELE), Laurent Piet (INRA UMR SMART-LERECO), Pascale Pollet (MAA-SSP-SDSSR), Claire Quelin (ASP*), José Ramanantsoa (CEP), Patrick Simon (MAA-DGPE*) et Eric Tison (MAA-CGAAER). Leurs savoirs et leurs expertises nous ont été très précieux pour mener à bien ce panorama français de la transformation des emplois et du travail agricoles. Si les pages qui suivent n'engagent que leurs auteurs, elles sont le reflet de la construction collective d'une compréhension commune du monde agricole actuel, issue d'un partage de connaissances et du croisement de perspectives variées au fil de réunions de travail riches d'échanges et de débats.

Béatrice Sédillot, cheffe du Service de la statistique et de la prospective du ministère, a joué un rôle essentiel dans la réalisation finale de cet ouvrage. Nous la remercions vivement pour sa forte implication. Chacun des chapitres doit beaucoup à son questionnement scientifique, à ses relectures attentives et à ses contributions.

Nous tenons également à remercier les collègues du CEP qui ont activement contribué à la préparation des réunions de travail du groupe. Nous remercions en particulier Armelle Huille, dont les six mois de stage (AgroParisTech) à nos côtés ont été essentiels au bon lancement de ce projet, ainsi qu'Aurore Payen, pour son appui lors de la finalisation de l'ouvrage, et notamment l'organisation du séminaire de clôture d'*Actif'Agri*.

Nous adressons enfin nos vifs remerciements aux experts qui ont été sollicités ponctuellement pour partager leurs travaux, améliorer certains passages du texte et nous aider à mieux saisir les enjeux traités dans cet ouvrage, et en particulier : Marie-Sophie Dedieu (MAA-SSP-SDSAFA), Eric Hugues (MSA), Florence Kling-Eveillard (IDELE), Pierre Labarthe (INRA UMR AGIR), Jérôme Lerbourg (MAA-SSP-MDD), Alice Lorge (MAA-SSP-SDSSR), Vincent Marcus (MTES-CGDD), Gianluca Orefice (CEPII) et Ludovic Portois (MAA-SAFSL).

* au moment de la rédaction de l'ouvrage

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 9

PARTIE 1: PANORAMA 12

1. L'emploi et les activités agricoles: chiffres et évolutions clés 14

1. La main-d'œuvre agricole : tendances passées et évolutions récentes 17
2. Qui sont les travailleurs agricoles ? 22
3. Comment la mobilisation de la main-d'œuvre change-t-elle dans les exploitations agricoles ? 26

2. Trois tendances structurantes: concentration, sous-traitance et diversification des exploitations 30

1. Concentration des exploitations et emploi 33
2. Sous-traitance et agriculture : les recompositions en cours 38
3. Diversification et pluriactivité, deux exemples de mutations des activités agricoles 43

3. La filière laitière: un concentré des mutations agricoles contemporaines 48

1. Les mutations rapides du secteur laitier : implications en matière d'emploi 51
2. Du déplacement de la production au déplacement de l'emploi ? 54
3. Les évolutions du travail et de l'emploi à l'échelle des exploitations laitières 56
4. Quels actifs dans ces exploitations en mutation ? 60

PARTIE 2: QUALITÉ DU TRAVAIL 64

4. Emplois précaires en agriculture 66

1. Précarité de l'emploi : une notion multidimensionnelle 69
2. La précarité mesurée à l'aune des statuts des travailleurs dans les exploitations agricoles 69
3. Caractérisation des salariés précaires 77
4. Abus et travail illégal 80

5. Les conditions de travail et de santé des actifs agricoles 84

1. Que sait-on des conditions de travail des exploitants et des salariés agricoles ? 87
2. Quel est l'état de santé et de bien-être des exploitants et des salariés agricoles ? 92
3. Conditions de travail et santé : le problème des actifs « invisibles » ou mal représentés 97

6. La mobilité professionnelle des actifs agricoles 100

1. Quitter l'agriculture : de la « migration » intérieure à la mobilité professionnelle 103
2. La cessation d'activité agricole : un phénomène en hausse ? 105
3. Partir pour ailleurs : ces agriculteurs qui se convertissent 109

PARTIE 3 : TROIS FACTEURS 114

7. Performance environnementale des exploitations et emploi 116

1. Performances environnementales et emploi : un lien peu abordé dans la littérature économique, au-delà de l'agriculture biologique 119
2. La relation entre performances environnementales et emploi dépend des secteurs de production 121
3. L'agriculture biologique emploie davantage que l'agriculture conventionnelle dans certaines orientations et dans certaines zones 123

8. Innovations, activités et mutations des emplois agricoles 132

1. Innovation et transformations des activités agricoles : une perspective historique 135
2. L'innovation crée-t-elle ou détruit-elle des emplois agricoles ? 141
3. Quelles conséquences l'innovation a-t-elle sur les structures de production et l'organisation du travail ? 144
4. Comment l'innovation transforme-t-elle les conditions de travail des agriculteurs ? L'exemple du robot de traite 145
5. Comment l'innovation change-t-elle le rapport de l'agriculteur à son métier ? 146

9. Emplois, commerce international et internationalisation des filières 148

1. Impacts de l'intégration croissante au commerce international sur l'emploi et les inégalités de salaire dans l'agriculture et l'agroalimentaire 151
2. L'emploi agricole dans un contexte de filières internationalisées 156
3. Contribution des chaînes de valeur mondiales agricoles à l'emploi en France par produits agricoles 158

PARTIE 4 : POLITIQUES PUBLIQUES 164

10. Politiques et dispositifs fiscaux et sociaux impactant l'emploi agricole 166

1. Appuyer l'industrialisation agricole et l'amélioration de la compétitivité 169
2. Faciliter l'adaptabilité du secteur agricole aux évolutions économiques 173
3. Accompagner les transformations de l'exploitation familiale 177

11. Politiques publiques agricoles : quelles influences sur l'emploi et les activités agricoles ? 182

1. Maintenir et créer des emplois agricoles : une préoccupation récente de la PAC 185
2. La PAC entre 1990 et 2013 : des effets contrastés sur l'emploi agricole 187
3. Les effets redistributifs de la PAC 2014-2020 : premiers éléments d'analyse 190
4. Exploration de scénarios prospectifs pour la PAC et effets sur l'emploi 193
5. Politiques foncières et politiques des structures : deux formes d'intervention directe sur les contours de l'activité agricole 195

12. Politiques de formation du capital humain en agriculture 198

1. Capital humain disponible et compétences nécessaires en agriculture 201
2. La formation initiale des agriculteurs, enjeu de politiques publiques 205
3. L'accompagnement de la montée en compétences 206

Conclusion 213

Enseignements transversaux 213
Des pistes de recherche à approfondir 216
Orientations stratégiques et pistes d'action 218

Liste des sigles 222
Liste des figures et tableaux 224
Liste des encadrés 227
Crédits photographiques 228
Bibliographie 230

INTRODUCTION

Vanina Forget

De l'emploi à l'activité agricole : le questionnement d'*Actif'Agri*

En 2016, la France métropolitaine comptait un peu moins de 570 000 chefs d'exploitation agricoles. Ils étaient un quart de plus au tournant du XXIe siècle. Au-delà des chefs d'exploitation, une grande diversité d'hommes et de femmes font l'agriculture d'aujourd'hui : ce sont les salariés permanents ou temporaires employés par l'exploitation ou des entités juridiques qui lui sont extérieures, les travailleurs saisonniers, voire détachés, les aides familiaux, avec ou sans statut officiel, les stagiaires, les apprentis, etc. Au total, près de 1,7 million d'individus ont travaillé sur une exploitation agricole à un moment donné de l'année 2016.

Sur longue période, la forte réduction de la population agricole s'est accompagnée d'une transformation de la nature des emplois et des activités. L'activité agricole d'aujourd'hui est désormais moins le fait d'un agriculteur réalisant l'ensemble des tâches sur son exploitation, que d'un système complexe d'activités et de fonctions accomplies aussi bien par l'exploitant que par des tiers, salariés ou prestataires. Cette mutation révèle les transformations profondes de l'organisation du travail en agriculture et témoigne de la capacité d'innovation de ce secteur.

L'ouvrage *Actif'Agri. Transformations des emplois et des activités en agriculture* documente ces recompositions, avec l'objectif d'en approfondir notre compréhension commune. Quelles sont les grandes tendances actuelles en matière d'emploi et de travail agricoles ? Qui réalise aujourd'hui cette production agricole ? Quelles activités se développent prioritairement, et au dépens de quelles autres ? Qui travaille où et dans quelles conditions ? À partir de ce bilan, quelques-uns des grands moteurs de changement expliquant ces transformations sont explorés, avec un focus particulier sur les politiques publiques et leurs impacts sur la réalité. Secteur fortement encadré et subventionné, et encore assez largement administré, l'agriculture concentre en effet de nombreuses interventions publiques. Si leurs objectifs ne sont, pour la plupart, pas directement liés à la question de l'emploi et à ses évolutions en nombre comme en nature, elles l'influencent pourtant profondément, et les derniers chapitres de cet ouvrage cherchent à comprendre leurs effets tangibles, dans une perspective d'amélioration de l'action des pouvoirs publics.

Une démarche collective et un groupe de travail

Pour répondre aux questions évoquées précédemment, un chantier collectif a été lancé. Il a été piloté par une équipe-projet du Centre d'études et de prospective (CEP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) et a reposé sur un groupe de travail constitué d'experts externes et internes au MAA (34 personnes, dont la liste figure dans les remerciements de cet ouvrage)

Ce groupe s'est réuni huit fois entre septembre 2017 et décembre 2018. Six de ces réunions, thématiques, ont été l'occasion de discuter de façon approfondie les travaux sur lesquels reposent les chapitres de cet ouvrage. À l'issue de chacune, les analyses et conclusions du groupe ont été précisées, complétées et approfondies. La dernière séance de travail du chantier *Actif'Agri*, en comité restreint, a permis de dégager les enseignements transversaux et des pistes d'action.

Emploi, activité, travail… de quoi parle-t-on ?

Plusieurs termes clés étaient au coeur de nos réflexions, comme « emploi », « travail », « activité » ou encore « main-d'œuvre ». Selon que l'on est économiste, statisticien, sociologue, juriste ou historien, ces notions comportent des définitions variables et recouvrent donc des réalités différentes.

Le « travail » a des significations multiples. Le terme est souvent utilisé pour décrire soit un ensemble d'opérations à réaliser, soit une occupation, rémunérée ou non, considérée comme une charge, une responsabilité. Il recouvre en partie la notion d' « emploi », dont nous retenons prioritairement le sens donné par le Bureau international du travail (BIT) : tout travail officiel (rémunéré et contractuel), même d'une durée très courte (une heure dans la semaine de référence). Deux des caractéristiques clés de l'emploi sont donc que le travail accompli est reconnu comme tel par la société et réalisé en échange d'une rémunération garantie.

Le concept d' « activité », quant à lui, est utilisé dans cet ouvrage au sens de l'Observatoire des métiers et des qualifications (OMQ), qui le définit comme un « ensemble cohérent de tâches, ou de séquences de travail finalisées, identifiées,

organisées selon un processus logique, observable en tant que tel ». Enfin, le « métier » est une notion plus complexe que son usage quotidien ne le laisserait penser. L'OMQ y voit « un ensemble d'emplois-types (emplois-repères) liés entre eux par une même technicité, présentant un noyau dur d'activités communes et requérant des compétences proches ou similaires ». Un métier peut comprendre des emplois de niveaux similaires ou différents.

Le périmètre de l' « exploitation agricole » diffère aussi, selon que l'on se fonde sur le code rural, sur le champ des actifs cotisant à la Mutualité sociale agricole (MSA) ou sur les définitions retenues par la statistique agricole. Pour le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère en charge de l'Agriculture, dont les données sont prioritairement mobilisées dans cet ouvrage, l'exploitation agricole est définie comme : une unité économique qui a une activité agricole, soit de production, soit de maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales ; d'une dimension minimale (1 hectare de surface agricole utilisée, 20 ares de cultures spécialisées ou une production supérieure à un seuil donné – 1 vache, 6 brebis mères, etc.) ; et qui a une gestion courante indépendante de toute autre unité.

Dans cet ouvrage, les termes « chef d'exploitation » et « exploitant » sont régulièrement utilisés comme des synonymes d' « agriculteur ». Au sens strict, il s'agit de la personne physique qui assure la gestion courante de l'exploitation. Dans le cas d'une forme sociétaire, où plusieurs personnes peuvent remplir cette fonction, le chef d'exploitation est la personne qui assure la plus grande part de responsabilité, les autres étant définies comme coexploitants.

Toujours suivant les définitions de la statistique agricole, nous appelons « actifs agricoles » ou, alternativement, « main-d'œuvre », toutes les personnes qui travaillent, à temps plein ou partiel, sur une exploitation agricole. Ces actifs incluent la main-d'œuvre permanente, c'est-à-dire toutes les personnes travaillant de manière régulière sur l'exploitation : chefs d'exploitation, coexploitants des exploitations sociétaires, aides familiaux (membres de la famille des chefs d'exploitation) et salariés permanents. Ces derniers regroupent tous les actifs bénéficiant d'une rémunération mensuelle et travaillant de manière régulière sur l'exploitation. Les actifs agricoles incluent aussi la main-d'œuvre non permanente, c'est-à-dire les travailleurs saisonniers ou occasionnels qui apportent un renfort de main-d'œuvre sur des périodes déterminées ou pour des travaux ponctuels. Ils peuvent être directement employés par l'exploitation ou par d'autres entités, comme des entreprises de travaux agricoles (ETA), des coopératives d'utilisation du matériel agricole (Cuma), des groupements d'employeurs, des sociétés d'intérim, etc. Plutôt que de distinguer la main-d'œuvre selon son caractère plus ou moins permanent, on peut le faire en fonction de son caractère plus ou moins familial, donc selon le lien de parenté avec le chef d'exploitation.

Mesurer et analyser le travail et l'emploi

En agriculture comme ailleurs, la mesure du travail est un sujet complexe. Pour de nombreuses analyses, cet ouvrage accorde une attention particulière aux notions d' « unité de travail annuel » (UTA) ou d' « équivalent temps plein » (ETP), qui servent de référence dans la statistique publique et se définissent comme le travail accompli par un individu employé à temps plein durant une année. Les UTA sont déterminées à partir d'enquêtes statistiques conduites auprès des agriculteurs, qui déclarent le temps de travail des actifs. L'UTA est donc une estimation du volume de travail utilisé comme moyen de production, sans décompte précis des heures passées sur l'exploitation, et non une mesure de l'emploi sur les exploitations agricoles. Lorsque l'on s'intéresse aux femmes et aux hommes qui font l'agriculture d'aujourd'hui, il est important de compléter cette approche par un dénombrement des personnes qui travaillent sur les exploitations, qu'elles soient directement ou non employées par celles-ci. Pour ce faire sont mobilisées des données de la statistique agricole mais aussi des données administratives, telles celles de la MSA.

Au total, les analyses présentées dans cet ouvrage reposent sur une multitude de sources : résultats des recensements agricoles, qui couvrent toutes les exploitations agricoles sur l'ensemble du territoire ; enquêtes 2013 et 2016 sur la structure des exploitations (ESEA), qui constituent des points intermédiaires entre deux recensements (environ 70 000 exploitations enquêtées en 2016) ; données du Réseau d'information comptable agricole (RICA) sur les performances technico-économiques d'un échantillon d'environ 7 200 exploitations représentatives des exploitations moyennes et grandes de métropole ; données de la MSA, exhaustives et annuelles sur le champ des cotisants, après retraitements pour se rapprocher du champ de la statistique agricole. L'ouvrage mobilise également d'autres sources de données, issues de la statistique publique (Insee, Dares, Eurostat, etc.), de l'OCDE, de bases fiscales, ainsi que des informations issues d'études plus qualitatives conduites dans le cadre de travaux de recherche.

Au-delà de la diversité des méthodes et des données mobilisées selon les sujets traités et les ancrages disciplinaires, tous les chapitres se fondent sur une revue approfondie de la littérature disponible, principalement académique. Ils visent tous aussi à dépasser un simple « état de l'art » pour apporter des éclairages nouveaux sur les questions posées, que cela soit par la mobilisation de données peu exploitées jusque-là (chapitres 3, 4 et 5), originales (chapitres 2 et 6) ou très récentes (chapitres 1 et 11), de travaux économétriques (chapitres 7 et 9), de modélisations (chapitres 10 et 11) ou encore par la confrontation de littératures et de champs disciplinaires habituellement disjoints (chapitre 5, 8 et 12). Dans certains cas, les développements présentés dans cet ouvrage ont fait ou feront l'objet de publications complémentaires plus détaillées (voir la rubrique « pour en savoir plus » de chaque chapitre).

Une approche transversale et pluridiscipinaire

Une originalité de l'approche retenue dans cet ouvrage est d'aborder les emplois et les activités agricoles sous un grand nombre de facettes, rarement analysées simultanément. Ainsi, la quantification des personnes en emploi et la qualité de leurs conditions du travail sont souvent discutées par des communautés distinctes, tant dans les sphères professionnelles, institutionnelles qu'académiques. Les pages qui suivent n'ont toutefois pas la volonté ni l'ambition d'être exhaustives. Chaque chapitre résulte aussi des choix personnels de ses auteurs et apporte un éclairage particulier sur telle ou telle composante du monde agricole.

Cette volonté de transversalité s'accompagne d'une nécessaire pluridisciplinarité. Si les travaux présentés sont principalement ancrés dans les sciences économiques, avec une forte empreinte statistique et économétrique visant à quantifier, autant que possible, les phénomènes à l'œuvre, ils mobilisent aussi la sociologie, afin de saisir les manières d'agir, de penser et de sentir des hommes et des femmes qui font l'agriculture contemporaine, et que des chiffres seuls ne sauraient révéler. Nous utilisons également, dans une moindre mesure, des enseignements tirés de l'agronomie, du droit ou de la médecine.

Fondée principalement sur les résultats issus de la recherche, tant française qu'internationale, l'approche retenue se veut enfin la plus objective possible. Les réflexions et idées exprimées dans cet ouvrage permettront – nous l'espérons – de progresser dans la compréhension des objets étudiés. Si cet ouvrage a bénéficié de la participation de nombreux chercheurs et experts, il n'est pas pour autant réservé à un public de spécialistes : il s'adresse à tous ceux que les évolutions de l'agriculture intéressent.

Que trouverez-vous dans *Actif'Agri* ?

Le plan du livre suit d'assez près le contenu des différentes séances du groupe de travail. Chaque chapitre a été coordonné par un membre du CEP, appuyé par des coauteurs, très fréquemment issus du groupe de travail. L'ouvrage compte finalement 36 coauteurs, que nous tenons à nouveau ici à remercier pour leurs riches contributions et leur disponibilité.

Actif'Agri propose une vision panoramique de l'*agriculture au travail,* et non pas un diagnostic exhaustif de toutes les tendances à l'œuvre. Bien qu'ambitieux, le périmètre choisi reste relativement restreint : nous nous sommes concentrés sur le travail réalisé sur les exploitations agricoles françaises (hors équidés et sylviculture), généralement sur la période des 20-30 dernières années. Des phases de temps plus longues ont parfois été prises en compte, dans certains chapitres nécessitant une lecture plus historique des dynamiques à l'œuvre. Les secteurs amont et aval n'ont généralement pas été étudiés, alors qu'ils participent indirectement aux évolutions observées. En témoigne le seul chapitre dont les frontières intègrent l'ensemble de la chaîne de transformation agro-alimentaire, qui explore de façon macro-économique les effets des échanges commerciaux sur les emplois et les inégalités de revenu (chapitre 9). À l'exception de celui-ci, les emplois induits et indirects n'ont pas fait partie de nos analyses.

Les pages qui suivent traitent essentiellement de la métropole française, sans exploration particulière des spécificités des DROM et COM. Nous sommes néanmoins conscients que la problématique de l'emploi y est cruciale et qu'elle nécessiterait un travail dédié.

La première partie dresse le panorama des transformations des emplois et des activités agricoles. Le chapitre 1 rappelle les chiffres clés et documente les principales tendances récentes. Le chapitre 2 en approfondit certaines (concentration des exploitations, développement de la délégation du travail à des tiers externes, diversification et pluriactivité des ménages agricoles). Enfin, le troisième chapitre présente plus particulièrement les évolutions que connaît la production laitière, illustrative de la rapidité des mutations actuelles.

La qualité du travail est au cœur de la deuxième partie, qui s'ouvre par une analyse détaillée des emplois précaires en agriculture (chapitre 4). Elle fait ensuite le bilan des conditions de travail et de santé des travailleurs agricoles (chapitre 5), avant de s'intéresser à leur mobilité professionnelle, c'est-à-dire à la façon dont ils entrent et sortent aujourd'hui du secteur (chapitre 6).

Les deux parties suivantes de l'ouvrage se concentrent sur plusieurs grands déterminants de ces transformations. La troisième explore le lien entre performance environnementale et emplois (chapitre 7), les impacts directs et indirects des innovations (chapitre 8), et ceux de l'ouverture au commerce et du développement des chaînes de valeur mondiales (chapitre 9).

La quatrième partie est consacrée à trois grands ensembles de politiques publiques et à leurs effets : les dispositifs fiscaux et sociaux (chapitre 10), les politiques agricoles (Politique agricole commune et politique des structures, chapitre 11), et les politiques d'accompagnement du développement du capital humain (formations initiale et continue, développement agricole et conseil, chapitre 12).

L'ouvrage se conclut par une synthèse des grands enseignements transversaux de ces douze chapitres, dont découlent plusieurs pistes de réflexion et d'action à destination de l'ensemble des parties prenantes du monde agricole.

CONCLUSION

Vanina Forget et Bruno Hérault

Les douze chapitres de ce livre illustrent, chacun avec leur perspective, les profondes évolutions de la forme et du contenu de l'emploi dans le secteur agricole. Loin de l'image d'un monde figé et traditionnel, ils nous montrent qu'il se réinvente grâce aux femmes et aux hommes qui le constituent, et qui réorganisent au quotidien leurs activités pour forger de nouveaux métiers et de nouvelles façons de vivre et de faire l'agriculture.

En décembre 2018, à l'issue de plus d'une année de travail, le groupe *Actif'Agri* s'est réuni une dernière fois, lors d'une journée complète de séminaire, pour identifier les résultats clés, les messages transversaux de l'ouvrage et les axes stratégiques qui en découlent. Les discussions furent très riches et nous tenons ici à nouveau à remercier les membres du groupe pour leur implication. Cette conclusion reprend les principales réflexions échangées lors de ce séminaire. La lecture croisée des douze chapitres permet d'abord d'en dégager plusieurs conclusions générales. Certaines limites de ce travail sont ensuite évoquées, débouchant sur de nouvelles pistes de recherche. Enfin sont formulées quelques orientations stratégiques et des pistes pour l'action publique.

1. ENSEIGNEMENTS TRANSVERSAUX

Vers une « normalisation » et une « porosité » du métier d'agriculteur

Les chefs d'exploitation sont les actifs qui connaissent les transformations les plus marquantes. L'érosion continue de leur nombre est confirmée (chapitre 1), tout comme celle des exploitations qu'ils dirigent, en voie de concentration et d'agrandissement (chapitre 2). D'une paysannerie largement majoritaire dans la société française, les agriculteurs ne constituent plus aujourd'hui qu'une minorité au sein d'une population active qui ne cesse de croître et de se diversifier. Marginalisés au sein même des campagnes, ils ne sont désormais qu'un des acteurs de la ruralité, qu'une catégorie socio-professionnelle parmi d'autres (Hérault, 2016).

Le modèle français d'agriculture familiale, traditionnellement structuré autour du couple formé par l'agriculteur et sa femme, éclate lui aussi en divers modes d'organisation, dont le point commun est le désengagement du collectif familial. Si la diversité des modèles a toujours existé, le lien entre la famille et l'unité de production constituait une spécificité historique de l'agriculture française. Aujourd'hui, la famille du chef d'exploitation tend à ne plus s'impliquer dans son travail. Les sources du revenu des ménages agricoles se diversifient (chapitre 2), les conjoints sont plus fréquemment d'origine non agricole et beaucoup travaillent hors de l'exploitation. Quant aux enfants, ils ne se destinent pas nécessairement à reprendre la ferme familiale et s'orientent de plus en plus vers d'autres métiers (chapitre 6). Devenir agriculteur n'est plus une destinée, ni une vocation, liées à une origine et des modes de vie précis. Derrière cette tendance structurelle coexistent naturellement des situations diverses selon les filières, les territoires et les histoires personnelles : le chapitre 3 a ainsi montré qu'en production laitière, les dynamiques d'agrandissement et d'installation sont toujours majoritairement portées par des exploitations de type familial.

Des apports externes de compétences et de main-d'œuvre viennent pallier ce retrait de la famille, d'où l'accroissement, en relatif comme en absolu, du salariat permanent et surtout temporaire (chapitres 1, 3, et 4). Près d'un actif sur trois intervenant aujourd'hui dans une exploitation laitière est un salarié, avec des statuts et des temps de travail variés (chapitre 3). De plus ce salariat, plus fréquemment externalisé, est porté par des entités juridiques diversifiées : entreprises de travaux agricoles, groupements d'employeurs, CUMA, prestataires étrangers ayant recours à des travailleurs détachés, etc. (chapitres 2 et 4). L'activité agricole est ainsi devenue un système complexe de tâches accomplies aussi bien par l'exploitant que par des tiers. Poussée à l'extrême, cette délégation peut aller jusqu'à concerner toute l'activité de production (chapitre 2). Dans l'ensemble, les travailleurs salariés sont relativement jeunes et ils ont des trajectoires professionnelles assez précaires, au-delà des seules frontières de l'agriculture, et souvent à travers divers secteurs économiques. La flexibilité de cette main-d'œuvre s'accroît, entre des contrats de plus en plus courts et son emploi par des agences d'intérim (chapitre 4), qui contribuent à faciliter les transferts d'activité, par exemple avec le bâtiment et les travaux publics.

Pour ce qui est des exploitants agricoles, leur mobilité professionnelle tend à croître, même si elle reste faible (chapitre 6). Ils s'installent plus fréquemment après des expériences salariales dans d'autres secteurs économiques. Leur niveau de formation initiale augmente, à l'instar de l'ensemble de la société française, mais le système éducatif général joue désormais un rôle prépondérant par rapport à l'enseignement agricole (chapitre 12). Ils lancent aujourd'hui de plus en plus souvent leurs projets sans les aides publiques dédiées (chapitre 11). Les agriculteurs quittent aussi plus facilement leur exploitation qu'ils ne le faisaient autrefois, et les cessations précoces d'activité augmentent (chapitre 6). Ces sorties généralement définitives, vers d'autres horizons professionnels, sont principalement motivées par les difficiles conditions de vie et de travail (rémunération, pénibilité, imbrication de la vie professionnelle et de la vie familiale, etc.), plus que par la défaillance de l'exploitation.

Ces différentes évolutions (marginalisation au sein de la société, défamilialisation du collectif de travail, développement du salariat et de l'externalisation des tâches, mobilités sociale et professionnelle accrues, etc.), nous amènent à conclure à une « normalisation » en cours du métier d'agriculteur : il converge progressivement vers celui des chefs de petites ou très petites entreprises des autres secteurs économiques.

De fait, les échanges de personnes et d'informations entre l'agriculture et les autres domaines économiques augmentent, le monde agricole devenant de plus en plus poreux et ouvert. Normalisation et porosité contribuent au processus de « désagricolisation » de la société française, à l'instar de tous les autres pays européens.

Accompagnant et reflétant cette « banalisation » de l'agriculture, les politiques publiques singularisent elles aussi de moins en moins les actifs agricoles. Si les dispositions sociales et fiscales les considèrent encore comme des citoyens particuliers, avec une législation du travail plus souple et moins protectrice pour les salariés, une fiscalité favorisant la productivité du travail, et une moindre protection sociale des indépendants, la tendance actuelle est au rapprochement progressif avec le régime général (chapitre 10). Il s'agit dès lors de mieux accompagner la mobilité professionnelle (débats sur le « chômage agricole »), de s'écarter du modèle patrimonial (discussions sur la fiscalité « sociétaire »), ou encore d'améliorer les conditions de travail et de vie (protection sociale, qualité de vie au travail).

L'hétérogénéité croissante des modèles agricoles

Si l'activité de chef d'exploitation se rapproche de celle des autres petits entrepreneurs, le métier d' « agriculteur » recouvre des situations de plus en plus hétérogènes, du point de vue de l'organisation du travail, des tâches à réaliser et des façons de les mettre en œuvre. Cette diversité existait probablement déjà il y a 30 ans ou 50 ans, mais elle était masquée par la prépondérance du modèle familial traditionnel. Avec son effacement, diverses reconfigurations des exploitations agricoles s'observent. Des structures plus complexes apparaissent, proches de l'entrepreneuriat : holdings, regroupements d'exploitants, sous-traitance, etc. (chapitres 1 et 2). La délégation intégrale à un prestataire externe des travaux culturaux et des tâches de gestion, auparavant marginale, concernerait aujourd'hui environ 12 % des exploitations de grandes cultures.

L'élargissement de la gamme des innovations (techniques, organisationnelles, managériales, etc.), accessibles au plus grand nombre, change le métier de chef d'exploitation en diversifiant les référentiels professionnels et les communautés de pratiques (chapitre 8). L'essor de l'agriculture biologique en est un bon exemple. Elle s'accompagne souvent d'activités de transformation des produits et de commercialisation en circuits courts ou à la ferme (chapitre 7). La dynamique herbagère minoritaire présentée dans le chapitre 3 en est un autre exemple.

Les conditions d'entrée dans le secteur agricole sont également marquées par cette hétérogénéité des modèles, avec des trajectoires variées : les agriculteurs s'installent plus souvent en dehors d'un cadre familial, après d'autres expériences professionnelles, à différents moments de la vie (chapitre 6). L'accès au métier reste plus difficile que dans la plupart des autres secteurs, du fait d'un coût d'entrée élevé, lié à l'acquisition du capital productif. Cette difficulté s'accompagne d'une diversification des modalités de propriété du foncier et des formes sociétaires pour le porter, facilitées par l'évolution du contrôle des structures (chapitre 11).

Cette diversification des modèles peut être une réponse aux spécificités de l'activité agricole. En effet, celle-ci demeure saisonnière, marquée par des incertitudes liées à l'utilisation d'un capital naturel et à la dépendance de la météorologie. La libéralisation progressive du secteur et l'exposition aux fluctuations des prix augmentent les risques et aléas. Si la régulation des marchés (prix et débouchés garantis) favorisait dans les années 1970 et 1980 les exploitants déployant les paquets techniques sous-jacents au modèle standard, aujourd'hui le maintien de l'activité nécessite d'adapter les stratégies de gestion des risques en fonction de son système de production. Les solutions agronomiques, organisationnelles ou financières (recours aux marchés à terme, etc.) choisies contribuent à la diversité des modèles. Ainsi, le salariat peut être un choix pour certaines personnes voulant travailler dans l'agriculture sans devoir en gérer les risques.

Cette tendance à la diversification interroge nos politiques publiques, initialement construites pour l'exploitation familiale à la française des années 1960, et dont elles ne se sont écartées que lentement (partie 4). Elle questionne aussi le statut de l'agriculteur, par opposition au « propriétaire » ou au « manager » de société agricole, ainsi que la définition et les limites de « l'exploitation agricole ».

Précarités, inégalités et « invisibilités »

Dans les opinions et représentations dominantes, l'*exploitant* agricole incarne symboliquement le *travail* agricole. Loin de ce stéréotype, *Actif'Agri* montre que l'agriculture est faite de catégories variées d'actifs. Elle a notamment recours

à de la main-d'œuvre temporaire voire journalière, familiale ou externe, répondant aux impératifs d'une production qui comporte des pointes de travail, une saisonnalité marquée, divers aléas et une grande volatilité des prix. Tous ces types d'actifs n'ont pas les mêmes statuts, la même reconnaissance, ni la même visibilité (chapitres 4, 5 et 10).

Historiquement, la main-d'œuvre familiale constituait une grande part des « invisibles » de l'agriculture : conjointes sans statut, parents retraités, enfants, etc. Certains de ces aidants familiaux ont été révélés par les enquêtes statistiques et l'obligation d'opter pour des statuts plus protecteurs, offrant une meilleure reconnaissance du travail effectué. L'instauration du statut de conjoint collaborateur a, par exemple, remis en lumière les femmes travaillant sur les exploitations (chapitre 10).

Le chapitre 4 montre que, dans certaines régions et pour certaines cultures (arboriculture, viticulture, etc.), de nombreuses personnes intervenant dans les exploitations sont des travailleurs précaires, relativement mal connus, souvent écartés des débats sur les enjeux du secteur. Leurs conditions de travail sont plus ou moins bien documentées, les plus mal lotis étant probablement ceux qui échappent aux systèmes de suivi, à commencer par les travailleurs illégaux (chapitre 5).

L'accroissement du salariat et de l'externalisation concourt au développement d'emplois sous statuts précaires (chapitre 4). Cette fragilité statutaire et le faible niveau des rémunérations des salariés sont à mettre en regard de la modicité et de l'instabilité des revenus de la majorité des exploitants. Une hypothèse, suggérée par la littérature économique, est que les mouvements de concentration des exploitations et de réduction de l'emploi iraient de pair avec le renforcement des inégalités de revenus des travailleurs de l'agriculture (au sens large).

Enfin, en agriculture comme dans beaucoup d'autres secteurs, les femmes conservent une place différente de celle des hommes : la nature genrée du monde agricole demeure (chapitres 1, 5, 6, 10). Les femmes n'exercent pas les mêmes activités, pas dans les mêmes secteurs, elles n'ont pas les mêmes revenus, ni les mêmes trajectoires professionnelles. Bien qu'elles aient une meilleure formation générale et soient plus mobiles, elles sont plus exposées que les hommes aux maladies professionnelles et moins aux risques physiques. Globalement, leur présence décroît dans les exploitations, du fait du développement du salariat agricole, plus masculin, et de la stagnation depuis dix ans de la part des femmes cheffes d'exploitation. Mais ces évolutions masquent des réalités plus complexes, liées à des variations statutaires et statistiques. Longtemps, les femmes exploitantes étaient des conjointes qui reprenaient la ferme au départ à la retraite de leur mari. Aujourd'hui, celles qui s'installent le font plus souvent sous des statuts équivalents à ceux des hommes, et de façon plus autonome, en étant cheffes de leurs projets et non conjointes avec ou sans statut.

Des facteurs de transformation aux effets ambivalents

Tout n'est pas agricole dans l'agriculture, et elle n'est pas directement à l'origine de toutes les transformations qui la parcourent. Beaucoup d'évolutions repérées dans cet ouvrage résultent aussi d'une combinaison de facteurs extérieurs : attentes des consommateurs, prix des matières premières, niveau d'emploi dans le reste de l'économie, concurrence sur les marchés, etc. Un large spectre de politiques publiques, programmes et mesures, aux niveaux européen, national, régional ou local, orientent directement ou indirectement ce secteur. Si la dynamique globale actuelle est bien celle d'une destruction des emplois agricoles, certaines contre-tendances se révèlent plutôt favorables à l'emploi : diversification des activités, circuits courts (chapitre 2), productions herbagères ou de qualité (chapitre 3), agriculture biologique (chapitre 7), innovations agro-écologiques (chapitre 8), exportations (chapitre 9), soutiens au revenu (chapitre 11), etc.

Dans cet ensemble, *Actif'Agri* a surtout exploré les facteurs liés à la performance environnementale, aux innovations, aux échanges commerciaux, aux politiques fiscales, sociales, agricoles et de formation. Ils ont en commun d'avoir des effets complexes et ambivalents sur l'emploi et les activités agricoles. Cette ambivalence provient des tensions entre productivité du travail et maintien des emplois, et des tensions entre qualité du travail et compétitivité.

L'agriculture biologique se révèle généralement plus créatrice d'emplois, toutes catégories confondues, que l'agriculture conventionnelle, mais avec des ampleurs différentes selon les productions et les territoires (chapitre 7). Les exploitations biologiques emploient davantage que les conventionnelles en production laitière, en maraîchage de plein air et en viticulture. Ce surplus de travail vient en partie des démarches de commercialisation en circuits courts et d'activités de diversification. Au-delà du seul bio, le souci plus général de performance environnementale a des effets sur l'emploi, mais qui dépendent des orientations : si les exploitations laitières les plus « vertes » sont plus intensives en travail, c'est l'inverse en grandes cultures. Le chapitre 11 montre, quant à lui, que les aides au maintien de systèmes herbagers (ICHN) et les MAEt, ancêtres des MAEc, contribuent au maintien des emplois sur les territoires défavorisés.

Les conséquences de l'innovation sont tout aussi complexes à saisir. Si, depuis les années 1950, ce moteur a facilité les substitutions capital-travail, à l'origine d'une forte diminution des actifs agricoles, il a aussi préservé la compétitivité des agriculteurs modernistes, contribuant ainsi à maintenir leurs emplois. Aujourd'hui, si les changements technologiques prolongent cette tendance, d'autres formes d'innovation favorisent des systèmes plus intensifs en travail (circuits courts, agro-écologie ; chapitre 8). Les agriculteurs peuvent accéder à ces nouveaux savoirs, outils et techniques par de multiples canaux, de façon de plus en plus individualisée, ce qui modifie en profondeur leur métier (chapitre 12).

La mondialisation, bien présente, a également été prise en compte par le groupe *Actif'Agri*. Pour ce qui est du commerce international, de 1995 à 2005, les importations en provenance

de pays disposant d'une importante main-d'œuvre non qualifiée ont globalement réduit l'emploi des travailleurs non qualifiés, en France, et contribué à accroître les inégalités de rémunération entre travailleurs qualifiés et non qualifiés. Toutefois, pour les grands pays exportateurs, comme la France, l'impact positif des exportations a plus que compensé l'impact négatif des importations, avec un bilan global positif sur les emplois non qualifiés et les inégalités (chapitre 9). Sur la période récente, les échanges commerciaux évoluent avec le développement de « chaînes de valeur mondiales ». L'internationalisation des filières agroalimentaires françaises et européennes multiplie ainsi les interactions entre exportations et importations. L'utilisation accrue de produits intermédiaires importés, entrant dans la production de nos exportations, peut améliorer la compétitivité des entreprises, créant de nouveaux débouchés et opportunités d'emploi. Le chapitre 9 montre aussi que l'exportation de produits intermédiaires agricoles et agroalimentaires contribue, dans notre pays, à l'emploi dans leurs secteurs de production, mais aussi dans d'autres pans de l'économie, en particulier les services.

Les politiques publiques, pour leur part, semblent n'avoir qu'un effet limité sur les transformations documentées dans ce ouvrage, qu'elles accompagnent, réduisent ou amplifient plus qu'elles n'orientent ou commandent. La plupart n'ont d'ailleurs pas pour objectif l'emploi agricole, ni l'évolution de l'activité ou des métiers, et peu de travaux permettent d'évaluer leurs impacts en la matière. Elles restent marquées par les héritages des politiques des décennies antérieures incitant, efficacement, au développement du modèle agricole productiviste d'alors, peu favorable au maintien des emplois agricoles.

Le capital humain, un enjeu prioritaire

Alors que le niveau de formation initiale des agriculteurs n'a cessé de s'élever au cours des cinquante dernières années, à l'instar de celui du reste de la société, la diversification des modèles agricoles et l'accélération des innovations technologiques nécessitent d'adapter les compétences en continu (chapitre 12). Il ne s'agit plus seulement d'accéder à des techniques mais de développer un projet d'entreprise. Aujourd'hui, les travailleurs agricoles, salariés ou non, ont en moyenne un niveau d'éducation toujours inférieur à celui des actifs français, alors que leurs métiers exigent des qualifications et des capacités de plus en plus élevées.

Les questions d'organisation du travail sont en particulier de plus en plus prégnantes. Les choix stratégiques à faire s'élargissent : sur quel marché se positionner ? À quelles activités se consacrer et lesquelles déléguer ? Quelles innovations déployer ? Comment combiner performance environnementale et productivité ? Les chefs d'exploitation ne disposent souvent pas de l'ensemble des compétences nécessaires à l'adaptation de leur activité, d'où le besoin de recourir à des apports externes.

En agriculture comme ailleurs, le savoir conforte le savoir (chapitre 12) : les actifs ayant le meilleur niveau de formation initiale sont ceux qui se forment le plus tout au long de leur vie professionnelle. Ces compétences sont aussi nécessaires pour entrer en mobilité et réussir des bifurcations professionnelles en cours de carrière.

Le capital humain n'est rien sans de bonnes conditions de santé, permettant une mise en œuvre effective des capabilités. Si la situation s'améliore notablement sur longue période, les conditions de travail des actifs agricoles restent difficiles par rapport à celles de la population française : contraintes horaires, risques physiques, chimiques et biologiques, parfois faible rémunération, endettement. Le contexte (isolement, imbrication des sphères privée et professionnelle, pression sociale, normes genrées) engendre aussi des problèmes de santé spécifiques. En témoigne notamment la plus forte prévalence des accidents du travail et des maladies professionnelles physiques et psychiques, par rapport à la moyenne générale. Cette situation est acceptée ou tolérée par certains actifs : il leur paraît normal que le travail soit dur, pénible ou entraîne des maladies (chapitre 5). Elle est de plus en plus mal vécue par d'autres, qui quittent le métier.

Au regard du revenu agricole, ces conditions difficiles de travail et de vie contribuent pour certains à réduire l'attractivité d'un métier dont les aspects positifs restent pourtant nombreux. Ce handicap participe, entre autres, à la difficulté de recrutement, en particulier dans des secteurs comme l'élevage porcin. Un exploitant sur trois n'est aujourd'hui pas remplacé, mais il y a parmi les salariés beaucoup de jeunes, sur lesquels le secteur pourrait capitaliser en les accompagnant dans leurs trajectoires professionnelles et le développement de leurs compétences.

2. DES PISTES DE RECHERCHE À APPROFONDIR

Cet ouvrage n'avait pas l'ambition de couvrir tous les aspects et enjeux des transformations du travail et des activités agricole en France. Des pistes de recherche ont été empruntées, d'autres restent à explorer. Des résultats ont été produits, mais beaucoup d'autres manquent encore, et des zones d'ombre demeurent qui appellent des recherches complémentaires.

Méthodes

La question de la mesure du travail agricole reste pendante. Nous avons tantôt utilisé le critère du nombre de personnes, tantôt celui du volume de travail, *via* la mesure des UTA (ou des ETP). Il n'y a pas de critère idéal. Si le premier permet de parler des femmes et des hommes réellement concernés par les évolutions des emplois, le second cherche à refléter le temps passé dans les exploitations. Les problèmes ne sont en effet pas les mêmes selon que l'on y travaille une semaine par an ou chaque jour de l'année.

Si l'agriculture bénéficie d'enquêtes statistiques approfondies, le nombre d'UTA demeure calculé sur la base des déclarations des exploitants. Or, il leur est souvent difficile d'estimer correctement le temps passé à s'occuper de l'exploitation. Une « UTA non salariée » ne permet pas vraiment de connaître le nombre d'heures travaillées par semaine, ce que renforce le chevauchement des sphères domestique et professionnelle. Ceci entraîne une fragilité, connue mais inévitable, dans plusieurs de nos analyses. Pour les salariés, l'augmentation des UTA ne signifie pas nécessairement qu'il y a des créations de postes, mais parfois seulement une augmentation de la charge horaire.

Le périmètre même des actifs agricoles change selon qu'on considère les salariés *de* l'exploitation ou ceux intervenant *sur* l'exploitation, pouvant être employés par d'autres structures, selon que l'on intègre ou non les stagiaires, apprentis, conjoints sans statut, cotisants solidaires, bénévoles, etc. Nous avons autant que possible clarifié les périmètres considérés. Ils varient selon les sources de données et il en résulte une vision fragmentée de certaines catégories d'actifs, en particulier salariées.

Les réflexions du groupe *Actif'Agri* ont souvent montré que des bases de données administratives doivent être utilisées, en complément des données statistiques, et qu'elles doivent être appariées pour traiter les questions d'emploi. L'accès aux données et la réalisation de tels appariements nécessitent toutefois des investissements, tant humains que financiers, qui justifient une mutualisation plus forte des données disponibles, et notamment de celles qui sont déjà appariées.

Toutefois, les analyses quantitatives peinent à éclairer l'organisation concrète et quotidienne du travail au sein des exploitations : qui fait quoi ? Quelles compétences sont-elles requises ? Comment les tâches sont-elles réparties entre salariés de l'exploitation et prestataires externes ? Quelles sont les formes de travail collectif ou partagé ? Des enquêtes de terrain pourraient compléter nos résultats, en particulier sur cette dimension collective du travail et sur les travailleurs les moins visibles.

Pistes de recherche à approfondir

Les aspects géographiques et territoriaux ne sont parfois pas assez présents dans cet ouvrage. À l'exception des chapitres 3, 7 et 11, les autres abordent peu les dynamiques régionales ou locales, y compris celles à l'œuvre dans les autres secteurs d'activités que l'agriculture mais qui impactent l'agriculture. Or, les politiques et interventions à ces échelles ont des effets, sur l'emploi dans le secteur et les ménages agricoles, peu mesurables à l'échelon national. Ce niveau territorial permet également de considérer la diversité des besoins en compétences et des sources de main-d'œuvre. On pense en particulier ici à tout ce qui relève de la formation des acteurs, de leur installation, du soutien à leur diversification, au développement des circuits courts, etc. Le Fonds européen de développement régional (FEDER), les actions locales en matière d'alimentation (approvisionnement de la restauration collective, etc.), sont des exemples d'actions territorialisées à mieux prendre en compte que nous ne l'avons fait. À l'opposé, les comparaisons avec d'autres pays, notamment européens, restent aussi trop limitées dans l'ouvrage (ex. chapitres 1, 9). La recherche des similitudes et dissimilitudes internationales serait nécessaire pour une bonne mise en perspective de nos résultats.

Du côté des politiques publiques et de leurs effets, plusieurs pistes seraient à creuser. Comment les revenus de transfert contribuent-ils au maintien d'exploitations agricoles ? Quelles conséquences les politiques fiscales et sociales ont-elles sur la compétitivité de l'agriculture et de l'agro-alimentaire français, et sur leur résistance face aux chocs économiques ? Qu'en est-il de la cohérence interne de l'ensemble de ces dispositifs fiscaux et sociaux ? Quelles politiques permettraient de répondre de façon efficiente à la question de l'emploi ? Quelle est la cohérence externe de ces outils avec les autres soutiens publics à l'agriculture, et en particulier avec les aides de la PAC ? Comment sont-ils actionnés dans les autres pays européens ?

Cet ouvrage est focalisé sur l'exploitation agricole et il prend peu en compte la façon dont son amont et son aval peuvent en infléchir l'évolution, ou simplement interagir avec elle. Par exemple, des emplois détruits dans l'exploitation peuvent être recréés dans d'autres maillons de la filière. Plus généralement, l'écosystème élargi des exploitations n'a été que marginalement analysé : emplois induits et indirects au-delà de la production agricole, en particulier dans les industries agroalimentaires ou les abattoirs, impacts des stratégies privées, investissements, financiarisation, organismes de stockage, liens avec les autres secteurs, etc. Le chapitre 9, en revanche, montre comment le développement des chaînes de valeur agro-alimentaires internationales est à l'origine d'emplois dans d'autres secteurs de l'économie. La porosité croissante de l'agriculture appelle au développement de tels travaux transversaux. Nous n'avons pas non plus analysé le rôle de certaines parties prenantes dans les transformations des emplois et des activités, en particulier celui, essentiel dans les évolutions étudiées, des organisations syndicales patronales et salariales.

Un autre aspect qui n'a pas été assez mis en lumière est la dimension collective du travail : coopération, entraide, travail collaboratif et coopératif, etc., sont finalement absents de l'ouvrage, du fait notamment des objets d'étude privilégiés dès le départ. Or, le caractère collaboratif de l'agriculture demeure l'une de ses spécificités par rapport à d'autres secteurs économiques. Il se traduit par des formes originales d'organisations (banques de travail, CUMA intégrales) et de projets collectifs (ex. groupements d'intérêt économique et environnemental).

La question de l'installation, fondamentale, devrait aussi être approfondie, en particulier à propos des installations hors cadre familial et de celles qui ne sont pas accompagnées par la DJA. Elles présentent des dynamiques particulièrement intéressantes, à aborder *via* des enquêtes de terrain et des appariements spécifiques de données. La précarité que subissent certains travailleurs non salariés, y compris des exploitants, n'a pas non plus été assez traitée. Elle est cependant d'une nature différente de la précarité des employés.

3. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET PISTES D'ACTION

Les constats et tendances dégagés par *Actif'Agri* débouchent logiquement sur le souhait de formuler quelques axes stratégiques généraux. Il ne s'agit pas ici de faire des propositions concrètes, ni des recommandations adressées à tel acteur en particulier, mais de formuler des préconisations générales concernant l'ensemble des parties prenantes du monde agricole, et en particulier les acteurs publics. L'avenir de l'agriculture est l'objet de débats, de désaccords et de tensions, d'hypothèses et de scénarios, de projets convergents ou divergents, de prises de parole, de phénomènes d'influence et de relations de pouvoir. Le futur, déjà en gestation dans le présent, résultera de ces discussions et confrontations.

Le groupe *Actif'Agri* n'avait bien sûr pas à prendre parti pour telle ou telle conjecture, trajectoire historique ou décision politique. Les résultats de son travail, en revanche, révèlent les enjeux et défis que les décideurs ont à connaître et auront à affronter pour, demain, favoriser l'avènement de l'agriculture la plus conforme à leurs attentes.

Parmi ceux-ci, il y a le sujet crucial du renouvellement des générations d'agriculteurs, avec ce chiffre emblématique du non-remplacement actuel d'un exploitant sur trois. Cela doit inciter à se préoccuper des jeunes qui entrent dans le secteur, de leur formation par le système général d'éducation ou par l'enseignement agricole, de leur accès au capital productif, et plus largement aux postes qu'ils pourront occuper dans l'agriculture plus entrepreneuriale de demain. *Actif'Agri* a par exemple montré que de nombreux jeunes actifs, pour l'instant salariés, pourraient constituer des ressources humaines sur lesquelles il conviendrait d'« investir » et de capitaliser pour qu'ils assurent demain la relève, à la tête de leurs propres exploitations. La proportion et le nombre croissants des installations non aidées par les pouvoirs publics, et la multiplication des trajectoires hors cadre familial appellent aussi une réflexion de fond sur les dispositifs d'installation et d'acquisition du foncier. Au-delà de la seule « installation », concept quasi-inexistant dans les autres secteurs économiques, il faudra à l'avenir de plus en plus raisonner en termes de trajectoires professionnelles, de parcours personnels, de carrières faites d'entrées et sorties successives. Les tendances structurelles à la féminisation de la société, et la place fondamentale que prennent dorénavant les femmes en agriculture sont d'autres enjeux à prendre en compte dans les prochaines années. Elles gagnent certes en statut, en pouvoir, en capacités d'initiative et en prises de responsabilité, mais de fortes inégalités subsistent par rapport aux hommes, et d'importantes marges de progrès subsistent pour leur faciliter l'accès aux métiers agricoles et la réussite dans ceux-ci.

De nombreuses autres questions d'avenir pourraient être mentionnées, le groupe *Actif'Agri* ayant constamment cherché à prolonger ses constats par des réflexions sur l'action. Quelle place la famille jouera-t-elle demain dans le système productif, au regard des tendances passées et présentes mises en lumière ? Comment les formes d'externalisation et de partage du travail évolueront-elles, et comment faudra-t-il adapter en conséquence les compétences des actifs ? Comment les processus de délégation des activités de l'exploitation se poursuivront-t-ils, et avec quelles conséquences pour les politiques publiques ? Quelles évolutions de la définition et du périmètre de l'« exploitation agricole » et de l' « agriculteur » cette délégation nécessitera-t-elle ? À qui devront prioritairement aller les aides agricoles si ces tendances se confirment ? Etc.

Devant cette multitude d'évolutions, appelant des réponses plus ou moins fortes et rapides des parties prenantes, les membres du groupe *Actif'Agri* ont choisi, lors du séminaire final de décembre 2018, de privilégier le thème de la performance sociale de l'agriculture française.

Le défi de la performance sociale de l'agriculture

Une première tension, structurante, s'affirme au fil des résultats d'*Actif'Agri* : celle entre les objectifs de maintien des emplois agricoles et ceux d'accroissement de la productivité du travail. Cet accroissement repose en grande partie sur des innovations techniques (ex. mécanisation) et sur la consommation d'intrants accompagnée par du conseil adapté (chapitre 8). Il résulte aussi d'importantes incitations publiques, comme les aides à l'investissement et à la modernisation (chapitres 10 et 11). Historiquement, l'amélioration de la productivité du travail s'est traduite par la sortie du secteur des exploitations les moins productives, ainsi que de leurs actifs. Aujourd'hui, la course à la productivité *via* l'innovation technologique est mise en question, en raison de son rapport coût-bénéfice de plus en plus défavorable pour les exploitations (endettement, problème de solvabilité, dépendance à l'amont, transmissibilité difficile, résilience). Une voie de résolution de cette tension serait de remplacer l'objectif de productivité volumique par celui de performance économique, consistant à dégager une marge brute plus élevée par actif. Pourraient ainsi être encouragés des systèmes alternatifs, plus économes et autonomes, à bas niveau d'intrants, ayant de plus faibles volumes de production, mais *in fine* des coûts contenus et donc des marges améliorées.

Une deuxième tension forte existe entre la volonté d'améliorer la qualité du travail (salarié ou non), en particulier sa rémunération et son exercice, et la compétitivité prix des exploitations dans un contexte de concurrence internationale. Plusieurs signaux laissent penser que la dynamique actuelle va dans le sens d'une réduction du coût du travail (à laquelle participent certains dispositifs publics, chapitre 10), à l'augmentation (absolue et relative) des emplois et des statuts précaires. On note aussi une hausse du travail détaché, et parfois du travail illégal (chapitre 4). L'ouverture au commerce et l'intégration croissante de la France dans les chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires mondiales

sont souvent pointées du doigt, un peu rapidement, comme responsables de cet état de faits. Indépendamment de la mondialisation, la question est bien celle du niveau acceptable de performance sociale de l'agriculture, en France et à l'étranger, et des moyens de l'élever. Aux niveaux européen et international, la lutte contre le « dumping social » requerrait notamment des avancées sur l'harmonisation de la fiscalité du travail et sur les règles commerciales, tant du côté des accords bilatéraux que multilatéraux (OMC). Au niveau national, des dispositifs comme le plan santé au travail, la reconnaissance des maladies professionnelles ou la lutte contre le travail illégal, ont leur rôle à jouer pour contribuer à cette performance sociale (chapitre 5). Par ailleurs, la « qualité sociale » des biens agricoles pourrait constituer demain un nouveau facteur de différenciation pour les consommateurs des pays développés, comme on a pu le voir dans d'autres secteurs économiques. Par ce terme, on entend la prise en considération du bien-être des personnes (conditions de travail, santé, rémunération, etc.) qui ont contribué au processus d'élaboration des produits agricoles et agroalimentaires, qualité qui n'est pas directement perceptible par le consommateur s'il n'en est pas informé. Si l'attention se porte aujourd'hui sur la performance environnementale des produits, en lien avec leur qualité sanitaire, savoir qu'un produit résulte de l'exploitation de travailleurs ou de la dégradation de leur santé, sur notre territoire ou ailleurs, pourrait demain devenir un repoussoir. À l'inverse, la bonne performance sociale des produits sous marque « France » pourrait se révéler un atout, un facteur de différenciation, tant sur le marché intérieur qu'à l'export auprès des consommateurs, surtout des pays développés.

Une troisième tension identifiée par les membres du groupe *Actif'Agri* lors du séminaire de décembre 2018 concerne le capital humain : en dépit de la hausse observée des formations et des qualifications, les actifs agricoles sont toujours moins formés que la population générale, alors que le niveau de compétences qu'exigent leurs métiers ne cesse de croître. En particulier, le manque de certaines compétences (ex. organisation du travail, management, technologies de l'information et de la communication) apparait comme un handicap pour l'innovation entrepreneuriale et pour les conditions de travail des salariés. De plus, les actifs agricoles recourent moins que les autres à la formation professionnelle continue, tandis qu'une fraction importante de travailleurs demeure éloignée des dispositifs de développement agricole. Ceci témoigne des marges de progrès en la matière. Pour résorber ces tensions, le groupe *Actif'Agri* suggère d'accentuer les efforts, tant publics que privés, en faveur des salariés de l'agriculture, aujourd'hui peu ciblés par les dispositifs d'accompagnement de la formation tout au long de la vie. Plus globalement, le défi du capital humain appelle des réflexions sur les liens entre organisation du travail et valorisation des compétences individuelles et collectives.

Quelques pistes pour l'action publique

Comme on l'a vu à plusieurs reprises, les questions d'emploi et de développement du capital humain ne sont pas des objectifs directs des politiques publiques en direction du monde agricole (chapitres 10, 11 et 12). L'impression globale que l'on en retire est celle d'une multitude d'incitations et de signaux, de cibles et de rationalités, parfois contradictoires entre eux. Cette complexité est inhérente aux sociétés et à l'action publique contemporaines, et on pourrait faire des constats similaires pour de nombreux autres domaines d'intervention. Pour renforcer la priorité donnée au développement des emplois et du capital humain en agriculture, des évaluations des politiques au regard de cet enjeu pourraient être engagées : évaluation des résultats et des impacts, des cohérences internes et externes des dispositifs, du degré de satisfaction des publics cibles, etc. En effet, une conclusion récurrente des trois chapitres susmentionnés est qu'au-delà des contrôles et audits de dépenses, des « évaluations de politiques publiques » au sens strict sont rarement menées, *a fortiori* sur le développement du capital humain qui n'est pas un objectif premier. Les impacts des politiques fiscales et sociales, représentant actuellement les deux tiers des montants versés par la PAC, demeurent mal connus, en globalité comme en détail. Ces mesures forment certes un ensemble hétérogène particulièrement complexe à évaluer, mais comprendre leurs effets permettrait d'en améliorer l'efficacité et l'efficience dans un contexte de budgets sous tension.

La place occupée par les objectifs d'emploi, dans le monde agricole, mériterait d'être questionnée pour accompagner les transformations globales de notre société : la création, le maintien et la qualité des emplois agricoles sont-ils une priorité, et si oui pourquoi ? Ces emplois sont-ils concernés au titre d'une politique sectorielle, servant l'objectif économique d'une production, ou d'une politique sociale, ciblant une catégorie spécifique de citoyens ? Quelle sera la place à donner, dans le futur, à l'amélioration des conditions de travail et au développement du capital humain ? Au-delà du terme générique « agriculteur », quels sont les besoins spécifiques des différents types d'actifs, et comment y répondre au mieux, en particulier au regard des enjeux de formation tout au long de la vie ?

Enfin, le groupe *Actif'Agri* considère que la convergence du métier d'agriculteur avec celui des autres chefs de petites entreprises, et la « normalisation » de l'activité agricole, soulèvent des questions inédites, en particulier en matière de politiques sociales. Faut-il, et si oui comment, poursuivre l'harmonisation avec le régime général de protection sociale ? Jusqu'où la spécificité agricole est-elle une force, ou au contraire une faiblesse ? Quelles seraient les conséquences budgétaires puis économiques d'un alignement des prestations sociales et du droit du travail agricoles sur les principes généraux de l'État-providence universaliste, avec quels bénéfices à en attendre pour les travailleurs agricoles ? Les pistes de réflexion, de recherche et d'action ne manquent pas à l'issue de cet ouvrage, qui nous l'espérons contribuera aux débats sur l'avenir de l'agriculture française.

ANNEXES

Liste des sigles
Liste des figures et tableaux
Liste des encadrés
Crédits photographiques
Bibliographie

LISTE DES SIGLES

AB	Agriculture biologique
ADEL	Appariement de données sur les exploitations laitières
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
AGRIDEA	Association suisse pour le développement de l'agriculture et de l'espace rural
AKIS	Agricultural knowledge and innovation systems
Ampra	Association nationale pour les mutations professionnelles en agriculture
ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail
ANDA	Association nationale pour le développement agricole
ANEFA	Association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture
Anmer	Association nationale de migration et d'établissements ruraux
ANSES	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail
AOC	Appellation d'origine contrôlée
AOP	Appellation d'origine protégée
Apecita	Association pour l'emploi des cadres, des ingénieurs et des techniciens de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'environnement
ASIRPA	Analyse des impacts de la recherche publique agronomique
ASP	Agence des service et de paiement
AT	Accident du travail
AT-MP	Accidents du travail - Maladies professionnelles
BA	Bénéfice agricole
Bac	Baccalauréat
BEP	Brevet d'études professionnelles
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles
BTP	Bâtiment et travaux publics
CA	Chiffre d'affaires
CAE	Conseil d'analyse économique
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle
CASDAR	Compte d'affectation spéciale pour le développement agricole et rural
CCAN	Commission des comptes de l'agriculture de la Nation
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CDII	Contrat à durée indéterminée intermittent
CEE	Communauté économique européenne
CEET	Centre d'études de l'emploi et du travail, (CNAM)
CEP	Centre d'études et de prospective, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales
CESE	Conseil économique, social et environnemental
CETA	Centre d'études techniques agricoles
CGAAER	Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture, et des espaces ruraux
CGT	Confédération générale du travail
CGT-FNAF	Fédération nationale agroalimentaire et forestière de la CGT
ch	Cheval-vapeur
CICE	Crédit d'impôt compétitivité emploi
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers
CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
CNCDH	Commission nationale consultative des droits de l'Homme
CNIS	Conseil national de l'information statistique
CNJA	Centre national des jeunes agriculteurs
CNLTI	Commission nationale de lutte contre le travail illégal
COE	Conseil d'orientation pour l'emploi
COP	Céréales et oléo-protéagineux
CUMA	Coopérative d'utilisation de matériel agricole
CVM	Chaîne de valeur mondiale
DADS	Déclaration annuelle de données sociales
DARES	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, ministère du Travail
DGER	Direction générale de l'enseignement et de la recherche, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
DGT	Direction générale du travail, ministère du Travail
DJA	Dotation jeune agriculteur
DPA	Déduction pour aléas
DPI	Déduction pour investissement
DRAAF	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, ministère des Solidarités et de la Santé
DSN	Déclaration sociale nominative
EARL	Exploitation agricole à responsabilité limitée
EBE	Excédent brut d'exploitation
Enquête FQP	Enquête Formation et qualification professionnelle
Enquête SUMER	Enquête sur la Surveillance médicale des expositions aux risques professionnels
ESEA	Enquête sur la structure des exploitations agricoles
ESOPT	« et si on parlait travail ? », cellule d'écoute MSA
ETA	Entreprise de travaux agricoles
ETP	Équivalent temps plein
FAFSEA	Fonds national d'assurance formation des salariés des exploitations et entreprises agricoles

FAO	Organisation des Nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAP	Familles professionnelles
Fasasa	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles
FEADER	Fonds européen agricole pour le développement rural
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FSE	Fonds social européen
GAEC	Groupement agricole d'exploitation en commun
GFA	Groupement foncier agricole
GTAP	Global trade analysis project
GVA	Groupement de vulgarisation agricole
HCR	Hôtels, cafés, restaurants
HOS	Heckscher-Ohlin-Samuelson
HT	Hors taxes
ICHN	Indemnité compensatoire de handicaps naturels
INRA	Institut national de la recherche agronomique
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
IRPP	Imposition sur le revenu des personnes physiques
IS	Impôt sur les sociétés
JA	Jeune agriculteur
MAA	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
MAEt	Mesures agroenvironnementales territorialisées
Magali 2	Modèle agricole analysant les liaisons intrasectorielles
MP	Maladie professionnelle
MSA	Mutualité sociale agricole
NAF	Nomenclature d'activités française
NBER	National bureau of economic research
OAD	Outil d'aide à la décision
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du travail
ONU	Organisation des Nations -unies
OPA	Organisations professionnelles agricoles
OTEX	Orientation technico-économique des exploitations
OTP	Observatoire des trajectoires professionnelles
PAC	Politique agricole commune
PBS	Production brute standard
PCS	Professions et catégories socio-professionnelles
PDRH	Programme de développement rural hexagonal
PGF	Productivité globale des facteurs
PHAE	Prime herbagère agro-environnementale
PMBE	Plan de modernisation des bâtiments d'élevage
PME	Petites et moyennes entreprises
PNDAR	Programme national de développement agricole et rural
PNLT	Plan national de lutte contre le travail illégal
POSEI	Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité
R&D	Recherche et développement
RA	Recensement agricole
RICA	Réseau d'information comptable agricole
RSA	Régime simplifié agricole
RSA	Revenu de solidarité active
RSI	Régime social des indépendants
SAFER	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural
SARL	Sociétés anonymes à responsabilité limitée
SAU	Surface agricole utile
SCEA	Société civile d'exploitation agricole
SCOP	Surface en céréales et oléo-protéagineux
SFER	Société française d'économie rurale
SFP	Surface fourragère principale
SMIC	Salaire minimum de croissance
SSP	Service de la statistique et de la prospective, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
SUAD	Service d'utilité agricole et de développement
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TICPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
TIES	Tableaux internationaux des entrées-sorties
TODE	Travailleurs occasionnels, demandeurs d'emploi
TPE	Très petites entreprises
UE	Union européenne
UGB	Unité de gros bétail
UTA	Unité de travail annuel
UTANS	Unité de travail annuel non salarié
Wwoofing	World-wide opportunities on organic farms

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1.1
Main-d'œuvre et SAU moyenne des exploitations agricoles dans les 27 États membres de l'UE (niveaux en 2010 et variations 2003-2010)

FIGURE 1.2
Chemins mondiaux de productivités agricoles (1961-2007)

FIGURE 1.3
Évolution de la main-d'œuvre (en UTA) de 2000 à 2016 par types de travailleurs (en haut) et par types de productions (en bas)

FIGURE 1.4
Évolution du nombre d'exploitants, de coexploitants et de salariés agricoles permanents de 1866 à 2016

FIGURE 1.5
Nombre de chefs d'exploitation et membres de la famille (exploitants, coexploitants, aides familiaux), salariés permanents et temporaires sur l'exploitation (en UTA) selon les OTEX, de 2010 à 2016

FIGURE 1.6
Part (en %) des chefs d'exploitation et membres de la famille (exploitants, coexploitants, aides familiaux), salariés permanents et salariés temporaires sur l'exploitation (en UTA) selon les OTEX en 2000, 2010 et 2016

FIGURE 1.7
Élévation du niveau de formation le plus élevé (générale ou agricole) des exploitants de 1988 à 2016 (en milliers)

FIGURE 1.8
Part des exploitants ayant au moins le baccalauréat (pro ou général) en 2016, par secteur de production

FIGURE 1.9
Évolution de la pyramide des âges des exploitants et coexploitants agricoles entre 2002 et 2016, pour les hommes et les femmes

FIGURE 1.10
Répartition du nombre d'exploitations et de la SAU totale par tranches d'âge dans les 27 États membres de l'UE (niveaux en 2010 et variations 2003-2010)

FIGURE 1.11
Différence entre les exploitants entrants et sortants entre 2015 et 2016, par secteurs de productions

FIGURE 1.12
Évolution du taux de féminisation des actifs agricoles permanents

FIGURE 1.13
Évolution du nombre et de la proportion de femmes, selon leur type d'emploi, sur l'exploitation agricole de 2009 à 2016

FIGURE 1.14
Comparaison de l'âge de la première installation des hommes et des femmes pour l'année 2016 (nombre d'exploitants)

FIGURE 1.15
Comparaison des temps de travail des hommes et des femmes exploitants et coexploitants

FIGURE 1.16
Synthèse des cinq types (et de leurs catégories) de mobilisation de la main-d'œuvre dans les exploitations agricoles françaises, et évolution de 2000 à 2016

FIGURE 2.1
Évolution de la main-d'œuvre par unité de production dans les trois catégories d'exploitations considérées, de 2000 à 2015

FIGURE 2.2
Évolution de la part de la main-d'œuvre mobilisée dans les trois catégories d'exploitations considérées, de 2000 à 2015

FIGURE 2.3
Évolution du nombre d'exploitations par catégories considérées et par OTEX entre 2000 et 2015

FIGURE 2.4
Distribution de la surface agricole utile, du capital d'exploitation hors foncier et de l'endettement par unité de main-d'œuvre en 2015 pour les différentes catégories de taille considérées et par OTEX

FIGURE 2.5
Distribution de la production agricole totale, des subventions d'exploitation et de l'excédent brut d'exploitation (EBE) par unité de main-d'œuvre en 2015 pour les différentes catégories de taille considérées et par OTEX

FIGURE 2.6
Part des exploitations pratiquant la délégation intégrale des travaux culturaux en 2016 et par OTEX

FIGURE 2.7
Part des exploitations pratiquant la délégation intégrale des travaux culturaux et part de la SCOP concernée, par département en 2016

FIGURE 2.8
Schéma d'organisation de la sous-traitance incluant la délégation intégrale (ou « A à Z ») et relevant d'une ETA multi-services

FIGURE 2.9
Schéma d'organisation de la délégation intégrale (ou « A à Z ») impliquant un figure nouvelle, celle de l' « assistant maître d'ouvrage »

FIGURE 2.10
Activité des chefs d'exploitation de petite dimension selon l'OTEX, en 2010

FIGURE 2.11
Activité des chefs d'exploitation et de leur conjoint selon la dimension de l'exploitation, en 2010

FIGURE 2.12
Activité non agricole des conjoints non coexploitants selon l'OTEX, en 2010

FIGURE 2.13
Composition du revenu des ménages agricoles, dont un ou plusieurs membres travaille(nt) sur une exploitation de moyenne ou grande dimension, en 2010

FIGURE 2.14
Distribution du revenu global selon les activités des membres du ménage, en 2010

FIGURE 2.15
Fréquence d'une activité de diversification selon la dimension de l'exploitation en 2010

FIGURE 2.16
Nombre moyen d'UTA par exploitation en 2010

FIGURE 3.1
Évolution des livraisons de lait de vache de 2008/09 à 2013/14

FIGURE 3.2
Évolution du nombre d'exploitations laitières entre 2005 et 2017 par zones de production

FIGURE 3.3
Concentration des volumes de lait selon la taille des exploitations, de 1995 à 2014

FIGURE 3.4
Concentration du cheptel : évolution de la répartition des vaches laitières selon la taille des exploitations, de 2005 à 2018

FIGURE 3.5
Évolution de l'emploi dans la production laitière de 2010 à 2014

FIGURE 3.6
Accroissement de la main-d'œuvre et hausse de productivité volumique dans l'ensemble des exploitations laitières, entre 2010 et 2014

FIGURE 3.7
Part de l'emploi consacré à l'atelier lait au sein des exploitations laitières en 2014 (% des UTA)

FIGURE 3.8
Emplois relatifs au volume de lait dans les exploitations en 2014

FIGURE 3.9
Évolution de l'emploi dans les exploitations laitières, de 2010 à 2014

FIGURE 3.10
Évolution de l'emploi total dans les exploitations laitières selon les systèmes fourragers, de 2010 à 2014

FIGURE 3.11
Emplois liés à l'atelier laitier (livraison) selon le volume de lait et le type d'exploitation

FIGURE 3.12
Répartition des exploitations laitières par formes d'organisation du travail, de 2000 à 2016

FIGURE 3.13
Lien entre mode d'organisation et taille des exploitations en 2010 et 2013

FIGURE 3.14
Emploi total moyen et place du salariat dans les exploitations laitières selon leur taille, de 2010 à 2014

FIGURE 3.15
Répartition de la main-d'œuvre dans les exploitations laitières, comptabilisée en temps de travail et en nombre de personnes, selon leur statut, en 2014

FIGURE 3.16
Localisation de la main-d'œuvre salariée dans les exploitations laitières en 2014 (en pourcentage de la main-d'œuvre totale)

FIGURE 3.17
Évolution de la place de la main-d'oeuvre salariée dans les exploitations laitières de 2010 à 2014

FIGURE 3.18
Temps de travail moyen des salariés dans les exploitations laitières (en % d'un temps plein), selon la région, en 2014

FIGURE 3.19
Âge et sexe des exploitants et coexploitants en production laitière en 2014, en nombre d'actifs et en pourcentage de chaque classe d'âge

FIGURE 3.20
Répartition des installations entre 2010 et 2013 dans le secteur laitier

FIGURE 3.21
Répartition des exploitants laitiers selon leur classe d'âge, par petites régions agricoles en 2014

FIGURE 3.22
Évolution des exploitations entre 2010 et 2014 selon leur organisation, leur quota et leur main-d'œuvre

FIGURE 3.23
Comparaison de l'âge et du sexe des exploitants et salariés (hors apprentis) dans les exploitations laitières en 2014

FIGURE 3.24
Âge et sexe des salariés des exploitations laitières selon leur statut, en 2014

FIGURE 4.1
Statut de la main-d'œuvre salariée dans les exploitations agricoles en 2016

FIGURE 4.2
Statuts de la main-d'œuvre agricole salariée par les exploitations, selon la nature du contrat, en nombre d'actifs entre 2002 et 2016 en France

FIGURE 4.3
Évolution par jour du nombre de contrats de travail établis par les exploitations agricoles en 2016, selon leur statut

FIGURE 4.4
Nombre de travailleurs salariés par les exploitations agricoles, par jour et selon leur statut

FIGURE 4.5
Statut des personnes salariées par les exploitations agricoles en 2016, en nombre d'actifs par secteurs (NAF)

FIGURE 4.6
Taux de précarité des salariés selon les secteurs (pourcentage des salariés n'ayant pas accès à un CDI) entre 2002 et 2016, par codes NAF

FIGURE 4.7
Trajectoires des personnes salariées par les exploitations agricoles entre 2002 et 2016

FIGURE 4.8
Distribution du temps de travail des salariés en exploitation, cumulé sur l'année, par types de contrats

FIGURE 4.9
Distribution du temps de travail des saisonniers employés par les exploitations, cumulé sur l'année 2016 par sous-secteurs d'activité (NAF)

FIGURE 4.10
Nombre de travailleurs détachés dans le secteur agricole en France, de 2004 à 2017

FIGURE 4.11
Travailleurs détachés en France en 2017 par secteurs d'activité

FIGURE 4.12
Origine des déclarations de détachement dans le secteur agricole en 2015

FIGURE 4.13
Nombre de salariés en contrat dans une entreprise d'intérimaires agricoles

FIGURE 4.14
Nombre de salariés en contrat dans une entreprise de travaux agricoles

FIGURE 4.15
Salariés des groupements d'employeurs dont une majorité des employés travaillent dans l'agriculture

FIGURE 4.16
Nombre de salariés par jour dans les groupements d'employeurs, selon leur statut

FIGURE 4.17
« Rémunération brute totale » horaire versée par l'employeur selon le type de contrat en 2016

FIGURE 4.18
« Rémunération brute totale » horaire des salariés des exploitations, selon le sexe et le type de contrat, en 2016

FIGURE 4.19
« Rémunération brute totale » horaire des salariés des entreprises de services, en 2016

FIGURE 4.20
Âge et sexe des exploitants et des salariés (hors stagiaires) en exploitation agricole, en 2016

FIGURE 4.21
Taux de féminisation des travailleurs agricoles, exploitants et salariés, de 2002 à 2016 (en % du nombre de travailleurs)

FIGURE 4.22
Pyramide des âges des salariés des exploitations agricoles selon leur statut (accès à un CDI) en 2016

FIGURE 4.23
Évolution de la population des salariés agricoles non bénéficiaires de CDI : 2002 à 2016

FIGURE 4.24
Salariés agricoles non bénéficiaires de CDI selon leur nationalité, de 2002 à 2016

FIGURE 5.1
Comparaison de la qualité de vie au travail déclarée des agriculteurs, des indépendants, des salariés (ouvriers) agricoles et des ouvriers des autres secteurs

FIGURE 5.2
Comparaison de la qualité de vie au travail déclarée des agriculteurs, selon les orientations de production

FIGURE 5.3
Comparaison de la qualité de vie au travail déclarée des agriculteurs et salariés (ouvriers) agricoles selon leur sexe

FIGURE 5.4
Indice de fréquence des accidents du travail déclarés auprès de la MSA en 2016 par secteurs de production chez les non salariés et les salariés agricoles (AT/1000 affiliés)

FIGURE 5.5
Répartition des maladies professionnelles reconnues par la MSA en 2016 chez les non salariés et les salariés agricoles

FIGURE 5.6
Résumé de l'état de santé des actifs agricoles et comparaison avec les autres secteurs

FIGURE 5.7
Couverture des actifs agricoles par sources sur les conditions de travail et de santé, en milliers d'actifs (à gauche) et en UTA/ETP (à droite)

FIGURE 6.1
Évolution de la proportion d'installations hors cadre familial parmi les installations aidées

FIGURE 6.2
Évolution du taux de remplacement des chefs d'exploitation (hors cotisants solidaires)

FIGURE 6.3
Changement de métier et de domaine professionnel en 2015, selon le domaine professionnel de l'emploi en 2010

FIGURE 6.4
Répartition des principaux domaines professionnels d'arrivée des sortants de l'agriculture entre 2010 et 2015, en %

FIGURE 6.5
Répartition des sorties du régime de non salarié agricole en fonction de l'âge

FIGURE 6.6
Départs précoces d'exploitants par département (avant 55 ans) en proportion des départs totaux

FIGURE 6.7
Évolution du nombre (rose) et du taux de défaillance (vert) des exploitations agricoles, selon l'activité principale

FIGURE 6.8
Devenir des exploitants de moins de 55 ans ayant changé de statut au cours de l'année précédente

FIGURE 6.9
Exemples de trajectoires de trois sortants précoces, de la désignation à la reconversion

FIGURE 6.10
Répartition en 2015 des domaines d'emploi des sortants précoces devenus salariés dans l'agriculture (vert) ou reconvertis hors agriculture (rose)

FIGURE 6.11
Évolution des secteurs d'activité de reconversion des anciens exploitants devenus salariés dans des domaines hors de la production agricole relevant de la MSA

FIGURE 6.12
Principales raisons invoquées pour réaliser le bilan de compétences, pour les 26 non-salariés (rose) ou les 8 salariés (vert)

FIGURE 6.13
Situation des 31 individus un an après leur bilan de compétences

FIGURE 7.1
Nombre d'UTA/UGB par catégories d'exploitations laitières

FIGURE 7.2
Nombre d'UTA/ha par catégories d'exploitations de grandes cultures

FIGURE 7.3
Nombre d'exploitations biologiques et conventionnelles en France en 2013, par orientations

FIGURE 7.4
Nombre d'UTA par exploitation agricole en agriculture biologique et conventionnelle

FIGURE 7.5
Nombre moyen d'UTA et répartition entre la main-d'oeuvre non salariée, salariée permanente et salariée temporaire en France en 2013, par OTEX, en agriculture biologique et conventionnelle

FIGURE 7.6
Résumé des corrélations observées entre agriculture biologique et main-d'œuvre

FIGURE 7.7
Répartition entre la main-d'œuvre non salariée, salariée permanente et salariée temporaire en France en 2013, par OTEX, en agriculture biologique et conventionnelle

FIGURE 7.8
Répartition des exploitations laitières par bassins et modes de production

FIGURE 7.9
Répartition des exploitations viticoles par bassins et modes de production

FIGURE 7.10
Estimation du lien entre le nombre d'emplois (en nombre d'UTA) et les caractéristiques des exploitations laitières et de leur chef

FIGURE 7.11
Estimation du lien entre le nombre d'emplois (en nombre d'UTA) et les caractéristiques des exploitations maraîchères et de leur chef

FIGURE 7.12
Estimation du lien entre le nombre d'emplois (en nombre d'UTA) et les caractéristiques des exploitations viticoles et de leur chef

FIGURE 8.1
Évolution du matériel de traction et de labour

FIGURE 8.2
Évolution des équipements de traite

FIGURE 8.3
Investissements publics en R&D agricole et croissance de la productivité agricole

FIGURE 8.4
Les principes de l'agriculture de précision ; exemple de la modulation de la fertilisation

FIGURE 8.5
Nombre d'exploitations équipées de robots de traite

FIGURE 8.6
Évolution du facteur travail et de la formation de capital en agriculture dans l'UE-15

FIGURE 8.7
Croissance annuelle moyenne de la productivité dans l'agriculture française, 1960-2012

FIGURE 8.8
Évolution des prix à la production et du nombre d'exploitations laitières en Nouvelle-Zélande et en France

FIGURE 9.1
Part des heures travaillées et du coût du travail des travailleurs non qualifiés entre 1995 et 2005 (%)

FIGURE 9.2
Évolution du ratio (coût horaire du travail des salariés qualifiés / coût horaire du travail des salariés non qualifiés), dans les secteurs agricole et agroalimentaire entre 1995 et 2005

FIGURE 9.3
Corrélation entre les différentiels de rémunération qualifiés/non qualifiés et les échanges pour trois pays européens sur la période 1995-2005

FIGURE 9.4
Facteurs influençant la part des emplois non qualifiés dans leurs heures et le coût total du travail (valeur des coefficients significatifs)

FIGURE 9.5
Facteurs influençant le coût horaire du travail des qualifiés relativement aux non qualifiés (valeur des coefficients significatifs)

FIGURE 9.6
Évolution de la participation amont et aval des principaux exportateurs entre 2004 et 2014 (25 premiers exportateurs, en valeur ajoutée domestique)

FIGURE 9.7
Participation des pays aux chaînes de valeur mondiales agricoles et agroalimentaires en 2014 (25 premiers pays en termes de flux de commerce, imports et exports)

FIGURE 9.8
Part de l'emploi associé aux chaînes de valeur mondiales agricoles et agroalimentaires par pays de 2004 à 2014 (%)

FIGURE 9.9
Centralité de la France au sein des chaînes de valeur mondiales des produits issus de l'élevage (30 premiers pays exportateurs)

FIGURE 9.10
Participation de la France aux chaînes de valeur mondiales par produits agricoles en 2014

FIGURE 9.11
Évolution de la participation de la France aux chaînes de valeur mondiales par produits, 2004-2014

FIGURE 9.12
Part de l'emploi agricole français associé aux chaînes de valeur mondiales agricoles et agroalimentaires par produits (% de l'emploi agricole total)

FIGURE 9.13
Part de l'emploi agricole français associé aux chaînes de valeur mondiales agricoles et agroalimentaires par produits (% de l'emploi dans la filière)

FIGURE 9.14
Répartition sectorielle de l'emploi incorporé dans les exportations françaises de produits agricoles et alimentaires en 2014

FIGURE 9.15
Catégories de services incorporés dans les exportations françaises de produits agricoles et alimentaires en 2011

FIGURE 10.1
Répartition des allègements de charges et dépenses fiscales (orange), sociales (bleu) et financières (gris) en 2017

FIGURE 10.2
Investissements des exploitations

FIGURE 10.3
Chronologie des mesures fiscales et sociales contribuant au renouvellement des générations

FIGURE 10.4
Évolution de 1970 à 2016 de la répartition des chefs d'exploitation selon leur âge

FIGURE 10.5
Les charges et obligations liées à la prestation de service en agriculture

FIGURE 10.6
Coût horaire du travail salarié agricole dans l'UE en 2016, comparé à la situation en 2004 (points rouges)

FIGURE 10.7
Estimations de l'impact d'une baisse du coût du travail salarié sur le nombre d'emplois salariés à moyen terme (modèle Magali 2)

FIGURE 10.8
Estimations de l'impact d'une baisse du coût du travail salarié sur les résultats économiques des exploitations, selon leur type (modèle Magali 2)

FIGURE 10.9
Estimations de l'impact d'une baisse du coût du travail salarié sur l'emploi non salarié et sur certains cheptels ou surfaces cultivées (modèle Magali 2)

FIGURE 10.10
Modalités d'imposition des exploitations agricoles selon leur statut

FIGURE 10.11
Évolution des prestations sociales agricoles (exploitants et salariés d'exploitation) depuis les années 1980

FIGURE 10.12
Évolution du nombre de bénéficiaires du RSA et de la prime d'activité (RSA activité jusqu'en 2015)

FIGURE 10.13
La lente reconnaissance du travail des femmes en agriculture en 9 dates

FIGURE 10.14
Quel statut pour les conjointes sur l'exploitation ?

FIGURE 11.1
Évolution des aides de la PAC en France de 2012 à 2017 (en millions d'euros courants)

FIGURE 11.2
Évolution des installations avec ou sans dotation aux jeunes agriculteurs de 1998 à 2016 (en nombre d'installations)

FIGURE 11.3
Déterminants de l'évolution de la main-d'œuvre agricole de 2007 à 2017 : effets de mesures mises en œuvre en 2000-2006 et en 2007-2014

FIGURE 11.4
Évolution du montant moyen des aides par exploitation, de 2013 à 2016, par Otex

FIGURE 11.5
Évolution du montant moyen des aides du premier pilier par exploitation, de 2013 à 2016

FIGURE 11.6
Évolution du montant des aides découplées à l'hectare de 2014 à 2016 (métropole hors Corse)

FIGURE 11.7
Évolution entre 2010 et 2016 de l'écart à la moyenne (€) des aides du premier pilier par UTA selon le type de production

FIGURE 11.8
Redistribution entre 2010 et 2016 des aides du premier pilier par productions (moyenne par exploitation en €) selon la main-d'œuvre employée (moyenne par exploitation bénéficiaire en UTA)

FIGURE 11.9
Évolution des montants d'aides découplées, de 2013 à 2016 par tailles des exploitations

FIGURE 11.10
Synthèse des résultats clés des scénarios sur la PAC post-2020

FIGURE 11.11
Carte des impacts, sur l'évolution du nombre d'emplois agricoles et agroalimentaires (en %), du scénario de PAC post-2020 « libéralisée et productive » de M'barek *et al.* (2017)

FIGURE 11.12
Comparaison de la répartition des aides du premier pilier (moyenne 2017-2021, %) dans les scénarios de référence et de la « PAC à l'actif »

FIGURE 11.13
Évolution du nombre d'UTA non salariées (en milliers) dans les scénarios de référence et de la « PAC à l'actif »

FIGURE 12.1
Les sources de développement du capital humain en agriculture

FIGURE 12.2
Évolution de la proportion d'actifs ayant poursuivi une scolarité dans le secondaire, en agriculture et pour l'ensemble des actifs en France

FIGURE 12.3
Répartition des actifs en 2017 selon le niveau d'éducation, par pays de l'UE, en agriculture (jaune) et au total (violet)

FIGURE 12.4
Répartition (en %) de l'utilisation des compétences en situation professionnelle en agriculture (jaune) et en moyenne générale (violet)

FIGURE 12.5
Évolution de la proportion d'agriculteurs français de niveau baccalauréat ou plus (en %)

FIGURE 12.6
Répartition (en %) en 2013 des agriculteurs européens en fonction de leur niveau de formation agricole

FIGURE 12.7
Répartition des exploitants agricoles en fonction de leur niveau maximal de formation générale croisée avec leur formation agricole

FIGURE 12.8
Écosystème du développement agricole en France

FIGURE 12.9
Proportion d'exploitants et coexploitants ayant suivi une formation durant les 12 mois précédant l'enquête

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 2.1
Estimation de la part des exploitations spécialisées en grandes cultures ayant recours à la délégation intégrale (OTEX 15, PBS > 5 000 €) en 2010

TABLEAU 5.1
Estimation des types d'expositions des salariés agricoles permanents à des risques physiques, biologiques et chimiques

TABLEAU 6.1
Répartition en % des agriculteurs exploitants selon la profession de leur père

TABLEAU 6.2
Principales caractéristiques de l'échantillon

TABLEAU 7.1
Corrélation observée entre agriculture biologique et emploi dans la littérature économique

TABLEAU 7.2
Indicateurs de performance environnementale des exploitations mobilisés

TABLEAU 8.1
Les différentes modalités de circuits courts

LISTE DES ENCADRÉS

ENCADRÉ 1.1
Comparaison des tendances françaises à la diminution de la main-d'œuvre avec les pays de l'UE

ENCADRÉ 1.2
L'agrandissement pour accroître la productivité du travail est une dynamique spécifique aux pays de l'OCDE

ENCADRÉ 1.3
La sous-traitance de l'activité agricole au-delà de la France : exemple des contractors

ENCADRÉ 1.4
Comparaison de la structure en âges de la population agricole : comparaison de la France avec les autres pays de l'UE

ENCADRÉ 1.5
Les changements de l'organisation du travail vus par les zootechniciens des systèmes

ENCADRÉ 2.1
Méthode d'identification et de quantification de la délégation intégrale des travaux culturaux (voir Nguyen *et al.*, 2019)

ENCADRÉ 3.1
De la régulation à la dérégulation du secteur laitier

ENCADRÉ 3.2
Les spécificités des exploitations françaises dans un univers européen de plus en plus concurrentiel

ENCADRÉ 4.1
Un cas de fraude au détachement

ENCADRÉ 4.2
L'exemple des cocos de Paimpol

ENCADRÉ 5.1
Pénibilité du travail en élevage porcin et avicole (Depoudent *et al.*, 2015)

ENCADRÉ 5.2
Quatre configurations sociales suicidogènes (Deffontaines, 2017)

ENCADRÉ 5.3
Le travail forcé dans le secteur agricole dans le monde et en Europe

ENCADRÉ 6.1
« Les mutants » des années 1960

ENCADRÉ 7.1
Méthode de calcul de la performance environnementale des exploitations

ENCADRÉ 8.1
Les investissements publics en R&D et la productivité agricole

ENCADRÉ 8.2
Le commerce en ligne de produits agricoles et agro-alimentaires (Julia Gassie, CEP)

ENCADRÉ 8.3
L'agro-écologie au service de la compétitivité et du maintien de l'emploi du secteur laitier en Nouvelle-Zélande (Hugonnet et Devienne, 2017)

ENCADRÉ 9.1
La centralité de la France au sein des chaînes de valeur mondiales

ENCADRÉ 9.2
L'intégration croissante de la France aux chaînes de valeur mondiales dans la filière des oléagineux, sous l'impulsion des agrocarburants

ENCADRÉ 10.1
Le coût du travail agricole salarié en Europe

ENCADRÉ 10.2
Présentation du modèle Magali 2

ENCADRÉ 11.1
L'architecture de la PAC 2014-2020

ENCADRÉ 11.2
Aux États-Unis, les paiements à l'hectare ont encouragé la concentration des exploitations

ENCADRÉ 11.3
Les SAFER

ENCADRÉ 11.4
Du contrôle des cumuls à celui des structures

ENCADRÉ 12.1
Le développement agricole dans l'Union européenne : *Agricultural Knowledge and Innovation Systems* (AKIS)

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

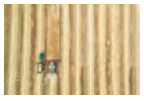
p. 12
Main et champs de céréales.
©Paz Arando/Unsplash

p. 14
Champs avec
des ballots de paille.
©agriculture.gouv.fr

p. 14
Diversification
en Maine-et-Loire
©Xavier Remongin/
agriculture.gouv.fr

p. 14
Éleveur surveillant ses brebis
en élevage mixte bovins-ovins.
©Cheick Saidou/
agriculture.gouv.fr

p. 30
Parcelle de blé tendre
aux Mesnils Saint-Denis (78).
©Jean Weber / INRA



p. 30
Moisson de blé
vue du ciel.
©Cloudvisual/Unsplash

p. 30
Gîte à la ferme dans les Cévennes.
©Xavier Remongin/
agriculture.gouv.fr

p. 48
Vaches normandes
en pâture.
©Pascal Xicluna/
agriculture.gouv.fr

p. 48
Traite à la station expérimentale
de Méjusseaume.
©Christophe Maitre/INRA

p. 48
Visite d'un conseiller
agro-environnement dans une
exploitation laitière afin d'établir
son bilan énergétique.
©Pascal Xicluna/
agriculture.gouv.fr

p. 64
Grappe de raisins.
©Maja Petric/Unsplash

p. 66
Récolte dans un verger de
clémentinier à San Giuliano.
©Gérard Paillard/INRA

p. 66
Vendanges au centre Inra
de Colmar.
©Christophe Maitre/INRA

p. 66
Étalage de haricots à écosser
demi-sec «coco de Paimpol».
©Jean-Marie Bossennec/INRA

p. 84
Cultures maraîchères
biologiques en agroforesterie;
récolte de fraises.
©Pascal Xicluna/agriculture.
gouv.fr

p. 84
Salarié agricole en tenue
pour le dosage de produits
phytosanitaires (2013).
©Pascal Xicluna/agriculture.
gouv.fr

p. 84
Élevage de vaches gasconnes.
©Xavier Remongin/agriculture.
gouv.fr

p. 100
Poignée de main au-dessus
d'un champ.
©Warren Wong/Unsplash

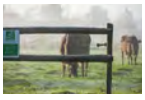
p. 100
Route communale
et paysage vallonné du Morvan.
©Pascal Xicluna/agriculture.
gouv.fr

p. 100
Agriculteur dans ses champs.
©Richie Bec/Unsplash

p. 114
Salades.
©Phuc Long/Unsplash

p. 116
Coccinelles
sur un épis d'avoine.
©Xavier Remongin/
agriculture.gouv.fr

p. 116
Salariée en contrat d'avenir dans un domaine viticole en Bourgogne.
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr



p. 116
Gaec de la Pie : troupeau de vaches laitières en agriculture biologique (trophées de l'agro-écologie 2015).
©agriculture.gouv.fr

p. 132
Équipement RTK (système GPS) pour une précision optimale dans le dosage et la répartition d'engrais
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr

p. 132
Cultures maraîchères biologiques en agroforesterie. Haricot vert, fenouil, salade, carotte.
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr

p. 132
Robot de traite en action : pose d'un trayon.
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr

p. 148
Transport maritime, port de Barcelone.
©Arnaud Ridel/INRA

p. 148
Galeries de l'ancien fort militaire des Rousses abritant les caves d'affinage de Comté Juraflore.
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr

p. 148
Beaujolais nouveau dans un café parisien.
©Xavier Remongin/ agriculture.gouv.fr

p. 164
Main dans les herbes.
©Gaetano Cessati/ Unsplash

p. 166
Élève du lycée agricole de Radinghem.
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr

p. 166
Vendanges à Vosne-Romanée.
©Pascal Xicluna/ agriculture.gouv.fr

p. 166
Manifestation d'agriculteurs - Poitiers 21 février 2018
(cc)Giancarlo Foto4U/ Creative Commons

p. 182
Paysage des environs de Castagnac (Sud-Ouest).
©Jean Weber/INRA

p. 182
Parcellaire agricole observé aux alentours de Chalon-sur-Saône, Saône-et-Loire, Bourgogne.
©C. Slagmulder/INRA

p. 182
Troupeau de bovins (Salers) en pâture. Parc naturel régional du Livradois-Forez.
©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr

p. 198
École de viticulture et d'oenologie La Tour Blanche ; étudiants en bac pro commerce d'œnologie.
©Xavier Remongin/ agriculture.gouv.fr

p. 198
Présentation de l'expérimentation système PIC (Protection intégrée des cultures) de Dijon à des agriculteurs.
©INRA Dijon

p. 198
Cours théorique en classe, centre équestre du Mont-Saint-Michel de Harcouët.
©Cheick Saidou/ agriculture.gouv.fr

BIBLIOGRAPHIE

ADE, 2017, *Evaluation of Measures for Agriculture Carried out for the Outermost Regions (POSEI) and the Smaller Aegean Islands,* rapport pour la Commission européenne, Bruxelles.

Ademe, 2012, *Les circuits courts alimentaires de proximité*, Les avis de l'Ademe, Paris.

AFOCG, 2007, *14 solutions pour soulager le travail sur les fermes. Des agriculteurs témoignent…*, ouvrage collectif, Bourg-en-Bresse.

Agreste Bourgogne Franche-Comté, 2018, *Vingt ans de transformation du paysage laitier régional*, Coll. Agreste Bourgogne Franche Comté, n°45, DRAAF, Dijon.

Agrosynergie GEIE, 2016, *Evaluation of the Article 68 Measures*, rapport pour la Commission européenne, Bruxelles.

Agrosynergie GEIE, 2013, *Evaluation of the Structural Effects of Direct Support*, rapport pour la Commission européenne, Bruxelles.

Agrosynergie GEIE, 2011, *Evaluation of Income Effects of Direct Support*, rapport pour la Commission européenne, Bruxelles.

Aigrain P., Agostini F., Lerbourg J., 2016, *Les exploitations agricoles comme combinaison d'ateliers*, Coll. Agreste Les Dossiers, n°32, MAA, Paris.

Ait-Saidi A., Caja G., Salama A., Carné S., 2014, « Implementing Electronic Identification for Performance Recording in Sheep ; I. Manual versus Semiautomatic and Automatic Recording Systems in Dairy and Meat Farms », *American Journal of Dairy Science Association*, vol. 97, n°12, p. 7505-7514.

Albertini A., 2018, *Les invisibles. Une enquête en Corse*, Éditions J.-C. Lattès, Paris.

Alesina A., Spolaore E., Wacziarg R., 2005, « Trade, Growth and the Size of Countries », in Aghion P., Durlauf S. (coord.), *Handbook of Economic Growth*, edition 1, volume 1, Elsevier.

Alexiadis S., Ladias C., Hasanagas N., 2013, « A Regional Perspective of the Common Agricultural Policy », *Land Use Policy*, vol. 30, n°1, p. 665-669.

Allain C., Chanvallon A., Courties R., Billon D., Bareille N., 2016, « Technical, Economic and Sociological Impacts of an Automated Estrus Detection System for Dairy Cows », *Actes de la Conférence sur l'élevage laitier de précision*, p. 451-456, Leewarden (Pays-Bas).

Allaire G., Barbut L., Forget V., 2018, *Principaux résultats de l'évaluation* ex post *du programme de développement rural hexagonal 2007-2013*, Coll. Analyse n°118, CEP, MAA, Paris.

Allaire G., Boyer R., 1995, *La grande transformation de l'agriculture ; lectures conventionnalistes et régulationnistes*, Quae, Versailles.

Ambroise Bouteille & Associés, 2016, *Les freins à la formation des salariés dans les TPE agricoles*, rapport d'étude, FAFSEA.

Amossé T., Ben Alima M.-A., 2010, *Mobilité et stabilité sur le marché du travail. Une dualisation en trompe-l'œil*, Coll. Le 4 pages du CEE, n°75, Noisy-Le-Grand.

Anderson R. J., Feder G., 2004, « Agricultural Extension: Good Intentions and Hard Realities », *The World Bank research observer*, vol. 19, n°1, p. 41-60.

André F. (rapporteur), 2015, *La fiscalité agricole, rapport d'information,* Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, Assemblée nationale, Paris.

ANEFA, 2009, *Emplois et compétences des circuits courts*, rapport d'étude, Béziers.

Anglade J., Godfroy M., Coquil X., 2018, « A Device for Sharing Knowledge and Experiences on Experimental Farm Station to Sustain the Agroecological Transition », *Farming Systems: Facing Uncertainties and Enhancing Opportunities,* 13e European IFSA Symposium, Chania, Grèce, 1er au 5 juillet 2018, p. 1-18.

ANSES, 2016, *Exposition professionnelle aux pesticides en agriculture*, rapport d'expertise collective, Maisons-Alfort.

Anzalone G., Purseigle F., 2014, « Délégation d'activités et sous-traitance : au service de la transmission de l'exploitation ou d'un patrimoine ? », in Gasselin P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F., Zasser S. (coord.), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre*, EDP Sciences, Coll. PROfil, Les Ulis, p. 327-338.

Anzalone G., Purseigle F., Nguyen G., Hervieu B., 2019, « Chapitre 7. Des entreprises aux allures de firme. Mutations des entreprises agricoles et nouveaux modes d'accès au foncier », in B. Chouquer et MC. Maurel (coord.), *Normes et pratiques foncières et agricoles-Volume 1. Les mutations récentes du foncier et des agricultures en Europe,* Presses universitaires de Franche-Comté et Presses universitaires de Canton, p. 165-190.

ARACT Grand Est, 2017, *La robotisation participe-t-elle à la qualité de vie au travail des éleveurs ? Études de cas dans les exploitations de production laitière lorraines et champardennaises*, rapport de la recherche-action, Pont-à-Mousson.

Artis A., 2013, « Le groupement d'employeurs : une réponse à la recherche de flexibilité et de sécurité dans la gestion de l'emploi », *Revue interventions économiques*, n° 47 ; https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1854 (consulté en mars 2019)

ASP, 2016, *Départs précoces en agriculture. Analyse d'une situation peu connue*, Coll. Les Études de l'ASP, Limoges.

Assemblée nationale, 2017, *Étude d'impact. Projet de loi pour un État au service d'une société de confiance*, Paris.

Aubertot J.-N., Guichard L., Jouy L., Mischler P., Omon B., Petit M.-S., Pleyber E., Reau R., Seiler A., 2011, *Guide pratique pour la conception de systèmes de culture plus économes en produits phytosanitaires. Application aux systèmes de polyculture*, RMT Systèmes de Culture Innovants, Paris.

Aubron C., Cochet H., Brunschwig G., Moulin C.-H., 2009, « Labor and its Productivity in Andean Dairy Farming Systems: A Comparative Approach », *Human Ecology,* vol. 37, n°4, p. 407-419.

Aubry C., Chiffoleau Y., 2009. « Le développement des circuits courts et l'agriculture périurbaine : histoire, évolution en cours et questions actuelles », *in* Huyghe C. (dir.), *Innovations Agronomiques*, vol. 5, p. 53-67.

Autor D., 2010, *The Polarization of Job Opportunities in the U.S. Labor Market: Implications for Employment and Earnings, The Brookings Institution Hamilton Project*, Washington DC.

Autor D., Dorn D., Hanson G., 2016, « The China Shock: Learning from Labor Market Adjustments to Large Changes in Trade », *NBER Working Papers*, n° 21906, NBER, Massachusetts.

Autor D., Dorn D., Hanson G., 2013, « The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States », *American Economic Review*, vol. 103, n°6, p. 2121-2168.

Autor D., Dorn D., Hanson G., Song J., 2014, « Trade Adjustment: Worker Level Evidence », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 129, n°4, p. 1799-1860.

Backer K. de, Miroudot S., 2013, *Mapping Global Value Chains*, Coll. Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale, n°159, Éditions OCDE, Paris.

Baldwin R., 2012, « Trade and Industrialisation after Globalisation's Second Unbundling: How Building and Joining a Supply Chain are Different and Why it Matters », in R. Feenstra and A. Taylor (eds.), *Globalization in an Age of Crisis: Multilateral Economic Cooperation in the Twenty-First Century*, University of Chicago Press, Chicago.

Baldwin R., 2008, *The Development and Testing of Heckscher-Ohlin Trade Models*, MIT Press, Cambridge.

Baldwin R., Robert-Nicoud F., 2010, « Trade-in-Goods and Trade-in-Tasks: An Integrating Framework », *NBER Working Paper Series*, n° 15882, NBER, Massachusetts.

Banque mondiale, 2018, *Thinking CAP: Supporting Agricultural Jobs and Incomes in the EU*, Coll. EU Regular economic report, vol. 4, Washington.

Barbin G., Champion F., Chotteau P., Chaumet J.-M., Lelyon B., Monniot C., Mottet A., Perrot C., Richard M., You G., 2012, *Les Allemagnes laitières : voies divergentes et avenirs contrastés*, Coll. Dossiers Économie de l'Élevage, n° 426, Institut de l'élevage, Paris.

Barral S., Loveluck W., Pinaud S., 2017, « Le pas-de-porte en agriculture, marqueur de la dérégulation foncière et de la financiarisation des exploitations », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 17, n° 1, Montréal : https://journals.openedition.org vertigo/18344. (consulté en mars 2019)

Barry C., 2018, *Enquête sur la structure des exploitations agricoles. En 2016, des exploitations moins nombreuses mais plus grandes*, Coll. Agreste Primeur, n° 350, MAA, Paris.

Barthez A., 1984, « Femmes dans l'agriculture et travail familial », *Sociologie du travail*, vol. 26, n° 3, Paris, p. 255-267.

Bathélémy D., 2000, *Le contrôle des structures et la répartition des droits à produire, une spécificité française*, communication au colloque franco-allemand SFER-GEWISOLA, Strasbourg, 12-13 octobre 2000.

Baudelot C., Establet R., 2006, *Suicide, l'envers de notre monde*, Éditions du Seuil, Paris.

Bazillier R., 2008, *Normes du travail, migrations internes et emploi : une analyse théorique*, Coll. Document de travail n° 34, Centre d'Économie de la Sorbonne, Paris.

Beaujeu R., Emlinger C., Greenville J., Jouanjean M-A., 2018, « Contribution des filières internationalisées et du commerce à l'emploi dans les secteurs agricole et agro-alimentaire », *Notes et études socio-économiques*, n° 44, MAA, Paris.

Bellit S., 2015, « Quel est l'impact des contrats temporaires en agriculture? », *Formation emploi*, n° 1, p. 23-45.

Bellit S., Détang-Dessendre C., 2014, « Les salariés agricoles. Entre ancrage sectoriel et précarité », *Économie rurale*, n° 342, p. 87-106.

Bellit S., Détang-Dessendre C., 2013, *Les trajectoires professionnelles des salariés agricoles*, INRA UMR CESAER Working Papers, n° 2013/3, Dijon.

Belton B., Fang P., Reardon T., 2018, *Mechanization Outsourcing Services in Myamar's Dry Zone, Food Security Policy Research Papers*, n° 110, USAID - Michigan State University.

Benjamin C., 1996, « L'affectation du travail dans les exploitations agricoles : une application du modèle du ménage producteur et consommateur », *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, n° 38, INRA, Paris, p. 37-60.

Bermond M., 2004, « Appropriation de l'espace et reproduction sociale en agriculture : quelques éléments de réflexion », *ESO Travaux et documents*, n° 21, p. 53-56.

Bernadat C., Ernoult-Tomasso C., Le Clerc B., Nachbaur G., Rapilly D., Schwab D., 2017, *Petit guide pour naviguer dans l'univers des quotas laitiers,* Comité pour l'histoire des offices agricoles, FranceAgriMer.

Bernard de Raymond A., Goulet F. (coord.), 2014, *Sociologie des grandes cultures,* Quae, Versailles.

Bernardi V., Lefebvre F., 2002, *Les départs précoces en agriculture, mythe ou réalité ?*, Coll. Les Cahiers du CNASEA, n° 2, Limoges.

Berriet-Solliec M., Boinon J.-P., 2000, « Analyse des instruments d'orientation de l'agriculture départementale », *Économie rurale*, vol. 260, n° 1, p. 148-153.

Bertin C., Cébron D., Masero J., Massis D., 2016, *Démarches de qualité/diversification et emploi*, Coll. Agreste Les Dossiers, n° 34, MAA, Paris.

Bertoni D., Cavicchioli D., 2016, « Process Description, Qualitative Analysis and Causal Relationships in Farm Succession », *Perspectives in Agriculture, Veterinary Science, Nutrition and Natural Resources,* vol. 11, n° 43, p. 1-11.

Bertrand N., Rousier N., 2004, *L'agriculture péri-urbaine, une proximité ville agriculture à construire*, quatrièmes journées de la proximité, IDEP-LEST-GREQAM, Groupe de Recherche Dynamique de Proximité, Marseille.

Bessière C., 2003, « Une profession familiale : les trois dimensions de la vocation agricole », *in* Weber F, Gojard S., Gramain A., *Charges de famille, dépendance et parenté dans la France contemporaine, la Découverte*, Paris.

Bessière C., Gollac S., 2014, « Des exploitations agricoles au travers de l'épreuve du divorce. Rapports sociaux de classe et de sexe dans l'agriculture », *Sociétés contemporaines*, n° 96, p. 77-108.

Besson A., Dédinger P., 2015, *Réalité des écarts de compétitivité dans les secteurs agricole et agroalimentaire liés au coût du travail avec certains pays européens et analyse des dispositifs de protection sociale des salariés et des non-salariés,* rapport IGAS-CGAAER n° 14143, MAA, Paris.

Biche B., Desbois A., Le Monnier J., Monteillet Y., 2000, *Les groupements d'employeurs. Une innovation économique et sociale*, L'Harmattan, Paris.

Bignebat C., Delame N., 2019, « Diversification et pluriactivité, deux exemples de mutations des activités agricoles », *Notes et études socio-économiques*, MAA, à paraître.

Billon A., Bouchoux C., Gonthier-Maurin B., Laborde F., Mandelli D., Monier M.-P., 2017, *Les femmes et l'agriculture : pour l'égalité dans les territoires,* rapport d'information fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, Sénat, Paris.

Billon P., Pomiès D., 2006, « Le point sur la robotisation de la traite 15 ans après l'apparition des premiers systèmes dans les fermes », *Actes des 13e Rencontres Recherches Ruminants* (3R), p. 143-150, Paris.

Biyik Biyik J.-R., 2016a, *Le niveau de vie des ménages bénéficiaires des prestations de la branche Famille ou du minimum vieillesse au régime agricole en 2014*, Coll. Synthèses, MSA, Paris.

Biyik Biyik J.-R., 2016b, *Situation du RSA au régime agricole à fin 2015*, Coll. Études, MSA, Paris.

Blasco J., Labarthe J., 2018, « Inégalités de niveau de vie et pauvreté en 2015 et sur longue période », *in* Blasco J., Cazenave-Lacrouts M.-C., Labarthe J. (coord.), *Les revenus et le patrimoine des ménages*, Coll. INSEE Références, INSEE, Paris, p. 9-26.

Bleunven J.-L, Piron M. (rapporteurs), 2017, *L'avenir de la Politique agricole commune après 2020*, rapport d'information, n° 4471, Commission des affaires européennes, Assemblée nationale, Paris.

Blomquist J., Nordin M., 2017, « Do the CAP Subsidies Increase Employment in Sweden? Estimating the Effects of Government Transfers using an Exogenous Change in the CAP », *Regional Science and Urban Economics*, vol. 63, p. 13-24.

Boinon J.-P., 2011, « Les politiques foncières agricoles en France depuis 1945 », *Économie et statistique*, n° 444-445, INSEE, p. 19-37.

Bonneuil C., Demeulenaere E., 2007, « Vers une génétique de pair à pair ? L'émergence de la sélection participative », *in* Charvolin F., Le Marec J. (coord.), *Les sciences citoyennes. Vigilance collective et rapport entre profane et scientifique dans les sciences naturelles*, Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues.

Bonneuil C., Thomas F., 2009, *Gènes, pouvoirs et profits. Recherche publique et régimes de production des savoirs de Mendel aux OGM*, Quae, Versailles.

Bordet C., 2013, *Analyse-diagnostic du système agraire du Vexin français*, mémoire de Diplôme d'agronomie approfondie, AgroParisTech, Paris.

Bossard C., Santin G., Guseva Canu I., 2013, *Surveillance de la mortalité par suicide des agriculteurs exploitants.* Premiers résultats, Institut national de veille sanitaire, Paris.

Boulet M., Stéphan N., 2003, *L'enseignement agricole en Europe : genèse et évolution*, Éditions L'Harmattan, Paris.

Bour-Desprez B., Brinbaum D., Chomienne J.-P., Seillan J.-M., 2016, *Transmission en agriculture, 4 scénarios prospectifs à 2025*, CGAAER, rapport n° 14035, MAA, Paris.

Bourdieu P., 1990, « Une vie perdue [Entretien avec deux agriculteurs béarnais] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 90, n° 1, p. 29-36.

Bourdin D., Gerz A., Réviron S., Siegenthaler M., 2015, « Sub-urban Food Production Systems in a Swiss Agglomeration: the Example of the Milk Supply Chain in Bern (Switzerland) », *RETHINK Case Study Report,* Swiss Association for the Development of Agriculture and Rural Areas (AGRIDEA), Lausanne/Lindau (Suisse).

Bourquelot F., 1991, « Les syndicats de salariés de la production agricole : la conquête de l'égalité sociale », *Économie rurale*, vol. 201, n° 1, p. 12-15.

Boussard J.-M., 1987, *Économie de l'agriculture*, Economica.

Bouyssière S., Chaumet J.-M., Chotteau P., Milet G., Richard M., Perrot C., You G., 2016, *Lait en Europe du Nord : forces, faiblesses et potentiel en 2020*, Coll. Dossiers Économie de l'Élevage, n° 462, Institut de l'élevage, Paris.

Branche-Seigeot A., 2015, *Compétences individuelles et compétences utilisées en situation de travail. Quels constats ? Quelle valorisation salariale ?*, Document d'étude de la DARES, n° 193, ministère du Travail, Paris.

Brangeon J.-L., Jégouzo G., Quinqu M., 1996, « Politique de préretraite et bas revenus agricoles », *Économie rurale*, n° 232, Paris, p. 13-19.

Breustedt G., Glauben T., 2007, « Driving Forces behind Exiting from Farming in Western Europe. », *Journal of Agricultural Economics*, vol. 58, n° 1, p. 115–127.

Brives H., 2008, « L'évolution du conseil agricole et du rôle des chambres d'agriculture », *Pour*, n° 196-197, p. 208-219, Paris.

Broughton A., Green M., Rickard C., Swift S., Eichhorst W., Tobsch V., Magda I., Lewandowski P., Keister R., Jonaviciene D., Ramos N.E., Valsamis D., Tros F., 2016, *Precarious Employment in Europe: Patterns, Trends and Policy,* rapport d'étude, Parlement européen.

Brunier S., 2015, « Le travail des conseillers agricoles entre prescription technique et mobilisation politique (1950-1990) », *Sociologie du travail*, vol. 57, n° 1, p. 104-125.

Brunier S., 2013, « Le rôle des Chambres d'agriculture dans l'institutionnalisation du conseil », *Pour*, vol. 219, n° 3, p. 53-65

Burch D., Lawrence G., 2009, « Towards a Third Food Regime: Behind the Transformation », *Agriculture and Human Values*, vol. 26, n° 4, p. 267-279.

Bureau J.-C., Fontagné L., Jean S., 2015, *L'agriculture française à l'heure des choix*, Coll. Notes du CAE, vol. 8, n° 27, Conseil d'analyse économique, Paris.

Burstein A., Vogel J., 2016, « International Trade, Technology, and the Skill Premium », *Journal of Political Economy*, vol.125, n° 5, p. 1356-1412.

Burton R., Fischer H., 2015, « The Succession Crisis in European Agriculture », *Sociologia Ruralis*, vol. 55, n° 2, p. 155-166.

Butault J.-P, Gohin A., Guyomard H., Barkaoui A., 2005, « Une analyse économique de la réforme de la PAC de juin 2003 », *Revue française d'économie*, vol. 20, n° 1, p. 57-107.

Butault J.-P., Lemarié S., Musolesi A., Huard F., Simioni M., Schmitt B., 2015, *L'impact de la recherche agronomique sur la productivité agricole française : une approche par le taux de rentabilité interne (TRI) des dépenses publiques affectées à la recherche agronomique en France*, rapport d'étude à destination du Collège de direction de l'INRA, INRA sciences sociales.

Butler D., Holloway L, Baer C., 2012, « The Impact of Technological Change in Dairy Farming: Robotic Milking Systems and the Changing Rôle of the Stockperson », *Journal of the Royal Agricultural Society of England*, vol. 173, p. 1-6.

Cahuc P., Carcillo S., 2014, *Alléger le coût du travail pour augmenter l'emploi : les clés de la réussite*, Institut Montaigne, Paris.

Cahuzac E., Détang-Dessendre C., 2011, « Le salariat agricole. Une part croissante dans l'emploi des exploitations mais une précarité des statuts », *Économie rurale*, n° 323, p. 82-92.

Cahuzac J., Marre B., 2000, *Les adaptations à apporter à la fiscalité et au mode de calcul des cotisations sociales agricoles*, rapport au Premier ministre, Paris.

Cambois E., Laborde C., Robine J.-M., 2007, « La double peine des ouvriers : plus d'années d'incapacité au sein d'une vie plus courte », *Population et sociétés*, vol. 441, n° 4, p. 1-4.

Campéon A., Batt-Moillo A., 2008, « Évolution de l'environnement de travail et usure mentale en milieu agricole », *Santé Publique*, vol. 20, hors-série, p. 109-119.

Cardona A., 2012, *L'agriculture à l'épreuve de l'écologisation : éléments pour une sociologie des transitions*, thèse de sociologie, EHESS, Paris.

Cardona A., Lamine C., 2014, « Liens forts et liens faibles en agriculture. L'influence des modes d'insertion socioprofessionnelle sur les changements de pratiques », *in* Bernard de Raymond A., Goulet F. (coord.), 2014, *Sociologie des grandes cultures*, Quae, Versailles.

Cardona A., Lefèvre A., Simon S., 2018, « Les stations expérimentales comme lieux de production des savoirs agronomiques semi-confinés. Enquête dans deux stations INRA engagées dans l'agro-écologie », *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 12, n° 2, p. 139-170.

Caron A., Torre A., 2002, « Les conflits d'usage dans les espaces ruraux. Une analyse économique », *Sciences de la société*, n° 57, p. 95-113.

Carter-Leal L., Oude-Lansink A., Saatkamp H., 2018, « Factors Influencing the Stay-Exit Intention of Small Livestock Farmers: Empirical Evidence from Southern Chile », *Spanish Journal of Agricultural Research*, vol. 16, n° 1, p. 102.

Castel R., 2003, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Le Seuil, Paris.

Castel R., 2008, « La propriété sociale : émergence, transformations et remise en cause », *Esprit*, n° 8, p. 171-190.

Cavicchioli D., Bertoni D., Pretolani R., 2018, « Farm Succession at a Crossroads: The Interaction among Farm Characteristics, Labour Market Conditions, and Gender and Birth Order Effects », *Journal of Rural Studies*, n° 61, p. 73-83.

CCE, 1971, *La reconversion des travailleurs qui quittent l'agriculture*, rapport de synthèse de la Commission des communautés européennes, Bruxelles.

CCM Benchmark Institut, 2017, *Infographie : Food & Digital 2017*, http://www.ccmbenchmark.com/institut/blog/infographie-food-digital-2017/. (consulté en mars 2019)

CCMSA, 2018, *Bilan de la lutte contre la fraude : 33 millions d'euros détectés*, Communiqué de presse, Bobigny.

CER France, 2012, *Influence des régimes de fiscalité de l'entreprise agricole sur les structures de production : une analyse comparée dans quatre pays européens : Allemagne, Danemark, France et Pays-Bas*, rapport d'étude pour le MAA, Paris.

Cerf M., Lenoir D., 1987, *Le développement agricole en France*, Presses universitaires de France, Paris.

CESE, 2010, *La santé des femmes en France*, rapport du Conseil économique, social et environnemental, Paris.

CGAAER, 2017, *Évaluation de la pénibilité au travail de métiers de l'agriculture*, MAA, Paris.

Chambru C., 2011, *Évaluation des effets propres de la conversion à l'agriculture biologique sur l'emploi*, mémoire de master 1, École polytechnique, Paris.

Champagne P., 2002, *L'héritage refusé : la crise de la reproduction sociale de la paysannerie française, 1950-2000,* Seuil, Paris.

Chantre E., Cardonna A., 2014, « Trajectories of French Field Crop Farmers. Moving toward Sustainable Farming Practices: Change, Learning, and Links with the Advisory Services », *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 38, n° 5, p. 573-602.

Charmes E., 2011, *La ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, Presses universitaires de France, Paris.

Charroin T., Veysset P., Devienne S., Fromont J.-L., Palazon R., Ferrand M., 2012, « Productivité du travail et économie en élevages d'herbivores : définition des concepts, analyse et enjeux », *INRA Productions Animales*, vol. 25, n° 2, p. 193-210.

Chatellier V., 2018, *Le paiement redistributif : un outil de la PAC favorable aux petites exploitations agricoles françaises ?*, communication au colloque de la SFER « Politiques agricoles et alimentaires : trajectoires et réformes », Montpellier, 20-21 juin 2018.

Chatellier V., Pflimlin A., Perrot C., 2008, « La production laitière dans les régions de l'arc Atlantique européen », *INRA Productions animales*, vol. 21, n° 5, p. 427-440.

Chauvat S., Servière G., Gallot S., 2015, *Évolutions du travail et du métier d'éleveur dans quatre pays d'Europe du Nord*, RMT Travail en élevage, Institut de l'élevage, IFIP, ITAVI, INRA, APCA.

Chevalier B., 2007, *Les agriculteurs recourent de plus en plus à des prestataires de services*, Coll. INSEE Première, n° 1160, INSEE, Paris.

Chiffoleau Y., 2004, « Réseaux d'apprentissage et innovation dans une organisation productive. L'exemple d'un projet qualité en coopératives viticole », *Recherches sociologiques*, n° 3, p. 91-101.

Chiffoleau Y., Prevost B., 2012, « Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires », *Norois. Environnement, aménagement, société*, n° 224, p. 7-20.

Chiswell H. M., 2018, « From Generation to Generation: Changing Dimensions of Intergenerational Farm Transfer », *Sociologia Ruralis*, vol. 58, p. 104-125.

Chiswell H. M., Lobley M., 2015, « A Recruitment Crisis in Agriculture? », *Sociologia Ruralis*, vol. 55, p.150-154.

Choo K., 2011, « Plowing Over: Can Urban Farming Save Detroit and Other Declining Cities? Will the Law Allow It », *ABAJ*, vol. 97, p. 43.

Ciaian P., Kancs D. A., Espinosa M., 2018, « The Impact of the 2013 CAP Reform on the Decoupled Payments' Capitalisation into Land Values », *Journal of Agricultural Economics*, vol. 69, n° 2, p. 306-337.

Cinçon X., Terrieux A., 2014, « Remplacer les agricultrices : une histoire du congé maternité en agriculture », *Travail, genre et sociétés* n° 31, Paris, p. 123-140.

Cisilino F., Madau F.A., 2007, *Organic and Conventional Farming: a Comparison Analysis through the Italian FADN*, présentation au 103e séminaire EAAE « Adding Value to the Agro-Food Supply Chain in the Future Euromediterranean Space », Barcelone, 23-25 avril 2007.

Clapp J., 2014, « Financialization, Distance and Global Food Politics », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 41, n° 5.

Clasadonte L., De Vries E., Trienekens J., Arbeletche P., Tourrand J.-F., 2013, « Network Companies: A New Phenomenon in South American Farming », *British Food Journal*, vol. 115, n° 6, p. 850-864.

CNCDH, 2015, *La lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains,* rapport de la Commission consultative des droits de l'homme, La Documentation française, Paris.

CNLTI, 2018, *Plan national de lutte contre le travail illégal 2016-2018 - Bilan intermédiaire*, Commission nationale de lutte contre le travail illégal, Paris.

Cochet H., 2018, « Capital / Labour Separation in French Agriculture: The End of Family Farming? », *Land Use Policy,* vol. 77, p. 553-558.

Cochet H., 2015, *Séparation capital/travail, flexibilité et rémunération des facteurs de production : la fin de l'exploitation agricole familiale ?*, présentation au colloque de la SFER « Structures d'exploitation et exercice de l'activité agricole : continuités, changements ou ruptures », Rennes, 12-13 février 2015.

Cochet H., 2011, *L'agriculture comparée*, Quae, Versailles.

COE, 2017, *Automatisation, numérisation et emploi. Tome 1: Les impacts sur le volume, la structure et la localisation de l'emploi,* rapport du Conseil d'orientation pour l'emploi, Paris.

Cohidon C., Geoffroy-Perez B., Fouquet A., Le Naour C., Goldberg M., Imbernon E., 2010, *Suicide et activité professionnelle en France : premières exploitations de données disponibles,* rapport pour l'Institut de veille sanitaire, Saint-Maurice.

Colasanti K.J., Hamm M.W., Litjens C.M., 2012, « The City as an "Agricultural Powerhouse"? Perspectives on Expanding Urban Agriculture from Detroit, Michigan », *Urban Geography*, vol. 33, n° 3, p. 348-369.

Comer C., 2011, « La "conjointe collaboratrice" : un recul statutaire ambigu », *Pour,* n° 212, Paris, p. 19-24.

Commission européenne, 2018, *Europeans, Agriculture and the CAP,* Coll. Special Eurobarometer, n° 473, TNS opinion & social, Bruxelles.

Commission européenne, 2017, *Modernizing and Simplifying the Common Agricultural Policy, Summary of the Results of the Public Consultation,* Directorate-General for agricultural and rural development et Ecorys, Bruxelles.

Commission européenne, 2016, *Productivity in EU Agriculture – Slowly but Steadily Growing*, Coll. EU Agricultural Market Briefs, n° 10, Bruxelles.

Commission européenne, 2010, *La PAC à l'horizon 2020 : alimentation, ressources naturelles et territoire. Relever les défis de l'avenir,* communication de la Commission européenne, Bruxelles.

Commission européenne, 2005, *Thirty-Sixth Report on the Intervention Measures in the Milk Sector,* 2004, rapport de la Commission européenne, Bruxelles.

Compagnone C., Goulet F., Labarthe P., 2015, *Conseil privé en agriculture : acteurs, pratiques et marché,* Educagri-Quae, Versailles.

Conway S.F., McDonagh J., Farrell M., Kinsella A., 2016, « Cease Agricultural Activity Forever? Underestimating the Importance of Symbolic Capital », *Journal of Rural Studies*, n° 44, p. 164-176.

Cooreman H., Vandenabeele J., Debruyne L., Ingram J., Chiswell H., Koutsouris A., Pappa E., Marchand F., 2018, « A Conceptual Framework to Investigate the Role of Peer Learning Processes at On-Farm Demonstrations in the Light of Sustainable Agriculture », *International Journal of Agricultural Extension*, numéro spécial, p. 91-103.

Coquil X., Cerf M., Auricoste C., Joannon A., Barcellini F., Cayre P., Chizallet M., Dedieu B., Hostiou N., Hellec F., Lusson J., Olry P., Omon B., Prost L., 2018, « Questioning the Work of Farmers, Advisors, Teachers and Researchers in Agro-Ecological Transition. A Review », *Agronomy for Sustainable Development*, vol. 38, n° 5, p. 47.

Coquil X., Dedieu B., Beguin, P., 2014, « Transition to Self-Sufficient Mixed Crop–Dairy Farming Systems », *Renewable Agriculture and Food Systems*, n° 29, p. 195-205

Corsi A., 2009, « Family Farm Succession and Specific Knowledge in Italy », *Rivista di economia agraria*, vol. 64, n° 1-2, p. 13-30.

Corsi A., 2016, *Succession Decisions in Family Farms and Public Policies in Developed Countries,* Working Papers n° 15/16, Department of Economics and Statistics, University of Turin.

Cour des comptes de l'Union européenne, 2013, *Have the Member States and the Commission Achieved Value for Money with the Measures for Diversifying the Rural Economy?*, Coll. Special Report, vol. 6, European Court of Auditors, Luxembourg.

Cour des comptes, 2014, *Rapport public annuel. Tome 1. Les SAFER : les dérives d'un outil de politique d'aménagement agricole et rural*, Cour des comptes, Paris.

Cournut S., Chauvat S., 2011, « L'organisation du travail en exploitation d'élevage ; analyse de 630 Bilans Travail réalisés dans huit filières animales », *Inra Productions Animales*, vol. 25, p. 101-111.

Cournut S., Servière G., Hostiou N., Chauvat S., Dedieu B., 2010, « L'organisation du travail en exploitations familiales d'élevage. Enseignements d'une analyse comparée conduite en France, en Amérique latine et au Vietnam », *Cahiers Agricultures*, vol. 19, n° 5, p. 338-347.

Cross P., Edwards R.T., Hounsome B., Edwards-Jones G., 2008, « Comparative Assessment of Migrant Farm Worker Health in Conventional and Organic Horticultural Systems in the United Kingdom », *Science of the Total Environment*, vol. 391, n° 1, p.55-65.

Crozet M., Orefice G., 2017, *Trade and Labor Market, What Do We Know ?* , Coll. Policy Brief, n°15, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, Paris.

Curry N., Kirwan J., 2014, « The Role of Tacit Knowledge in Developing Networks for Sustainable Agriculture », *Sociologia Ruralis*, vol. 54, n°3, p. 341-361.

Curtarelli M., Gualtieri V., Shater-Jannati M., Donlevy V., 2017, *ICT for work: Digital Skills in the Workplace*, étude pour la Commission européenne, Direction générale Réseaux de communication, contenu et technologies.

Dahache S., 2017, « Les défis à relever », *in* Sénat, *Délégation aux droits des femmes, Être agricultrice en 2017*, 22 février 2017.

Dahache S., 2014, « L'évolution de la place des femmes en agriculture au prisme des rapports familiaux de production », *in* Gasselin P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F., Zasser S. (coord.), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre,* EDP Sciences, Coll. PROfil, Les Ulis, p. 165-182.

Dahache S., 2010, « La singularité des femmes chefs d'exploitation », *in* Hervieu B. (coord.), *Les mondes agricoles en politique*, Presses de Science-Po, Paris, p. 93-110.

Darnhofer I., Strauss A., 2015, « Organic Farming and Resilience (Austria) », *RETHINK Case Study Report*, University of Natural Resources and Life Sciences, Institute of Agricultural and Forestry Economics, Vienne (Autriche).

Darpeix A., 2008, « Flexibilité interne et flexibilité externe dans le contrat OMI », *Études rurales*, n°182, p. 69-86.

Darpeix A., 2010, *La demande de travail salarié permanent et saisonnier dans l'agriculture familiale : mutations, déterminants et implications – Le cas du secteur des fruits et légumes français*, thèse de sciences économiques, Montpellier Supagro, Montpellier.

Davie E., 2015, *Méthode de construction d'indicateurs synthétiques de conditions de travail et de risques psychosociaux*, Coll. Note DES n°15-076, DGAFP, Paris.

Debré M., 1960, *présentation du projet de loi d'orientation agricole à l'Assemblée nationale*, JORF Débats parlementaires, 26 avril 1960, p. 467.

Décosse F., 2008, « La santé des travailleurs agricoles migrants : un objet politique », *Études rurales*, n°182, Paris.

Dedieu B., Servière G., 2012, « Vingt ans de recherche-développement sur le travail en élevage : acquis et perspectives », *INRA Productions Animales*, vol. 25, n°2, p. 85-100.

Dedieu B., Servière G., 2011, « Les modèles du travail en élevage : points de vue de zootechniciens des systèmes d'élevage », *in* P. Béguin, B. Dedieu, E. Sabourin (coord.), *Le travail en agriculture : son organisation et ses valeurs face à l'innovation,* L'Harmattan, Paris, p. 155-170.

Dedieu F., Jouzel J.-N., 2015, « Comment ignorer ce que l'on sait ? La domestication des savoirs inconfortables sur les intoxications des agriculteurs par les pesticides », *Revue française de sociologie*, vol. 56, n°1, p. 99-127.

Dedieu F., Jouzel J.-N., Prete G., 2015, « Les bénéfices du doute ; les usages politiques de la sous-évaluation des intoxications professionnelles liées aux pesticides en France et en Californie », *Dossiers de l'environnement de l'INRA,* vol. 35, p. 77-88.

Dedieu M.-S., Lorge A., Louveau O., Marcus V., 2017, « Les exploitations en agriculture biologique : quelles performances économiques ? », Coll. INSEE Références, *Les acteurs économiques et l'environnement*, INSEE Paris, p. 35-44.

Deffontaines N., 2017, *Les suicides des agriculteurs. Pluralité des approches pour une analyse configurationnelle du suicide*, thèse de doctorat, AgroSup, Dijon.

Defra, 2014, *Contracting on English Farms: Evidence from Existing Surveys, Agricultural Change and Environment Observatory Research,* Research Report n°35, Londres.

Delaire G., Bonhommeau P., Gaboriau D., 2011, « La fiscalité du bénéfice réel agricole doit-elle continuer de subventionner l'accumulation des moyens de production ? », *Économie rurale*, n° 323, p. 77-81.

Delame N., 2017, *How Farm Households Share their Labour between Work on the Farm, Diversification and Off-Farm Activities, in France,* Communication à l'European Association of Agricultural Economists, Parme (Italie).

Delame N., 2015, *Les revenus non agricoles réduisent les écarts de revenus entre foyers d'agriculteurs,* Coll. INSEE Références, INSEE, p. 31-42, Paris.

Delame N., Butault J.-P., Pollet P., 2015, *L'allocation du travail des ménages agricoles entre travail agricole, activités de diversification et emplois extérieurs : une première approche à partir du raccordement RA-RICA-déclarations fiscales de 2010*, Journées de Recherches en Sciences Sociales, Rennes, INRA-SFER-CIRAD, 13 février.

Delecourt E., 2018, *Prise en compte du travail dans les changements de pratiques vers l'agroécologie. Outils et informations pour l'accompagnement des agriculteurs*, thèse de sciences agronomiques, université Paris-Saclay, AgroParisTech, Paris.

Denave S., 2017, « Comprendre les bifurcations dans les parcours professionnels », *Vie sociale*, n°18, p. 109-125.

Depeyrot J., Perrot C., 2019, *La filière laitière : un concentré des mutations agricoles contemporaines,* Coll. Document de travail du CEP, MAA, Paris, à paraître.

Depeyrot J.-N., 2019, « Analyse des déterminants de l'emploi dans les exploitations laitières », *NESE,* MAA, à paraître.

Depeyrot J.-N., 2017a, *Les transformations du paysage laitier français avant la sortie des quotas,* Coll. Analyse, n°107, CEP, MAA, Paris.

Depeyrot J.-N., 2017b, « Observer les changements structurels des exploitations laitières françaises : constitution de la base de données ADEL », *NESE*, vol. 42, p. 7-37, MAA, Paris.

Depeyrot J.-N., Magnan A., Michel D.-A., Laurent C., 2019, « Les emplois précaires en agriculture », *NESE*, MAA, à paraître.

Depeyrot J.-N., Perrot C., Dedieu M.-S., 2015, *Les fermes laitières de polyculture-élevage : atouts et défis pour l'avenir,* Coll. Analyse, n°86, CEP, MAA, Paris.

Depoudent C., Grannec M.L., Quillien J. P., 2012, *Salariat féminin en élevage porcin,* synthèse de la chambre d'agriculture de Bretagne, Rennes.

Depoudent C., Grannec M.L., Le Moan L., 2013, *Salariat en élevage porcin : synthèse de quatre études bretonnes,* Journées de Recherches en Sciences Sociales, Angers, Inra-SFER-CIRAD.

Depoudent C., Pupin-Ruch M., Veyre J., Kling-Eveillard F., Philibert A., Guillam M.-T., 2015, *Comment motiver éleveurs et salariés à se protéger contre les risques professionnels ?*, recueil des contributions des 4e Rencontres nationales Travail en élevage, Dijon.

Dervillé M., Allaire G., Maigné É., Cahuzac É., 2017, « Internal and Contextual Drivers of Dairy Restructuring: Evidence from French Mountainous Areas and Post-Quota Prospects », *Agricultural Economics*, vol. 48, n°1, p. 91-103.

Desjeux Y., Dupraz P., Latruffe L., Maigne E., Cahuzac É., 2014, *Evaluating the Impact of Rural Development Measures on Farm Labour Use: a Spatial Approach,* congrès de l'EAAE Agri-Food and Rural Innovations for Healthier Societies, 26-29 août 2014, Slovénie.

Desriers M., 2007, *L'agriculture française depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique,* Coll. Agreste cahiers, MAA, vol. 2, p. 3-14.

Devienne S., 2013, « Les systèmes herbagers, à contre-courant d'un développement agricole marqué par l'accroissement de la productivité physique du travail et la régression des prairies », *Fourrages*, n° 216, p. 287-291.

Devienne S., Garambois N., Mischler P., Perrot C., Dieulot R., Falaise D., 2016, *Les exploitations d'élevage herbivores économes en intrants (autonomes); quelles sont leurs caractéristiques ? Comment accompagner leur développement ?*, rapport d'étude AgroParisTech et IDELE pour le MAA, Paris.

Deville C., 2015, « Le non-recours au RSA des exploitants agricoles. L'intégration professionnelle comme support de l'accès aux droits », *Politiques sociales et familiales* n° 119, Paris, p. 41-50.

DGER, 2018, *Portrait de l'enseignement agricole*, MAA, Paris.

DGER, 2016, *Une légère augmentation du nombre d'élèves et d'étudiants du supérieur court à la rentrée 2015*, StatEA, n° 2016-01, MAA, Paris.

DGT, 2017, *Bilan des contrôles dans les secteurs prioritaires identifiés par le plan national de lutte contre le travail illégal en 2016*, ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, Paris.

DGT, 2016a, *Analyse des déclarations de détachement des entreprises prestataires de services en France en 2015,* DGT, ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, Paris.

DGT, *2016b,* Conditions de travail. *Bilan 2015,* rapport, ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, Paris.

Dimitri C., Kemp, L., Sooby J., Sullivan E., 2012, *Organic Farming for Health and Prosperity,* rapport, Organic Farming Research Foundation, Santa Cruz (États-Unis).

Doublet A., Dujardin L., Gaëtan L., 2016, « Circuits courts et alimentation. Le cas de la communauté urbaine d'Alençon », *projet tutoré,* Master 2 de géographie, université de Caen-Normandie, Caen.

Draus P.J., Roddy J., McDuffie A., 2014, « "We Don't Have no Neighbourhood": Advanced Marginality and Urban Agriculture in Detroit », *Urban Studies*, vol. 51, n° 12, p. 2523-2538.

DREES, Santé Publique France, 2017, *L'état de santé de la population en France.* rapport 2017, Paris.

Dubois B., 2012, *Diagnostic agraire de la région de Marne-la-Vallée,* mémoire de DAA, AgroParisTech, Paris.

Dubuisson-Quellier S., Giraud C., 2010, « Les agriculteurs entre clôtures et passerelles », *in* Rémy J., Hervieu B., Purseigle F., Mayer N., Muller P., *Les mondes agricoles en politique ; de la fin des paysans au retour de la question agricole,* Presses de Sciences Po, Paris.

Dufour A., Courdin V., Dedieu B., 2010, « Femmes et travail en couple : pratiques et représentations en élevage laitier en Uruguay et en France », *Cahiers Agricultures*, vol. 19, n° 5, p. 371-376.

Dumont R., 1949, *Les leçons de l'agriculture américaine*, Flammarion, Paris.

Dupraz P., Latruffe L., 2015, « Trends in Family Labour, Hired Labour and Contract Work on French Field Crop Farms: The Role of the Common Agricultural Policy », *Food Policy*, vol. 51, p. 104-118.

EFAC, 2012, *Influence of Tax Regimes for Agricultural Businesses On Production Structures: A Comparative Analysis of Five European Countries: Germany, Belgium, Denmark, France and Netherlands,* rapport d'étude de l'*European Federation Agricultural Consultancy*, Bruxelles.

Elbaum M., Magnier A., Gosset G., Simon J., 2015, *La formation professionnelle continue des exploitants agricoles,* rapport IGAS-CGAAER, MAA, Paris.

Elyakime B., 2007, « Groupement d'employeurs agricoles : quelle aide publique locale ? », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 5, p. 861-880.

Epices, ADE, 2017, *Évaluation* ex post *du programme de développement rural hexagonal (PDRH)* – Programmation FEADER 2007/2013, rapport pour le MAA, cofinancé par le FEADER, Paris.

Escudier J.L., 2017, « L'emploi et la protection sociale dans l'agriculture au filtre des rapports de genre – Les salariés agricoles aux XIX^e^ et XX^e^ siècles », *Travail et emploi*, n° 149, Paris, p. 73-97.

EU KLEMS Consortium, 2007, *EU KLEMS Growth and Productivity Accounts*, version 1.0, partie 1, méthodologie, Groningen (Pays-Bas).

Eurostat, 2016, *Statistical Approaches to the Measurement of Skills,* Statistical Working Papers, Luxembourg.

Evrard P., Vedel G., 2003, *Développement agricole : réinventer le modèle à la française*, Cahiers n° 11, Club Demeter, Paris.

Fabre C., Moity-Maizi P., Cavalier J.-B., 2016, *Les espaces-tests agricoles : expérimenter l'agriculture avant de s'installer,* Coll. Analyse, n° 92, CEP, MAA, Paris.

Fall M., Roger M., 2008, « L'impact de la réforme de 1990 sur les décisions de départ à la retraite des exploitants agricoles français », *Revue d'études en agriculture et environnement*, n° 89, p. 29-53.

FAO, 2001, *The Economics of Conservation Agriculture*, Rome (Italie).

Faure G., Chiffoleau Y., Goulet F., Temple L., Touzard J.-M., 2018, *Innovation et développement dans les systèmes agricoles et alimentaires,* Quae, Versailles.

FEVAD, 2018, *Les chiffres clés,* Paris.

Filippi M., Frey O., 2015, « Le conseiller, une pièce maîtresse sur l'échiquier de la coopérative agricole », *Revue d'études en agriculture et environnement,* vol. 96 n° 3, p. 439-466.

Finley L., Chappell M.J., Thiers P., Moore J.R., 2017, « Does Organic Farming Present Greater Opportunities for Employment and Community Development than Conventional Farming? A Survey-based Investigation in California and Washington », *Agroecology and Sustainable Food Systems,* vol. 42, n° 5, p. 552-572.

Fischer H., Burton R., 2014, « Understanding Farm Succession as Socially Constructed Endogenous Cycles », *Sociologia Ruralis*, vol. 54, n° 4, p. 417-438.

Flamand J., 2016, *Dix ans de transitions professionnelles : un éclairage sur le marché du travail français,* Coll. Document de travail n° 2016-03, France Stratégie, Paris.

Fleuret M., Marlet A., 2014, « De la salle de traite au robot. Quels impacts ? », *Terra,* n° 449, p. 23-29.

FNEDT-CCMSA, 2015, *Rapport d'activité 2015 consolidé*, Paris.

Fouillée A., 1884, *La propriété sociale et la démocratie*, Hachette, Paris.

FRA, 2016, *Severe Labour Exploitation: Workers Moving Within or Into the European Union. States' Obligations and Victims' Rights,* rapport de l'Agence de l'Union européenne pour les Droits fondamentaux, Vienne (Autriche).

Fraisse-D'Olimpio S., 2009, *Les fondements théoriques du concept de capital humain (partie 1),* SES-ENS, http://ses.ens-lyon.fr/ses/articles/les-fondements-theoriques-du-concept-de-capital-humain-partie-1–68302 (consulté en mars 2019).

FRCivam-Bretagne, 2014, *Évaluation des impacts socio-économiques des circuits courts sur les territoires. Résultats de la recherche-action SALT,* rapport d'étude de la Fédération Régionale des Civam de Bretagne, Rennes.

Fuchs F., 2013, « L'autoconstruction du matériel fait germer un nouveau réseau », *Travaux et innovations*, n° 199, p. 17-19.

Fuglie K., 2015, « Accounting for Growth in Global Agriculture », *Bio-based and Applied Economics*, vol. 4 n° 3, p. 221-254.

Gafsi M., 2014, « Permanence de l'exploitation agricole familiale, une approche gestionnaire », *in* Gasselin P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F., Zasser S. (coord.), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre*, EDP Sciences, Coll. PROfil, Les Ulis, p. 45-63.

Gaillot B., Marty S., Molinier M.-L., 2018, *Le recours aux prestations rémunérées dans le réseau des chambres d'agriculture,* rapport du CGAAER, n° 17-119, MAA, Paris.

Gallon J., Gosset G., Gozard D., Ricard B., 2016, *Évaluation de la rénovation de la voie professionnelle dans l'enseignement agricole,* rapport du CGAAER, n° 15-117, MAA, Paris.

Gambino M., Laisney C., Vert J. (coord.), 2012, *Le monde agricole en tendances. Un portrait social prospectif des agriculteurs,* CEP, SSP, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, La Documentation française, Paris.

Garambois N., 2011, *Des prairies et des hommes. Les systèmes herbagers économes du bocage poitevin : agro-écologie, création de richesse et emploi en élevage bovin,* thèse d'agriculture comparée, AgroParisTech, Paris.

Garambois N., Devienne S., 2012, « Les systèmes herbagers économes. Une alternative de développement agricole pour l'élevage bovin laitier dans le bocage vendéen? », *Économie rurale*, n°330-331, p. 56-72.

Gasselin P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F., Zasser, S., 2015, *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre,* EDP Sciences, Coll. PROfil, Les Ulis.

Gassie J., Oudin B., 2017, *Comportements alimentaires de demain : les tendances à 2025 et leur diffusion aux acteurs de la filière,* Coll. Analyse, n°97, CEP, MAA, Paris.

Gault J., Marty S., Menard J.-N., Pringault J.-M., 2013, *Évaluation des mesures prises dans le cadre de la Loi d'orientation agricole de 2006 pour faciliter la transmission des exploitations agricoles et le financement des facteurs de production par des capitaux extérieurs,* rapport du CGAAER n° 12-064, MAA, Paris.

Gaunand A., Colinet L., Matt M., Joly P.-B., 2017, « Counting what Really Counts? Assessing the Political Impact of Science », *Journal of Technology Transfer*, p. 1-23.

Gédouin M., 2008, *Attentes, situations, perceptions par les éleveurs : état des lieux en Picardie,* Agro-Transfert, Ressources et Territoires.

Gendron C., Granger Y., 2017, *Foncier agricole : accaparement ou investissement ? La nécessaire évolution des outils de régulation,* rapport du CGAAER 16070, MAA, Paris.

Gerbaux F., Muller P., 1984, « La naissance du développement agricole en France », *Économie rurale*, n°159, p. 17-22, Paris.

Gereffi G., Fernandez-Stark K., 2011, *Global Value Chain Analysis: A Primer, Center on Globalization, Governance and Competitiveness (CGGC)*, Duke University, Durham (États-Unis).

Giannakis E., Bruggeman A., 2015, « The Highly Variable Economic Performance of European Agriculture », *Land Use Policy,* vol. 45, p. 26-35.

Gigonzac V., Breuillard É., Bossard C., Guseva-Canu I., Khireddine-Medouni I., 2017, *Caractéristiques associées à la mortalité par suicide parmi les hommes agriculteurs exploitants entre 2007 et 2011,* Santé Publique France, Saint-Maurice.

Gillet M., 1999, « Analyse sociologique des transmissions dites hors cadre familial », *Économie rurale*, n° 253, p. 87-90.

Giraud C., 2013, « Là où le célibat blesse. L'estimation du célibat en milieu agricole », *Revue d'études en agriculture et environnement,* vol. 94, n°4, p. 367-396.

Giraud C., Rémy J., 2014, « Être ou ne pas être agriculteur. Capital scolaire et devenir socioprofessionnel des fils d'agriculteurs », *in* Gasselin P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F. (coord.), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre,* EDP Sciences, Coll. PROfil, Les Ulis, pp.305-326.

Goetz S., Davlasheridze M., 2016, « State-Level Cooperative Extension Spending and Farmer Exits », *Applied Economic Perspectives and Policy*, vol. 39, n°1, p. 65-86.

Gohin A., Latruffe L., 2006, « The Luxembourg Common Agricultural Policy Reform and the European Food Industries: What's at Stake? », *Canadian Journal of Agricultural Economics*, vol. 54, p. 175–194.

Gorvan K., 2018, *Les statistiques des risques professionnels des non-salariés et des chefs d'exploitation agricoles.* Données nationales 2016, Coll. Études, MSA, Bobigny.

Goulet F., Hernandez V., 2011, « Vers un modèle de développement et d'identités professionnelles agricoles globalisés ? Dynamiques d'innovation autour du semis direct en Argentine et en France », *Revue Tiers Monde,* n°207, p. 115-132.

Goulet F., Pervanchon F., Contreau C., Cerf M., 2008, « Les agriculteurs innovent par eux-mêmes pour leurs systèmes de culture », *in* Reau R., Doré T. (coord.), *Systèmes de culture innovants et durables : quelles méthodes pour les mettre au point et les évaluer ?,* Éducagri, Dijon, p. 53-69.

Grandjean A., Courleux F., Wepierre A.-S., Dedieu M.-S., 2016, *L'agriculture familiale en France métropolitaine : éléments de définition et quantification,* Coll. Analyse, n°90, CEP, MAA, Paris.

Granié A.-M., Terrieux A, 2014, « Tu fais de l'agriculture de service-s... Parce que tu es une femme ou parce que tu as une ferme ? », *Pour,* n° 221, Paris, p. 143-148.

Green M., Maynard R. 2006. « The Employment Benefits of Organic Farming », *Aspects of Applied Biology,* vol. 79, p. 51-55.

Greenville J., Kawasaki K., Beaujeu R., 2017a, *A Method for Estimating Global Trade in Value Added within Agriculture and Food Value Chains,* Coll. OCDE Food, Agriculture and Fisheries Papers, n°99, Éditions OCDE, Paris.

Greenville J., Kawasaki K., Beaujeu R., 2017b, *How Policies Shape Global Food and Agriculture Value Chains,* Coll. OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers, n°100, Éditions OCDE, Paris.

Greenville J., Kentaro K., Jouanjean M.-A., 2019, *Dynamic Changes and Effects of Agro-Food GVCs,* Coll. OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers, n°119, Éditions OCDE, Paris.

Griffon M., 2013, *Qu'est ce que l'agriculture écologiquement intensive ?*, Quae, Versailles.

Grimonprez B., 2014, « La coexploitation agricole », *in* Zalewski-Sicard, V. (coord.), *Mélanges en l'honneur du professeur Raymond Le Guidec,* Lexis Nexis, Paris.

Grosset J., Cieutat B., 2015, *Les travailleurs détachés,* avis du Conseil économique, social et environnemental, Paris.

Gubian A., 2017, *La mesure du travail dissimulé et ses impacts pour les finances publiques,* rapport du groupe de travail du CNIS, n°142, Conseil national de l'information statistique, Paris.

Guenin A.-M., 2009, « Quand l'ingéniosité de l'utilisateur tire profit de l'ingénierie industrielle », *Documents pour l'histoire des techniques,* n°17, p. 117-133.

Guillou M., Guyomard H., Huyghe C., Peyraud J.-L., 2013, *Le projet agro-écologique. Vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement,* rapport pour le ministre de l'Agriculture, MAAF, Paris.

Halpern L., Koren M., Szeidl A., 2015, « Imported Inputs and Productivity », *American Economic Review 2015,* vol. 105, n°12, p. 3660-3703.

Hanus A., Kervarec F., Strosser P., Saint-Pierre C., Hanus G., 2018, « Évaluation des paramètres de l'Indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) : principaux résultats et spécificités territoriales 2007-2014 », *NESE,* n°43, MAA, Paris.

Hanus A., Kervarec F., Strosser P., Saint-Pierre C., Hanus G., Forget V., 2017, *Évaluation des paramètres de l'Indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) : principaux résultats*, Coll. Analyse, CEP, MAA, n°106, Paris.

Harff Y., Lamarche H., 1998, « Le travail en agriculture : nouvelles demandes, nouveaux enjeux », *Économie rurale*, n°244, p. 3-11.

Hebrard L., 2001, *Le développement des services agricoles. Une sous-traitance spécialisée au service des agriculteurs,* Coll. INSEE Première, n°817, INSEE, Paris.

Heisey P., Fuglie K., 2018, *Agricultural Research Investment and Policy Reform in High-Income Countries,* Economic Research Report, n°249, ERS-USDA Washington D.C.

Helming J., Tabeau A., 2018, « The Economic, Environmental and Agricultural Land Use Effects in the European Union of Agricultural Labour Subsidies under the Common Agricultural Policy », *Regional Environmental Change,* vol. 18, n°3, p. 763-773.

Hennessy T. C., Rehman T., 2008, « Assessing the Impact of the 'Decoupling' Reform of the Common Agricultural Policy on Irish Farmers' Off-farm Labour Market Participation Decisions », *Journal of Agricultural Economics,* vol. 59, n°1, p. 41-56.

Hérault B., 2016, *La population paysanne : repères historiques,* Coll. Document de travail du CEP, n°11, MAA, Paris.

Hervieu B., Bour-Desprez B., Buer J.-L., Cascarano J.-L., Dreyfus F., Gosset G., 2014, *Évaluation de la politique de développement agricole,* rapport du CGAAER, MAAF, Paris.

Hervieu B., Purseigle F., 2013, *Sociologie des mondes agricoles,* Armand Colin, Paris.

Hervieu B., Purseigle F., 2009, « Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation », *Études rurales,* n° 183, p. 177-200.

Hostiou N., Chauvat S., Cournut S. 2014, « Faire face à des questions de travail : les leviers mobilisés par des éleveurs laitiers » *in* Gasselin P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F. (coord.), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre,* EDP Sciences, Coll. PROfil, Les Ulis, p. 125-144.

Hostiou N., Fagon J., Chauvat S., Turlot A., Kling F., Boivin X., Allain, C., 2017, « Impact of Precision Livestock Farming on Work and Human-Animal Interactions on Dairy Farms. A Review », *Bioscience, Biotechnology and Biochemistry*, n° 21, p. 1-8.

Huffman W.E., 2000, *Human Capital, Education and Agriculture,* Economic Staff Paper Series, n° 341, Iowa State University, Ames (États-Unis).

Hugonnet M., Devienne S., 2017, « Systèmes laitiers herbagers en Nouvelle-Zélande : perte d'autonomie et nouvelles logiques de développement agricole », *Fourrages,* n° 232, p. 309-320.

Humphrey J., Schmitz H., 2002, « How Does Insertion in Global Value Chains Affect Upgrading in Industrial Clusters? », *Regional Studies,* vol. 36, n° 9, p. 16.

Idele, 2016, *Élevage laitier de précision,* http://idele.fr/presse/publication/idelesolr/recommends/robots-de-traite-le-deploiement-continue.html (consulté en août 2018).

IFOP, 2018, *Baromètre d'image des agriculteurs,* https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3978-1-study_file.pdf. (consulté en décembre 2018)

INRA, 2013a, *Vers des agricultures à haute performance (vol. 1). Analyse des performances de l'agriculture biologique,* étude réalisée pour le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, Paris.

INRA, 2013b, *Vers des agricultures à haute performance (vol.3). Évaluation des performances de pratiques innovantes en agriculture conventionnelle,* étude réalisée pour le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, Paris.

INSEE, 2018, *Formations et emploi,* édition 2018, Coll. INSEE Références, INSEE, Montrouge.

INSERM, 2013, *Pesticides : effets sur la santé,* synthèse et recommandations de l'expertise collective INSERM, Paris.

Jacques-Jouvenot D., 2014, « Une hypothèse inattendue à propos du suicide des éleveurs : leur rapport aux savoirs professionnels », *Études rurales*, n° 193, p. 45-60.

Jacques-Jouvenot D., 1997, *Le choix du successeur,* L'Harmattan, Paris.

Jacques-Jouvenot D., Laplante J.-J., 2009, *Les maux de la terre,* L'Aube, La Tour d'Aigues.

James H.S., Hendrickson M.K., Howard P.H., 2013, « Networks, Power and Dependency in the Agrifood Industry », *in* James H.S (coord.), *The Ethics and Economics of Agrifood Competition*, Springer Netherlands, Dordrecht, p. 99-126.

Jeanneaux P., 2018, « Agriculture numérique : quelles conséquences sur l'autonomie de la décision des agriculteurs ? », *Agronomie, environnement et sociétés,* vol.8, n° 1, Paris.

Jégou V., 2008, « La distribution clé en main : le choix de l'automotrice en CUMA », *Cap élevage,* n° 29, p. 18-19.

Jégouzo G., 1972, « L'ampleur du célibat chez les agriculteurs », *Économie et statistique,* n° 34, INSEE, Paris, p. 13-22.

Join-Lambert M.-T. (coord.), 1994, *Politiques sociales,* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, Paris.

Jolly C., Prouet E., 2016, *L'avenir du travail : quelles redéfinitions de l'emploi, des statuts et des protections ?,* Coll. Document de travail, France Stratégie, Paris.

Joly P.-B., Lemarié S., 2000, « Cinquante ans d'innovation en agriculture : quelques enseignements des approches socio-économiques », *Économie rurale,* n° 255-256, p. 86-97.

Joly P.-B., Rip A., Callon M., 2015, « Réinventer l'innovation », *InnovatiO,* n° 1, en ligne : http://innovacs-innovatio.upmf-grenoble.fr/index.php?id=252 (consulté en août 2018).

Jouvet L., 2012, « Le dilemme cornélien des producteurs laitiers en cessation précoce d'activité », *in* Jacques-Jouvenot D., Vielle Marchiset G. (coord), *Socio-anthropologie de la transmission,* L'Harmattan, Paris.

Kalainathan D., Goudet O, Caillou P., Sebag M., Tubaro P., Bourdu E., Weil T., 2017, *Portraits de travailleurs. Comprendre la qualité de vie au travail,* Presses des Mines, Paris.

Karlsson J.O., 1999, Rapport spécial n° 1/99 relatif à l'aide au lait écrémé et au lait écrémé en poudre destinés à l'alimentation animale, accompagné des réponses de la Commission, rapport spécial, n° 1999/C 147/01, Cour des comptes européenne, Luxembourg.

Keeley B., 2007, *Le capital humain : comment le savoir détermine notre vie,* Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris.

Khireddine-Medouni I., Breuillard É., Bossard C., 2016, *Surveillance de la mortalité par suicide des agriculteurs exploitants. Situation 2010-2011 et évolution 2007-2011,* rapport de Santé publique France, Saint-Maurice.

Kirsch A., 2017, *Politique agricole commune, aides directes à l'agriculture et environnement : analyse en France, en Allemagne et au Royaume-Uni,* thèse de doctorat, université de Bourgogne.

Klingelschmidt J., Chastang J.-F., Khireddine-Medouni I., Chérié-Challine L., Niedhammer I., 2018, « Mortalité par suicide des salariés affiliés au régime agricole en activité entre 2007 et 2013 : description et comparaison à la population générale », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire,* vol. 27, p. 549-555.

Knierim A., Boenning K., Caggiano M., Cristóvão A., Dirimanova V., Koehnen T., Labarthe P., Prager K., 2015, « The AKIS Concept and its Relevance in Selected EU Member States », *Outlook on Agriculture,* vol. 44, n° 1, p. 29-36.

Kolstrup C., Kallioniemi M., Lundqvist P., Kymäläinen H. R., Stallones L., Brumby S., 2013, « International Perspectives on Psychosocial Working Conditions, Mental Health, and Stress of Dairy Farm Operators », *Journal of Agromedicine,* vol. 18, n° 3, p. 244-255.

Koning C. de, 2010, *Automatic Milking. Common Practice on Dairy Farms, The First North American Conference on Precision Dairy Management,* Rochester (États-Unis).

Kroll J.C., Trouvé A., Deruaz M., 2010, *Quelle perspective de régulation après la sortie des quotas ?,* rapport d'étude pour le MAA, Paris.

La France Agricole, 2017, « Robot de traite. Quand le stress pousse à l'abandon », *24 août*.

Laband D., Lentz B., 1983, « Occupational Inheritance in Agriculture », *American Journal of Agricultural Economics,* vol. 65, n° 2, p. 311-314.

Labarthe P., 2014, *AKIS and Advisory Services in France. Report for the AKIS Inventory (WP3) of the PRO AKIS Project,* PROAKIS.

Labarthe P., 2005, « Trajectoires d'innovation des services et inertie institutionnelle : dynamique du conseil dans trois agricultures européennes », *Géographie, économie, société,* vol. 7, n° 3, p. 289-311.

Labarthe P., Laurent C., 2013, « Privatization of Agricultural Extension Services in the EU: Towards a Lack of Adequate Knowledge for Small-Scale Farms? », *Food Policy,* vol. 38, p. 240-252.

Lacombe C., Couix N., Hazard L., 2018, « Designing Agroecological Farming Systems with Farmers: A Review », *Agricultural Systems,* vol. 165, p. 208-220.

Lagrave R.-M., 1983, « Bilan critique des recherches sur les agricultrices en France », *Études rurales,* n° 92, Paris, p. 9-40.

Lagrave R.-M., 1996, « Appropriation et gestion masculines du métier d'agriculteur », *Revue des sciences sociales de la France de l'Est*, n° 23, p. 165-170.

Lainé F., 2018, *Situations de travail, compétences transversales et mobilité entre les métiers,* Coll. Document de travail n° 2018-03, France Stratégie, Paris.

Lairot V., 2018a, *Les femmes dans l'agriculture - situation au 1er janvier 2016,* Coll. Études, MSA, Bobigny.

Lairot V., 2018b, *Les exploitants et entrepreneurs agricoles en 2016,* Coll. Études, MSA, Bobigny.

Laitalainen E., Silvasti T., Vesala K. M., 2008, « Attributions and Emotional Well-Being: Giving Up Farming in Finland », *Rural Society,* vol. 18, n° 1, p. 28-36.

Lamine C., 2011, « Anticiper ou temporiser : injonctions environnementales et recompositions des identités professionnelles en céréaliculture », *Sociologie du travail,* n° 53, p. 75-92.

Lang A., Perrot C., Dupraz P., Tregaro Y., Rosner P.-M., 2015, *Les emplois liés à l'élevage français,* GIS Élevages demain, Paris.

Langlois-Bourquelot F., 1991, « Les syndicats de salariés de la production agricole : la conquête de l'égalité sociale », *Économie rurale,* n° 201, Paris, p. 12-15.

Lanouzière H., 2012, *Prévenir la santé et la sécurité au travail. Tome 1: Démarche générale, lieux et équipements,* Éditions Lamy, Paris.

Latruffe L., 2010, *Competitiveness, Productivity and Efficiency in the Agricultural and Agri-Food Sectors,* OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers, n° 30, Éditions OCDE, Paris.

Latruffe L., Dupuy A., Desjeux Y., 2013, « What Would Farmers' Strategies Be in a No-CAP Situation? An Illustration from Two Regions in France », *Journal of Rural Studies,* vol. 32, p. 10-25.

Laurent C., 2015, « L'agriculture méditerranéenne française entre multifonctionnalité et dumping social », *Le Courrier de l'environnement de l'INRA,* vol. 65, n° 65, p. 123-134.

Laurent C., Cerf M., Labarthe P., 2006, « Agricultural Extension Services and Market Regulation: Learning from a Comparison of Six EU Countries, », *The Journal of Agricultural Education and Extension,* vol. 12, n° 1, p. 5-16.

Laurent C., Rémy J., 2000, « L'exploitation agricole en perspective », *Le Courrier de l'environnement de l'INRA,* n° 41, p. 5-22.

Le Blanc J., 2011, « Installation agricole : nouveaux profils, nouvel accompagnement », *Pour*, n° 5, p. 137-143.

Le Monde, 2017, « Libye : des migrants vendus aux enchères comme esclaves », 16 Novembre.

Le Mouël C., 2016, *Agrimonde-Terra Foresight: Land Use and Food Security in 2050. Technical report. Scenarios' simulation results,* CIRAD - INRA, Paris.

Le Rohellec C., 2008, « Efficacité économique des systèmes laitiers herbagers en agriculture durable (RAD) : une comparaison avec le RICA », *Fourrages,* n° 193, p. 107-113.

Legifrance, *Loi n° 85-772 du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social.*

Leonard B., Kinsella A., O'Donoghue C., Farrell M., Mahon M., 2017, « Policy Drivers of Farm Succession and Inheritance », *Land Use Policy,* vol. 61, p. 147-159.

Lerbourg J., 2015, *La transmission des exploitations,* Coll. Agreste Les Dossiers, n° 29, MAA, Paris.

Lerbourg J., Dedieu M.-S., 2016, *L'équipement des exploitations agricoles - Un recours à la propriété moins marqué pour les machines spécialisées,* Coll. Agreste Primeur, n° 334, MAA, Paris.

Lesage M., Bidaud F., Claquin P., 2016, *Rapport Homme-Animal : évolutions passées et enjeux d'avenir,* Coll. Analyse, n° 96, CEP, MAA, Paris.

Lhommeau B., Michel C., 2018, *Changer de métier : quelles personnes et quels emplois sont concernés ?*, Coll. Dares Analyses, DARES, n° 49, ministère du Travail, Paris.

Lobley M., Baker J., Whitehead I., 2016, « Farm Succession and Retirement: Some International Comparisons », *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development,* vol. 1, n° 1, p. 49-64.

Lobley M., Butler A., Reed M., 2009, « The Contribution of Organic Farming to Rural Development. An Exploration of the Socio-economic Linkages of Organic and Non-organic Farms in England », *Land Use Policy,* vol. 26, n° 3, p. 723-735.

Lobley M., Reed M., Butler A., Courtney P., Warren M., 2005, *The Impact of Organic Farming on the Rural Economy in England,* rapport final pour le Defra, CRR Research Report, Londres.

Lucas V., Gasselin P., 2018, « Gagner en autonomie grâce à la Cuma. Expériences d'éleveurs laitiers français à l'ère de la dérégulation et de l'agroécologie », *Économie rurale*, vol. 364, p. 73-89.

Lucas V., Gasselin P., Van Der Ploeg J. D., 2018, « Local Inter-Farm Cooperation: A Hidden Potential for the Agroecological Transition in Northern Agricultures », *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 43, n° 2, p. 1-35.

Lusson J.-M., Coquil X., Frappat B., Falaise D., 2014, « 40 itinéraires vers des systèmes herbagers ; comprendre les transitions pour mieux les accompagner. », *Fourrages*, n° 219, p. 213–220.

M'barek R., Barreiro-Hurle J., Boulanger P., Caivano A., Ciaian P., Dudu H., Espinosa M., Fellmann F., Ferrari E., Gomez y Paloma S., Gorrin Gonzalez C.,Himics M., Louhichi K., Perni A., Philippidis G., Salputra G., Witzke P., Genovese G., 2017, *Scenar 2030 - Pathways for the European agriculture and Food Sector Beyond 2020,* Bureau des publications de l'Union européenne, Luxembourg.

MAA, 2017, *La PAC en un coup d'œil,* communication, Paris.

Madelrieux S., Dassé F., 2015, *Transformations des conditions de travail en élevage et santé des éleveurs,* 4e Rencontres nationales travail en élevage, Dijon, p. 19-22.

Madelrieux S., Dupre L., Hostiou N., Barbosa T., Burlamaqui Bendahan A., Tourrand J.-F., 2010, « Liens entre salariat et activité agricole ; itinéraires professionnels de salariés d'élevage », *Cahiers Agricultures,* vol. 19, n° 5, p. 354-358.

Mahé M., Claquin P., Hérault B., Lévêque M., 2017, *Prospective des métiers, qualifications et emplois liés à l'enseignement technique agricole,* rapport de prospective du CEP, MAA.

Mahé M. (coord.), Jacques-Jouvenot D., Gloker O., Quelin C., 2019, « La mobilité professionnelle des agriculteurs », *NESE,* CEP, MAA, Paris, à paraître.

Mahé M. (coord.), Perron D., Ramanantsoa J., 2019, « Politiques et dispositifs fiscaux et sociaux impactant l'emploi agricole », Coll. Document de travail du CEP, MAA, Paris, à paraître.

Mahé T., Lerbourg J. 2012, *Des agriculteurs bio diplômés, jeunes et tournés vers les circuits courts,* Coll. Agreste Primeur, n° 284, MAA, Paris.

Malezieux R., Menasseyre R., 1963, L*e droit du travail en agriculture,* Berger-Levrault, Paris.

Manos B., Bournaris T., Chatzinikolaou P., Berbel J., Nikolov D., 2013, « Effects of CAP Policy on Farm Household Behaviour and Social Sustainability », *Land Use Policy*, vol. 31, p. 166-181.

Manos B., Bournaris T., Chatzinikolaou P., Papathanasiou J., 2009, « Evaluation of Tobacco Cultivation Alternatives under the EU Common Agricultural Policy », *Journal of Policy Modeling*, vol. 31, n° 2, p. 225-238.

Mansholt S., 1968, *Memorandum sur la réforme de l'agriculture dans la Communauté Économique Européenne,* Commission des communautés européennes, Bruxelles.

MAP, 2008, *Bilan de santé de la PAC; mise en œuvre pour une PAC préventive, juste et durable, communication,* ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Paris.

Marchand O., Thélot C., 1997, *Le travail en France,* 1800-2000, Nathan, Paris.

Marsh S.P., Pannell D. J., 2000, « Agricultural Extension Policy in Australia: the Good, the Bad, and the Misguided », *Australian Journal of Agricultural and Resource Economics*, vol. 44, n° 4, p. 1-23.

Masero J., 2016, *La formation des exploitants agricoles,* Coll. Agreste Primeur, n° 335, MAA, Paris.

Massat F., Bastian J.-P., Saillant S., 2015, *Missions de contrôle en agriculture,* rapport au Premier Ministre.

Massis D., Hild F., 2016, *La pratique de l'agriculture biologique créatrice d'emploi ? Une évaluation de l'impact du bio sur la quantité de travail agricole,* Coll. Agreste Les Dossiers, n°35, MAA, Paris.

Mauss M., 1923, éd. 2001, *Sociologie et anthropologie,* Presses universitaires de France, Paris.

Mazoyer M., Roudart L.,1997, *Histoire des agricultures du monde,* Seuil, Paris.

McElwee G., Bosworth G., 2010, « Exploring the Strategic Skills of Farmers across a Typology of Farm Diversification Approaches », *Journal of Farm Management,* vol.13, n°12, p. 819-838.

McKenzie F., 2013, « Farmer-Driven Innovation in New South Wales, Australia », *Australian Geographer,* vol. 44, n°1, p. 81-95.

Meiffren O., Luitaud C.-M., Legendre V., 2018, *Analyse du commerce par Internet de denrées alimentaires animales ou d'origine animale,* rapport d'étude Blezat Consulting et ABCIS pour le MAA, Paris.

Meissner C. M., 2014, « Growth from Globalization? A View from the Very Long Run », *in* Aghion P., Durlauf S. (coord.), *Handbook of Economic Growth,* edition 1, vol. 2, Elsevier, p. 1033-1069.

Melitz M., 2003, « The Impact of Trade on Intra-Industry Reallocations and Aggregate Industry Productivity », *Econometrica,* vol. 71, n°6, p. 1695-1725.

Mésini B., 2008, « Contentieux prud'homal des étrangers saisonniers dans les Bouches-du-Rhône », *Études rurales,* n°2, p. 121-138.

Messori M., 1985, « Innovation et profit chez Marx, Schumpeter et Keynes », *Cahiers d'économie politique,* n°10 et 11, p. 229-256.

Midler E., Depeyrot J.-N., Détang-Dessendre C., 2019, *Performance environnementale des exploitations agricoles et emploi,* Coll. Document de travail du CEP, MAA, Paris, à paraître.

Milczarek-Andrzejewska D., Zawalińska K., Czarnecki A., 2018, « Land-use Conflicts and the Common Agricultural Policy: Evidence from Poland », *Land Use Policy,* vol. 73, p. 423-433.

Miroudot S., Ragoussis A., 2009, *Vertical Trade, Trade Costs and FDI,* Coll. Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale, n°89, Éditions OCDE, Paris.

Mishra A.K., El-Osta H.S., Shaik S., 2010, « Succession Decisions in US Family Farm Businesses », *Journal of Agricultural and Resource Economics*, vol. 35, n°1, p. 133-152.

Moine M., 2016, *Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA). Résultats 2015 et estimations 2016,* Coll. Agreste Chiffres et données, Agriculture, n°238, MAA, Paris.

Moine M., 2018, *Le bilan annuel de l'emploi agricole : résultats 2016 et estimations 2017,* Coll. Agreste Chiffres et Données - Série Agriculture, n°253, MAA, Paris.

Monso O., 2006, *Changer de groupe social en cours de carrière. Davantage de mobilité depuis les années quatre-vingt,* Coll. INSEE Première, n° 1112, INSEE, Paris.

Montgolfier A. de (rapporteur général), Houpert A. et Botrel Y. (rapporteurs spéciaux), 2017, Rapport général – Tome III *Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales* – Annexe n° 3 Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales, rapport général n° 108 de la session ordinaire de 2017-2018 fait au nom de la Commission des finances, Sénat, Paris.

Moreiro L., 2017 « Appropriation de technologies et développement durable ; l'exemple de la viticulture de précision », *Innovations,* n°54, p. 97-122.

Morice A., 2008, « Quelques repères sur les contrats OMI et ANAEM », *Études rurales,* n° 182, p. 61-68.

Morice A., Michalon B., 2008, « Les migrants dans l'agriculture ; vers une crise de main-d'œuvre ? Introduction », *Études rurales* n°182, Paris, p. 9-28.

Morison J., Hine R., Pretty J., 2005, « Survey and Analysis of Organic Farms in the UK and Republic of Ireland », *International Journal of Agricultural Sustainability,* vol. 3, n°1, p. 24-43.

Mottaleb K.-A., Rahut D.-B., Ali A., Gérard B., Erenstein O., 2017, « Enhancing Smallholder Access to Agricultural Machinery Services: Lessons from Bangladesh », T*he Journal of Development Studies,* vol. 53, n°9, p. 1502-1517.

Mounier A., 1992, *Les théories économiques de la croissance agricole,* INRA Economica, Paris.

Mouriaux M.F., 2005, « Groupement d'employeurs et portage salarial ; salariés à tout prix? », *Connaissance de l'emploi*, vol. 19.

MSA, à paraître, *Les statistiques des risques professionnels des salariés agricoles – Données nationales 2016,* Coll. Études, MSA, Bobigny.

MSA, 2018a, *Population active agricole. La part des femmes en agriculture en 2016,* Coll. Infostat, MSA, Bobigny.

MSA, 2018b, *Chiffres utiles de la MSA,* MSA, Bobigny.

MSA, 2018c, *Le recul démographique des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole s'amplifie et les revenus agricoles progressent modérément,* Infostat, MSA, Bobigny.

Muller P., 1984, *Le technocrate et le paysan : essai sur la politique française de modernisation de l'agriculture de 1945 à nos jours,* Éditions de l'Atelier, Paris.

Mundler P., Guermonprez B., Jauneau J.-C., Pluvinage J., 2010, « Les dimensions territoriales de la restructuration laitière », *Géographie, économie, société,* vol. 12, n°2, p. 161-180.

Mundler P., Rémy J., 2012, « L'exploitation familiale à la française : une institution dépassée ? », *L'Homme et la Société,* vol. 1-2, n° 182-184, Paris, p. 161-179.

Muro M.M., 2016, *Recogiendo naranjas sin morir en el intento,* 9e journées de sociologie de l'Universidad Nacional de La Plata, Ensenada, Argentine, 5-7 décembre 2016.

Navarrete M., 2009, « How Do Farming Systems Cope With Marketing Channel Requirements in Organic Horticulture? The case of Market-gardening in Southeastern France », *Journal of Sustainable Agriculture,* vol. 33, n° 5, p. 552-565.

Neindorf B., 2018, « World's First Hands-Free Crop Planted Grown Harvested in the UK », *ABC Rural,* 26 février.

Nguyen G., Lepage F., Purseigle F., 2017, « L'entrée de capitaux externes dans les exploitations agricoles. Une facette méconnue des agricultures de firme en France », *in* Purseigle F., Nguyen G., Blanc P. (coord.), *Le nouveau capitalisme agricole,* Presses de Sciences Po, Paris, p. 65-96.

Nguyen G., Purseigle F., 2012, « Les exploitations agricoles à l'épreuve de la firme. L'exemple de la Camargue », *Études rurales,* n° 190, p. 99-118.

Nguyen G., Purseigle F., Legagneux B., Brailly J., 2019, « Sous-traitance et agriculture : les recompositions en cours », *NESE,* MAA, à paraître.

Nicourt C., 2014, « Le lent dévoilement du travail des agricultrices », *VertigO - La revue électronique en sciences de l'environnement,* vol. 14, n°1, Montréal, https://journals.openedition.org/vertigo/14731 (consulté en mars 2019).

Nicourt C., 2013, *Être agriculteur aujourd'hui. L'individualisation du travail des agriculteurs,* Quae, Versailles.

Nicourt C., Souron O., 1989, « Incidences de quelques innovations techniques sur les conditions de travail des agriculteurs », *Économie rurale,* n°192-193, p. 110-114.

Nye C., 2018, « The "Blind Spot" of Agricultural Research: Labour Flexibility, Composition and Worker Availability in the South West of England », *Cahiers Agriculture*, vol. 27, n°3.

Observatoire des usages de l'agriculture numérique, 2017, « Usages de la télédétection en agriculture. Campagne 2016 », en ligne, http://agrotic.org/observatoire/2017/02/07/tableau-de-bord-des-usages-de-la-teledetection/ (consulté en mars 2019).

OCDE, 2016, *Pratiques de gestion des exploitations agricoles favorisant la croissance verte,* Coll. Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris.

OCDE, 2015, *Promouvoir la croissance verte en agriculture : Rôle de la formation, du conseil et de la vulgarisation,* Coll. Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris.

OCDE, 2014, *L'Évaluation des compétences des adultes : manuel à l'usage des lecteurs,* Éditions OCDE, Paris.

OCDE, 2013a, *OECD Employment Outlook 2013,* Éditions OCDE, Paris.

OCDE, 2013b, *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains,* Éditions OCDE, Paris.

OCDE, 2005, *Fiscalité et sécurité sociale – Le secteur agricole,* Éditions OCDE, Paris.

OCDE, Eurostat, 2005, *Manuel d'Oslo. Principes directeurs proposés pour le recueil et l'interprétation des données sur l'innovation technologique,* 3e édition, Coll. La mesure des activités scientifiques et technologiques, Éditions OCDE, Paris.

Offerman F., Nieberg H., 2000, *Economic Performance of Organic Farms in Europe, Coll. Organic Farming in Europe, Economics and Policy,* vol. 5, University of Hohenheim, Stuttgart (Allemagne).

Ohlin B., 1933, *Interregional and International Trade,* Harvard University Press, Cambridge (Angleterre).

OIT, 2017, *Global Estimates of Modern Slavery. Forced labour and Marriage,* rapport de l'Organisation internationale du travail, Genève (Suisse).

OIT, 2014, *Profits of Poverty: The Economics of Forced Labour,* rapport de l'Organisation internationale du travail, Genève (Suisse).

Olivier-Salvagnac V., Legagneux B., 2012, « L'agriculture de firme : un fait émergent dans le contexte agricole français ? », *Études rurales,* n° 190, p. 77-98.

Olper A., Curzi D., Raimondi V., 2015, *Import Penetration, Intermediate Inputs and Firms' Productivity in the EU Food Industry,* communication lors des rencontres annuelles de l'Allied Social Sciences Association, Boston, 3-5 janvier 2015 (États-Unis).

Olper A., Raimondi V., Cavicchioli D., Vigani M., 2014, « Do CAP Payments Reduce Farm Labour Migration? A Panel Data Analysis Across EU Regions », *European Review of Agricultural Economics,* vol. 41, n° 5, p 843-873.

Orefice G., Di Comite F., Nocco A., 2018, « Trade Liberalization and the Wage Gap: the Role of Vertical Linkages and Fixed Costs », *Review of World Economics,* vol. 154, n° 1, p. 75-115.

Paillard S., Treyer S., Dorin B. (coord), 2010, *Agrimonde : scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050,* Quae, Versailles.

Palumbo L., Sciurba A., 2018, *The Vulnerability to Exploitation of Women Migrant Workers in Agriculture in the EU: the Need for a Human Rights and Gender Based Approach,* rapport d'étude pour le Parlement européen, Bruxelles.

Paranthoën J.-B., 2014, « Déplacement social et entrées en agriculture. Carrières croisées de deux jeunes urbains devenus maraîchers », *Sociétés contemporaines,* 2014/4, n° 96, p. 51-76.

Péchuzal Y., Rubin B., Deraedt M., Coueffé D., 2017, *Étude des systèmes de production d'avenir pour le lait de vache français,* Coll. Les Études de FranceAgriMer, FranceAgriMer, Montreuil-sous-Bois.

Perron D., 2016, *Critique de la pensée agricole. De la modernité technique comme mode d'enfermement économique,* L'Harmattan, Paris.

Perrot C., Barbin G., Bossis N., Champion F., Morhain B., Morin E., 2013, *L'élevage d'herbivores au recensement agricole 2010,* Coll. Dossiers Économie de l'Élevage, n° 440-441, Institut de l'élevage, Paris.

Perrot C., Caillaud D., Chambaut H., 2013, *Économies d'échelle et économies de gamme en production laitière. Analyse technico-économique et environnementale des exploitations de polyculture-élevage,* rapport d'étude, MAA, Paris.

Perrot C., Chatellier V., Gouin D.-M., Richard M., You G., 2018, « Le secteur laitier français est-il compétitif face à la concurrence européenne et mondiale ? », *Économie rurale,* n° 364, p. 109-127.

Perrot C., Le Doare C., Depeyrot J.-N., 2018, *Exploitations laitières françaises : une diversité en mouvement,* Rencontres Recherches Ruminants, 25e édition, Paris, INRA-Institut de l'élevage.

Perrot C., Mottet A., You G., 2011, *Les modèles laitiers européens du nord de l'UE à l'épreuve de la volatilité,* Rencontres Recherches Ruminants, 18e édition, Paris, INRA Institut de l'élevage.

Perrot M., 1994, « Les aspirations des jacistes et la transformation de l'image et du statut des femmes en milieu rural (1933-1962) », *in* Chombart de Lauwe P.-H., Augé M. (coord.), *Les Hommes, leurs espaces et leurs aspirations ; hommage à Paul-Henry Chombart de Lauwe,* L'Harmattan, Paris, p. 193-203.

Petel A.-L., Potier D. (rapporteurs), 2018, *Mission d'information commune sur le foncier agricole,* rapport d'information n° 1460, Assemblée nationale, Paris.

Petit M., 1984, « Vulgarisation et développement, un réexamen de la problématique », *Économie rurale,* n° 159, p. 4-10, Paris.

Petit M., 1975 , « Évolution de l'agriculture et caractère familial des exploitations agricoles », *Économie rurale,* n° 106, p. 45-55.

Petit S., 2014, « Faut-il absolument innover ? À la recherche d'une agriculture d'avant-garde », *Courrier de l'environnement de l'Inra,* n° 65, p.19-28.

Petitgenêt M., 2010, *Étude des performances lors des transitions vers l'agriculture biologique dans des systèmes arboricoles en région PACA,* mémoire d'ingénieur, ENITAB, Bordeaux.

Petrick M., Zier P., 2012, « Common Agricultural Policy Effects on Dynamic Labour Use in Agriculture », *Food Policy*, vol. 37, n° 6, p. 671-678.

Petrick M., Weingarten P., 2004, *The role of agriculture in Central and Eastern European rural development: engine of change or social buffer?*, Coll. Studies on the Agricultural and Food Sector in Central and Eastern Europe, n° 25, Halle, Leibniz Institute of Agricultural Development in Transition Economies (IAMO).

Pew Research Center, 2014, *Faith and Skepticism about Trade, Foreign Investment*, Washington (États-Unis).

Piet L., 2019, « Concentration des exploitations agricoles et emplois », *NESE,* MAA, à paraître.

Piet L., Latruffe L., Le Mouël C., 2012, « How do Agricultural Policies Influence Farm Size Inequality? The Example of France », *European Review of Agricultural Economics,* vol. 39, n° 1, p. 5-28.

Piet L., Saint-Cyr L.D.F, 2018, « Projection de la population des exploitations agricoles françaises à l'horizon 2025 », *Économie rurale,* n° 365, p. 117-131.

Pietola K., Väre M., Landsik A.O., 2003, « Timing and Type of Exit from Farming: Farmers' Early Retirement Programmes in Finland », *European Review of Agricultural Economics,* vol. 30, n° 1, p. 99-116.

Piketty T., Saez E., 2014, « Inequality in the Long Run », *Science,* vol. 344, n° 6186, p. 838-843.

Piketty T., Saez E., 2006, « The Evolution of Top Incomes: A Historical and International Perspective », *American Economic Review,* vol. 96, n° 2, p. 200-206.

Pimentel D., Hepperly P., Hanson J., Douds D., Seidel R., 2005, « Environmental, Energetic, and Economic Comparisons of Organic and Conventional Farming Systems », *BioScience,* vol. 55, n° 7, p. 573-582.

Pindado E., Sánchez M., 2018, « Growth-Oriented New Agricultural Ventures : the Role of Entrepreneurial Resources and Capabilities under Convergence Forces », *European Review of Agricultural Economics jby039,* p. 1-34.

Plan O., Bontron J.-C., 2014, « Les rapports de sexe dans l'exploitation familiale agricole en France. De l'ombre à la reconnaissance, de l'assujettissement aux droits propres, de ce qu'il reste à faire… », *Pour,* n° 222, Paris, p. 87-100.

Pochon A., 2002, *La prairie temporaire à base de trèfle blanc,* Cedapa, Plérin.

Pollet P., 2014, « De l'exploitation familiale à l'entreprise agricole », *in* Nauze-Fichet E., Tagnani S. (coord.), *Trente ans de vie économique et sociale,* Coll. Insee Références, INSEE, Paris, p. 21-31.

Powell J.-R., Vigani M., Hawketts E., Schuh B., Gorny H., Kaucic J., Kirchmayr-Novak S., 2016, *Recherche pour la Commission AGRI - Le rôle de la Politique agricole commune de l'Union européenne dans la création d'emplois ruraux,* Parlement européen, Bruxelles.

Prost M., Prost L., Cerf M, 2017, « Les échanges virtuels entre agriculteurs : un soutien à leurs transitions professionnelles », *Raisons Éducatives,* n° 21, p. 89-107.

Prud'homme L., Taphanel L., 2018, *Quel accompagnement des trajectoires professionnelles en France ?,* rapport de l'Observatoire des trajectoires professionnelles, Paris.

Purseigle F., 2012, « Les agricultures de firme. Organisations et financiarisation » vol. 1, *Études rurales,* n° 190, Éditions EHESS, Paris.

Purseigle F., Nguyen G., Blanc P. (coord.), 2017, *Le nouveau capitalisme agricole : de la ferme à la firme,* Presses de Sciences Po, Paris.

Qanti S.-R., Reardon T., Iswariyadi A., 2017, « Triangle of Linkages among Modernising Markets, Sprayer–traders, and Mango-farming Intensification in Indonesia », *Bulletin of Indonesian Economic Studies,* vol. 53, n° 2, p. 187-208.

Quelin C., 2010, *Agriculture biologique. La fin du retard français ?,* Coll. Les Études de l'ASP, ASP, Limoges.

Ramanantsoa J., Touze O., 2019, « Le fonctionnement de Magali 2 : Modèle Agricole Analysant les Liaisons Intra-sectorielles », *NESE,* MAA, à paraître.

Ramboarison-Lalao L., Lwango A., Lenoir F.-R., 2018, « Barriers and Key Success Factors in the Transgenerational Transmission of Family Farm Businesses in the French Context: 'Theory of Hypertrophy vs. Equilibrium of Life Spheres' Proposition », *International Journal of Entrepreneurship and Small Business,* vol. 34, n° 2, p. 131-147.

Ramsey A.F., Ghosh S., Sonoda T., 2018, « Saying Sayonara to the Farm: Hierarchical Bayesian Modeling of Farm Exits in Japan », *Journal of Agricultural Economics.*

Rancé E., 2002, « La protection sociale des exploitants agricoles en mutation », *Revue française des affaires sociales*, n° 2002/4, p. 189-218.

Raymond M., Villers S., 2010, *L'accès des non-salariés agricoles au revenu de solidarité active,* rapport IGAS-CGAAER, MAA, Paris.

Razafindranovona T., 2017, *Malgré la progression de l'emploi qualifié, un quart des personnes se sentent socialement déclassées par rapport à leur père,* Coll. INSEE Première, n° 1659, INSEE, Paris.

Rémy J., 2013, « L'exploitation agricole ; une institution en mouvement », *in* Club Déméter, *Déméter 2013 : économie et stratégies agricoles,* Paris, p. 261-268.

Rémy J., Brives, H., Lémery B., 2006, *Conseiller en agriculture,* Educagri-Quae, Dijon, Versailles.

Requier-Desjardins D., Guibert M., Bühler É. A., 2014, « La diversité des formes d'agricultures d'entreprise au prisme des réalités latino-américaines », *Économie rurale,* n° 6, p. 45-60.

Revenga A., 1997, « Employment and Wage Effects of Trade Liberalization: The Case of Mexican Manufacturing », *Journal of Labor Economics,* vol. 15, n° 3, p. 20-43.

Rey V., 1991, « Géographie de l'application d'une loi foncière. La loi sur les cumuls et ses enseignements », *in* Assier-Andrieu L. (coord.), *La terre privée et les conduites patrimoniales dans la France rurale,* Association des ruralistes français, Paris, p. 35-43.

Reyniès B., 2011, *Étude et propositions concernant les enjeux du coût de main-d'œuvre dans le secteur de la production agricole,* rapport au Premier ministre, Paris.

Rieu A., 2004, « Agriculture et rapports sociaux de sexe. La "révolution silencieuse" des femmes en agriculture », *Cahiers du genre,* n° 37, p. 115-130.

Rizov M., Davidova S., Bailey A., 2018, « Employment Effects of CAP Payments in the UK Non-Farm Economy », *European Review of Agricultural Economics,* vol. 45, n° 5, p. 723-748.

Roberts M., Key N., 2008, « Agricultural Payments and Land Concentration: A Semiparametric, Spatial Regression Analysis », *American Journal of Agricultural Economics,* vol. 90, n° 3, p. 627–643.

Rodenburg J., 2010, « Labour Costs on Ontario Dairy farms and their Implication for Precision Technologies », *actes de la 1re North American Conference on Precision Dairy Management,* p. 20-21, Toronto (Canada).

Rolland L., 1984, « L'histoire de la vulgarisation agricole en France avant 1966 », *Économie rurale,* n° 159, p. 11-16.

Rossier R., 2010, *Giving Up Agriculture for a New Career,* 9e symposium européen de l'IFSA, Vienne, 4-7 juillet 2010 (Autriche).

Roux N., 2018, *De l'emploi stable au travail insoutenable, trajectoires d'ouvrières agricoles en groupement d'employeurs,* Coll. document de travail du CEET, n° 196, CNAM, Noisy-le-Grand.

Roux N., 2017, *Un emploi discontinu soutenable ? Trajectoires sociales de saisonniers agricoles et d'artistes du spectacle,* thèse de doctorat en sociologie du travail, CNAM.

Roux N., 2014, « Créer de la continuité : un travail en soi. Artistes intermittents du spectacle et saisonniers agricoles », *La nouvelle revue du travail,* n° 5, http://journals.openedition.org/nrt/1938 (consulté en mars 2019).

Samak M., 2017, « Le prix du " retour " chez les agriculteurs " néo-ruraux " - Travail en couple et travail invisible des femmes », *Travail et emploi,* n° 150, Paris, p. 53-78.

Satola L., Wojewodzic T., Sroka W., 2018, « Barriers to Exit Encountered by Small Farms in Light of the Theory of New Institutional Economics », *Agricultural Economics – Czech,* n° 64, p. 277-290.

Sauvy A., 1980, *La machine et le chômage,* Dunod, Paris.

Schaller N., 2013, *L'agro-écologie : des définitions variées, des principes communs,* Coll. Analyse, n° 59, CEP, MAA, Paris.

Schewe R., Stuart D., 2015, « Diversity in Agricultural Technology Adoption: How Are Automatic Milking Systems Used and to what End ? », *Agriculture and Human Values,* vol. 32, n° 2, p. 199-213.

Schmerber J.-M., 1949, « La réorganisation foncière en France. Le remembrement rural », *thèse de droit,* université de Strasbourg, Faculté de Droit et des Sciences Politiques, Strasbourg.

Simonnet V., Ulrich V., 2009, *La mobilité entre métier ; 30 % des personnes en emploi en 1998 avaient changé de métier en 2003,* Coll. Premières synthèses, n° 05.3, DARES, ministère du Travail, Paris.

Solidarité Paysans, 2016, *Des agriculteurs sous pression : une profession en souffrance,* rapport d'étude pour le MAA, Paris.

Sourisseau J., Bosc P., Fréguin-Gresh S., Bélières J., Bonnal P., Le Coq J., Anseeuw W., Dury S., 2012, « Les modèles familiaux de production agricole en question. Comprendre leur diversité et leur fonctionnement », *Autrepart,* n° 62, p. 159-181.

SSP, 2018a, *L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires,* Coll. Agreste GraphAgri 2018, MAA, Paris.

SSP, 2018b, *Les concours publics à l'agriculture en 2017,* MAA, Paris.

SSP, 2017, *L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires,* Coll. Agreste GraphAgri 2017, MAA, Paris.

SSP, 2014, *L'agriculture, la forêt et les industries agroalimentaires,* Coll. Agreste GraphAgri 2014, MAA, Paris.

SSP, INSEE, 2017, *Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation,* session du 6 juillet 2017, Coll. Agreste Les Dossiers, n° 40, MAA, Paris.

Stephan N., 1996, *Évaluation de l'efficacité externe de la formation des agriculteurs,* thèse de sciences de l'éducation, université de Bourgogne, Dijon.

Stolper W.F., Samuelson P.A., 1941, « Protection and Real Wages », *The Review of Economic Studies,* vol. 9, p. 58-73.

Šūmane S., Kunda I., Knickel K., Strauss A., Tisenkopfs T., Rios I. des Ios, Rivera M., Chebach T., Ashkenazy A., 2018, « Local and Farmers' Knowledge Matters! How Integrating Informal and Formal Knowledge Enhances Sustainable and Resilient Agriculture », *Journal of Rural Studies,* vol. 59, p. 232-241.

Šūmane S., Kunda I., Tisenkopfs T., Pilvere I., Stokmane I., Zēverte-Rivža S., 2015, « Small Farms' Development Strategies », *RETHINK Case Study Report,* Nodibinajums Baltic Studies Centre (BSC) and the Latvian University of Agriculture, Faculty of Economics, Riga (Lettonie).

Tercia, ACTéon, 2017, *Évaluation à mi-parcours du PNDAR 2014-2020,* rapport final, MAA, Paris.

Terre-Net, BVA, 2017, *Les agriculteurs et leur voisinage,* baromètre agricole, https://www.bva-group.com/sondages/agriculteurs-voisinage-barometre-agricole-terre- net-bva/ (consulté en décembre 2018).

Terrieux A., 2014, « Les statistiques comme jeu de bonneteau : apparition et disparition dans les chiffres de réalités par ailleurs observables », *Pour,* n° 222, p. 75-78.

Teysonnière A. de la, 2014, *Étude du développement des systèmes de production économes et autonomes en Champagne,* mémoire de DAA, AgroParisTech, Paris.

Thibaudot F., 2017, *L'emploi salarié dans les groupements d'employeurs agricoles en 2015. Données nationales,* Coll. Études, MSA, Paris.

Thomas J., 2018, « Reconnaissance politique des savoirs professionnels. Expérimentation, légitimation, réflexivité et organisation d'un groupe d'agriculteurs autour des connaissances professionnelles », *Revue d'anthropologie des connaissances,* vol. 12, n°2, p. 229-257.

Tocco B., Davidova S., Bailey A., 2013a, *Determinants to Leave Agriculture and Change Occupational Sector: Evidence from an Enlarged EU,* Factor Markets Working Papers n°158, Centre for European Policy Studies, Bruxelles.

Tocco B., Davidova S., Bailey A., 2013b, *The Impact of CAP Payments on the Exodus of Labour from Agriculture in Selected EU Member States,* Coll. Factor Markets Working Papers, n°180, Centre for European Policy Studies, Bruxelles.

Touzard J.-M., Temple L., Faure G., Triomphe B., 2014, « Systèmes d'innovation et communautés de connaissances dans le secteur agricole et agroalimentaire », *Innovations,* n°1, p. 13-38.

Trouvé A., Dervillé M., Gouin D.-M., Pouch T., Fink-Kessler A., Kroll J.-C., Rat-Aspert O., Briot X., Lambaré P., 2016, *Mesures contre les déséquilibres de marché : quelles perspectives pour l'après-quotas dans le secteur laitier européen ?,* rapport d'étude pour le MAA, Paris.

Tual S., Lemarchand C., Boulanger M., Levêque-Morlais N., Perrier S., Clin B., Rigaud E., Guizard A.V., Velten M., Baldi I., Lebailly P., 2015, « Activités agricoles et risque de cancers chez les affiliés du régime agricole. Résultats intermédiaires de l'étude AGRICAN (AGRIculture et CANcers) », *Innovations agronomiques,* vol. 46, p. 136-146.

UN Comtrade, 2017, *International Trade Statistics Database,* New-York (États-Unis).

Vankeerberghen A., Dannevoye B., Stassart P., 2014, « L'insularisation comme mode de transition. Le cas de l'agriculture de conservation en Région wallonne », *in* Bernard de Raymond A., Goulet F. (coord.), 2014, *Sociologie des grandes cultures,* Quae, Paris, p. 61-76.

Vereijken P.H., Hermans C.M.L., 2010, « A quick Scan Tool to Assess the Relative Prospects of European Regions for Sustainable Agriculture in a Liberal Market », *Land Use Policy,* vol. 27, n°2, p. 440-448.

Vergonjeanne R., 2015, *Déléguer l'élevage des génisses. Le GDS Bretagne apporte son expertise à Eylips pour Délèg'Génisses,* Terre-net Média, 17 février.

Vérot D., 1998, *Agriculture biologique : évaluation d'un gisement d'emplois,* FNAB, ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Paris.

Viaggi D., 2018, « Quantifying the Impact of Scientific Research on Agriculture », *Eurochoices,* n°17, p. 19-24.

Vianey G., 2015, « Politiques d'aménagement et outils fonciers des politiques agricoles depuis les années 1960 : des résultats contradictoires », *in* Requier-Desjardins M. , Paoli J.C. (coord.), 2015, *Accaparement, action publique, stratégies individuelles et ressources naturelles. Regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en contextes méditerranéens,* CIHEAM, Montpellier, p. 97-114.

Villaume S., 2011, *L'emploi salarié dans le secteur agricole : le poids croissant des contrats saisonniers,* Coll. INSEE Première, n°1368, INSEE, Paris.

Wang Y., Delgado M.S., Marshall M.I., Dobbins C.L., 2017, *Generational Shadow in Farming Business: How Does It Affect the Succession Process?,* Southern Agricultural Economics Association, Annual Meeting, 4-7 février, Mobile, Alabama (États-Unis).

Waquet F., 2008, *Les enfants de Socrate,* Albin Michel, Paris.

Weil T., Charlet V., 2018, *Allégements des charges sociales : comprendre le débat en cours,* Coll. Les Synthèses de La Fabrique, n° 18, La Fabrique de l'Industrie, Paris.

Weiler A.M., McLaughlin J., Cole D.C., 2017, « Food Security at Whose Expense? A Critique of the Canadian Temporary Farm Labour Migration Regime and Proposals for Change », *International Migration*, vol. 55, n°4, p. 48-63.

Whitty S.J., Maylor H., 2009, « And then Came Complex Project Management », *International Journal of Project Management,* vol. 27, n°3, p. 304-310.

Wood B.A., Blair H.T., Gray D.I., Kemp P.D., Kenyon P.R., Morris S.T., Sewell A.M., 2014, « Agricultural Science in the Wild: A Social Network Analysis of Farmer Knowledge Exchange », *PLOS One,* vol. 9, n°8.

Zagata L., Sutherland L.-A., 2015, « Deconstructing the 'Young Farmer Problem in Europe': Towards a Research Agenda », *Journal of Rural Studies,* vol. 38, n°3, p. 39-51.

Zhang X., Yang J., Reardon T., 2017, « Mechanization Outsourcing Clusters and Division of Labor in Chinese Agriculture », *China Economic Review,* n°83, p. 184-195.

Crédits photographiques de la couverture, de haut en bas et de gauche à droite :
Cultures maraîchères biologiques en agroforesterie ; récolte de fraises. ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr
Drône de télédétection agronomique pour agriculture de précision. ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr
Moisson de blé vue du ciel. ©Cloudvisual/Unsplash
Observation de l'état sanitaire d'un champ de blé traité par biocontrôle. ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr
Martinique – serres de Preville (Macouba), culture hydroponique de salades. ©Xavier Remongin/agriculture.gouv.fr
Élevage de vaches gasconnes. ©Xavier Remongin/agriculture.gouv.fr
Éleveur de bovins de race Salers, Saint-Cernin, Cantal. ©agriculture.gouv.fr
Récolte dans un verger de clémentiniers à San Giuliano. ©Gérard Paillard/INRA
Éleveur surveillant ses brebis en élevage mixte bovins-ovins. ©Cheick Saidou/agriculture.gouv.fr
Vendanges à Vosne-Romanée. ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr
Salariée en contrat d'avenir dans un domaine viticole en Bourgogne. ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr

De 2000 à 2016, la France a perdu un quart de ses exploitants agricoles, signe de la profonde évolution de son agriculture. Au-delà de cette tendance quantitative, ce secteur se réinvente, par les hommes et les femmes qui y contribuent, et dont les trajectoires, l'organisation et les compétences se transforment. S'ils occupaient hier des emplois bien identifiés, ils accomplissent aujourd'hui, sous des statuts variés, des tâches qui s'assemblent en un système complexe d'activités servant la production agricole. Être agriculteur n'est plus seulement une destinée ou une vocation, liée à une histoire familiale : les chefs d'exploitation travaillent de moins en moins en couple, leurs enfants font plus souvent un autre métier, le salariat et l'externalisation des activités se développent et prennent de nouvelles formes, modifiant le quotidien des personnes qui les réalisent. Leur métier se rapproche de celui des chefs de petites entreprises des autres secteurs économiques. Il s'ouvre aussi à la pluralité croissante des modèles agricoles, nécessitant des formations, des qualifications et des expériences nouvelles.

Pour éclairer et comprendre ces transformations, le Centre d'études et de prospective (CEP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a mobilisé une quarantaine d'experts, dont une majorité de chercheurs, qui ont croisé leurs analyses économiques, sociologiques et statistiques. Actif'Agri présente le panorama qui en résulte. Que sait-on des emplois et, au-delà, des travailleurs de l'agriculture française et de leurs activités ? Où les exercent-ils et dans quelles conditions ? Comment la performance environnementale, les innovations et l'internationalisation des filières agricoles modifient-elles ces emplois ? Quels sont les effets réels des politiques publiques sur ces transformations ? Telles sont quelques unes des questions auxquelles cet ouvrage très documenté essaie de répondre, en associant étroitement réflexions qualitatives, données quantitatives et infographies.

Le Centre d'études et de prospective (CEP) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a été créé en 2008 pour développer et promouvoir des activités de veille, de prospective et d'évaluation. Ses travaux ont entre autres pour objectifs de contribuer au débat public et de procurer des éléments de réflexion aux acteurs en charge de la définition des politiques. Le CEP fournit des analyses et des outils de pilotage sur des problèmes publics complexes d'envergure souvent internationale. Ses observations et travaux sont rendus publics à travers plusieurs formats de publications : bulletin de veille, notes d'analyse, revue Notes et Études Socio-économiques, documents de travail, rapports, etc.

http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective

Prix : 7,99 euros

ISBN : 978-2-11-145920-5

Code DF :5HC48300

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION